

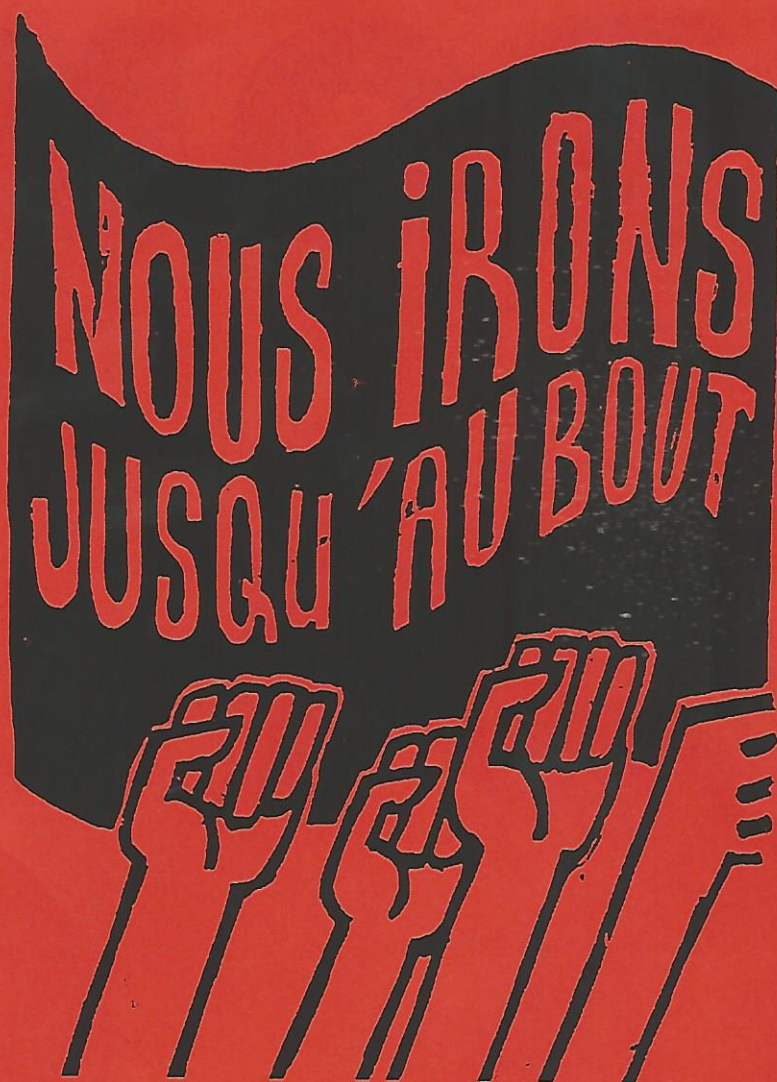
FRONT



- LA QUESTION EUROPÉENNE DANS LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI
- UNE PERSPECTIVE RÉVOLUTIONNAIRE EN EUROPE
- À PROPOS DU MOT D'ORDRE D'ÉTATS-UNIS D'EUROPE
- À PROPOS DE COMMENT NOUS AVONS ABORDÉ LA TERRE DE PERSONNE
- INTERVIEW D'UN RESPONSABLE DU MRTA
- DÉCLARATION DE PROCÈS D'UN CAMARADE DES BR-PCC
- DÉCLARATION DE LA CELLULE NADIA SHÉHADAD
- MANIFESTE DE JANVIER 1994 DE ANCORE GROUP

Juin 1994

7



Joëlle AUBRON

836 285 F

MAF

Allée des Thuyas

94261 Fresnes CEDEX

Nathalie MÉNIGON

836 284 E

MAF

Allée des Thuyas

94261 Fresnes CEDEX

Jean-Marc ROUILLAN

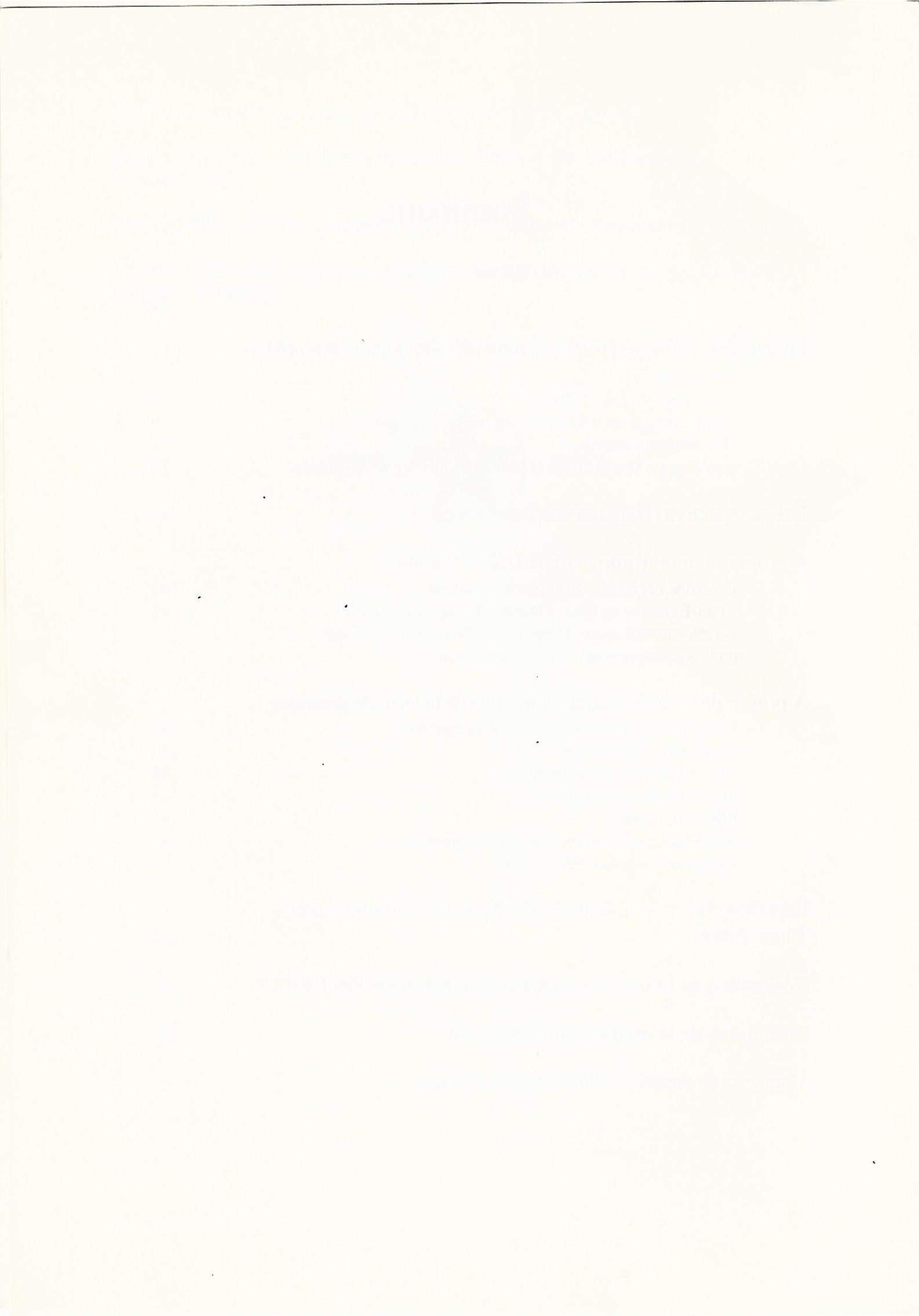
793 881 1/51C

Allée des Thuyas

94261 Fresnes CEDEX

Sommaire

	Page
La question européenne dans la lutte révolutionnaire aujourd'hui	
– Dix ans après	5
– « Le temps de la guérilla »	7
– De la « sympathie » à la convergence stratégique	9
– Une attaque commune	11
– Une Europe vivante dans la libération des Trois Continents	15
Une perspective révolutionnaire en Europe	22
À propos du mot d'ordre d'États-Unis d'Europe	
– L'Europe capitaliste et l'Europe socialiste	34
– « Pan-Europe » ou États-Unis de l'Europe socialiste ?	35
– Le réformisme international et l'unification de l'Europe ou le « panbavardage » sur la Paneurope	37
À propos de comment nous avons abordé la terre de personne	
– Antagonisme formel du mouvement ouvrier	39
– Maastricht, la carte ratée	40
– Abolir l'identité prolétarienne	40
– Reconversion syndicale ?	41
– Équilibre instable	41
– Recyclage professionnel de la caste syndicale	42
– Ritualisation de l'action de masse	42
Interview d'un responsable du Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru	44
Déclaration au procès Moro Quater d'un camarade des BR-PCC	49
Déclaration de la cellule Nadia Shéhadad	52
Manifeste de Janvier 1994 de Ancore Group	57



LA QUESTION EUROPÉENNE DANS LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI



DIX ANS APRÈS

Dix ans après notre offensive « Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest », l'État prétend, avec ce procès devant la juridiction d'exception (Ndlr : Procès devant la Cour d'Assises Spéciale de Paris en mai 1994, où les trois militants d'Action Directe, Joëlle Aubron, Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillan furent condamnés à la réclusion perpétuelle pour les actions de guérilla contre les généraux Audran et Blandin, et contre le numéro deux du CNPF, Brana, opérations ayant eu lieu dans les années 1985 et 1986), y apporter une conclusion décisive. Une conclusion « judiciaire » bien entendu, tel un exorcisme conjurant la lutte révolutionnaire des opprimés par la mort carcérale de perpétuité à répétition.

Dix ans après, il n'est pourtant pas nécessaire d'étudier la question avec attention pour se rendre compte combien les problématiques et les perspectives posées par nos actions et notre engagement de partisans demeurent d'une actualité brûlante et chargées d'une potentialité saisissable par tous ceux qui veulent ouvrir une perspective stratégique à la lutte du prolétariat sur notre continent. Car si la situation au plan mondial ou continental a été considérablement bouleversée, et si de nombreuses mutations sont peu stabilisées ou encore en devenir, les forces motrices fondamentales de ces événements, présentes et agissantes dans les années quatre-vingt, sont toujours à l'œuvre, plus dominantes encore aujourd'hui, et toujours plus chaotiques, tel un crescendo vers la barbarie.

La seconde crise générale de surproduction absolue de capitaux tenaille le mode de production capitaliste depuis maintenant plus de deux décennies. Moteur d'un vaste processus de restructuration et de globalisation du système capitaliste international, elle est également l'élément essentiel de son propre déchirement dans la concurrence acharnée entre les différents secteurs, branches, monopoles et pays. Ce processus de concentration et de contradiction se développe ainsi en une véritable **guerre économique et commerciale mondiale**.

Une crise des relations politiques internationales – interagissant dans la guerre économique. Tout le discours pompeux sur le fameux « Nouvel Ordre mondial » n'est plus en fin de compte que le voile mité du désordre et de la tendance à la généralisation

de la **guerre impérialiste** et aux interventions armées tous azimuts. Plus que jamais impérialisme rime avec militarisme, une guerre omniprésente aujourd'hui, plus encore que jamais, attisée par le profit, les nouveaux partages, les débouchés commerciaux, le chauvinisme et le racisme...

La concurrence et les mutations technologiques alimentent la **guerre de la productivité** que se livrent les différents capitaux et groupes impérialistes. Dans le système, cette guerre se traduit tout naturellement par une aggravation de l'exploitation intensive des travailleurs. Les capitalistes font peser sur le prolétariat et les masses populaires le poids de leurs difficultés et de leurs conflits. Dans les pays de la métropole, une exploitation intensive contenue dans les réalités du procès de travail toyotiste (« *Just in time* », « Zéro défaut », « cercles de qualité »... et toute l'ergonomie radicalisant la dépossession de l'activité au poste de travail), mais aussi dans la baisse des salaires réels, la généralisation des politiques de rigueur, le chômage, la précarité... Dans les pays des Trois Continents et dans l'Est européen, cette exploitation intensive se concrétise par la chute considérable du niveau de vie, de la protection sociale et des droits du travail, avec la sous-rémunération galopante, l'esclavage à peine dissimulé, les famines et la misère...

Avec le nouveau régime d'accumulation, les conflits bouleversent les marques de l'exploitation et de la dépendance intensive du prolétariat et des peuples opprimés... Alors, de toutes ces formations économico-sociales, ainsi à la fois unifiées et déchirées, surgissent de **nouveaux rapports et appareils étatiques**, dominés par leurs caractères technocratiques et autoritaires. À la monopolisation économique correspond la concentration et la centralisation des pouvoirs réels, articulées à la confiscation du pouvoir dans des sphères occultes, à la manipulation permanente de l'information, au spectacle rituel et grotesque de la politique politicienne dans les cirques des pouvoirs formels, à l'exclusion des masses de tout centre de décision... Une mobilisation institutionnelle et générale du nouveau « Parti de l'Ordre » dans un ensemble de politiques réactionnaires et ségrégationnistes. Une **guerre civile** larvée, affleurant derrière chaque rapport social, et parfois ouverte, envenimée par la collusion affichée entre les bandes armées de

l'État et les sbires para-étatiques des groupes fascistes et racistes.

Ces dynamiques de crise et de guerre se conjuguent en se concrétisant dans la formation de l'**Union Européenne**, dans la création d'un pilier impérialiste concurrentiel regroupant les forces continentales de la bourgeoisie impérialiste. Il lui est impératif de contrôler et de dépasser ses propres concurrences et contradictions internes pour atteindre à une unité lui permettant d'être un acteur réel et de premier plan dans les mutations mondiales en cours. Avoir le poids d'une véritable puissance face aux deux autres centres impérialistes : le Japon et les États-Unis, pour la conquête des marchés et leur contrôle au Sud et dans le nouvel eldorado de l'Est européen, pour écraser toutes les résistances des prolétaires sur le continent afin de leur imposer les sacrifices indispensables à cet état de puissance impérialiste.

Parce qu'ils sont les reflets immédiats de l'**affrontement interimpérialiste**, du **nouveau partage « colonial »** et de la **guerre de classe internationale**, tous les contenus et les formes du processus d'intégration européenne sont dominés par leurs qualités réactionnaires. Une course à une plus grande productivité dans la concentration et la centralisation des capitaux et des productions, et dans une union politico-militaire étatique la garantissant hors et dans les nouvelles frontières communes.

Dix ans après l'offensive « Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest », la question européenne a toujours autant d'acuité, sinon plus. Elle est toujours aussi inéluctable. Inéluctable au sens le plus littéral, car elle ne peut être affrontée et résolue que par la lutte. Une lutte commune de toutes les expressions

antagonistes du prolétariat sur notre continent.

Un processus de guerre de classe prolongée au cours duquel les organismes prolétariens d'avant-garde élaborent et développent, dans la lutte, des pratiques de pouvoir révolutionnaire de classe au niveau réel où se jouent les rapports de pouvoir entre les classes aujourd'hui.

Ce qui signifie concrètement sortir de l'impuissance des localismes et de l'immédiat, de la psalmodie des résolutions et des programmes de papier, pour placer, dans le devenir d'une **guerre révolutionnaire** unificatrice de toutes les résistances contre le système, les luttes sur le terrain véritable de la guerre civile dans ses termes actuels. Seul le terrain sur lequel le prolétariat pourra, à partir de ses multiples réalités et situations, constituer et faire triompher son indépendance politique et stratégique.

Dix ans après l'offensive « Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest », nous sommes toujours profondément convaincus, face à la nature et aux grandes lignes de mutation de la société bourgeoise dans cette phase de capitalisme tardif et face aux rapports politico-économiques imposés par l'hégémonie sans partage de la bourgeoisie monopoliste, que la lutte et la guerre de résistance contre le capitalisme et l'impérialisme sont toujours plus vitales. De même que nous restons convaincus que seuls la construction et le développement continental de l'organisation révolutionnaire des partisans, dans sa liaison avec toutes les expressions de l'autonomie de classe, sera en mesure de déverrouiller l'élan de résistance et de briser l'encerclement des multiples luttes des masses. Une unité combattante résolue à tout faire pour que le prolétariat prenne en main son propre drapeau.



« LE TEMPS DE LA GUÉRILLA »

A la fin des années soixante, le continent est ébranlé par la tempête de la contestation ; les principales villes européennes sont le théâtre d'affrontements et de mobilisations de masses, barricades, émeutes, séquestrations, occupations d'usines... Tout l'édifice bourgeois commence à se lézarder en une véritable crise de domination, une crise du modèle d'accumulation et des rapports sociaux capitalistes. Parallèlement, le modèle révisionniste de gestion et de compromis, comme ses organismes de régime (partis, syndicats...), sont submergés par l'action des travailleurs dans leur révolte, par le renouvellement dans ces luttes de leur conscience collective et de leur auto-organisation.

Les masses, grâce à cette détermination antagoniste, remettent ainsi en cause l'organisation autoritaire de toute la société par le Capital, et en tout premier lieu bien évidemment le système de régime – État de la bourgeoisie, partis et syndicats révisionnistes – tel qu'il s'impose comme cadre de pacification despotique dans l'usine et dans la vie quotidienne. Mais aussi l'autorité du fric, du productivisme, du contrôle social, de l'idéologie, de la morale, de la famille... Et à travers cette mise en question générale et radicale, c'est la question du pouvoir qui est posée. La question de la révolution. « Notre opposition n'est pas dirigée seulement contre quelques petites... erreurs ! du système, mais contre l'ensemble du mode de vie qu'impose présentement l'État autoritaire », écrivait Rudi Dutschke lors du mouvement des extraparlamentaires allemands. « L'attitude anti-autoritaire [est] un mode de comportement appelé à déboucher sur la révolution et sur l'éducation et l'auto-éducation des hommes. »

Pour tous ceux que le formidable coup de tonnerre de la lutte des masses libère de leurs dernières illusions à l'égard de toutes les pensées ossifiées, et en particulier de la pensée du révisionnisme, l'élan est donné pour reprojeter la perspective révolutionnaire dans un cadre nouveau, adapté à l'époque, aux contradictions du système, à la volonté d'émancipation et de transformation du monde exprimée par la grande révolte prolétarienne. « Il est nécessaire aujourd'hui de redéfinir le concept même de révolution à la lumière des conditions objectives et du développement réel du mouvement autonome du prolétariat européen. » (Collettivo Politico Metropolitano, 1969)

Il faut de toute urgence rejeter la gangue du catéchisme oppositionnel, refuser les processions incantatoires et la psalmodie des vieux mots d'ordre, car dépouillés de toute subversion réelle. Il faut saisir le sens des mutations, les contradictions dans leur devenir. Ce qui naît et se développe. Et, dans ce mouvement, discerner les véritables intérêts fondamentaux et immédiats des exploités et des opprimés, dans le centre comme mondialement, leur unité internationale.

« Pour révolutionner les masses, il faut révolutionner les communistes, les deux choses doivent être prises en main simultanément. » (Gauche Prolétarienne, 1969)

Le révisionnisme et tout le doctrinarisme des chapelles prétendument révolutionnaires occultaient non seulement les solutions réelles, mais ils détournent des problèmes eux-mêmes, de leur exposition et de leur compréhension correctes.

Dans tous les domaines et sur toutes les questions, il est devenu indispensable de poser un regard critique radical, de saisir les véritables problématiques, de les aborder non plus à travers le filtre des définitions abstraites, mais à partir de nos analyses et de nos expérimentations, à partir d'une théorie tel « un guide pour l'action » et non une intemporelle loi d'airain qu'il suffirait de claironner plus ou moins justement, mais plus fort que les autres concurrents.

Une guérilla politique et idéologique de tous les instants contre tous les miasmes de la pensée révisionniste et opportuniste, contre toutes ses réalités de système idéologique bourgeois encadrant une pratique systématique de capitulation, de contrôle et de liquidation, articulée aux appareils et rapports étatiques à l'époque du capitalisme monopoliste d'État, à leur gestion de l'antagonisme de classe et à leur politique de contre-révolution permanente.

Une vigilance critique permettant de retrouver *der Geist der Revolution* (l'esprit de la révolution) en brisant l'emprise de celui de la soumission et du conformisme, l'emprise de l'esprit syndicaliste.

« Le temps de la guérilla est venu. Frapper l'ennemi, servir les masses, former le partisan, voilà notre drapeau. » (Gauche Prolétarienne, 1969)

« Le temps de la guérilla », cela signifie concrètement : renforcer les consciences, les résolutions et les pratiques de rupture apparues lors de l'insurrection des masses et en apporter de nouvelles, plus décisives encore, que le mouvement spontané ne peut faire surgir lui-même, dans le feu de son action. C'est-à-dire une dialectique de tous les instants entre la résistance et les luttes du prolétariat, ses organismes autonomes et la guérilla, les détachements combattants, dans l'unité du politique et du militaire à chaque phase du combat et cela dès le début du processus de guerre de classe révolutionnaire.

Le mouvement autonome du prolétariat européen, avec ses contenus et pratiques assembléistes, les comités de base, les comités révolutionnaires et anti-impérialistes, les conseils d'usine..., ses révoltes, ses luttes contre l'État, les patrons et les bonzes révisionnistes. Contre tout le système idéologique bourgeois. Et, en conséquence, la remise en cause, dans ce mouvement contestataire régénéré, des préceptes et dogmes organisationnels et stratégiques qui, depuis

des décennies, se sont solidifiés sous le carcan des différents PC et de leurs multiples parasites groupusculaires. « C'est en opposant systématiquement l'action directe de petits groupes ouvriers aux grandes manœuvres syndicales que l'autonomie ouvrière s'est imposée par bonds. Toute notre pratique visait à dégager l'intelligence collective des ouvriers en s'appuyant sur leur instinct de révolte. Nous bannissons de nos rangs les mentalités rabougries de militants qui cherchent à faire leur trou dans l'appareil syndical pour mobiliser les masses après. » (Gauche Prolétarienne, 1973)

Un véritable processus d'auto-organisation, de démocratie directe, d'autovalorisation, dans la diversité des luttes et sur tous les fronts, de la guerre sociale. Ce n'est pas le développement gradualiste (et surtout celui résumé à la progression quantitative lors des foires électorales) des bureaucraties oppositionnelles qui démontre l'aiguïsement de la lutte de classe et la volonté de transformation révolutionnaire des travailleurs. Cela ne l'a jamais été. Par contre, ce sont bien la rupture inscrite dans la mobilisation et l'initiative prolétarienne auto-déterminée, conscientes et décidées à l'action directe.

À l'époque du capitalisme tardif, la coordination des instances autonomes et leur front d'unité de classe sont seuls capables de concentrer l'antagonisme des masses et d'en être les instruments corrects.

« La seule force réelle, c'est l'unité des camarades dans les usines, dans les quartiers, dans les lycées, dans les bureaux ; unité sans sigle ni carte refusant toutes les divisions qui menacent la véritable unité de classe ; c'est-à-dire l'unité de la stratégie révolutionnaire. De cette unité naît la gauche prolétarienne. Et seule la gauche prolétarienne peut construire, dans la lutte, l'organisation révolutionnaire. » (Sinistra Proletaria, 1970)

Et cette stratégie d'unité prolétarienne et de rupture avec les contrôles sociaux institutionnels, c'est bien la guerre de classe révolutionnaire pour la destruction du système global d'exploitation et la construction d'une organisation sociale alternative.

La lutte armée pour le communisme. « Aujourd'hui [...] dès son apparition, une alternative prolétarienne de pouvoir doit être politico-militaire, en partant du fait que la lutte armée est la voie principale de la lutte de classe. » (Collettivo Politico Metropolitano, 1970) Un processus rompant avec l'apostasie d'une conception insurrectionnelle où il s'agirait de la lente accumulation des forces dans le débat idéologique et le travail syndical. Ce vouloir convaincre de la justesse de sa conception de la révolution à partir d'une pratique erronée de tous les instants ! Dans le travail groupusculaire, pacifiste et légaliste, derrière chaque phrase révolutionnaire se cachent de fait les réalités de la capitulation, de l'attentisme soumis et la seule lutte pour des réformes partielles et ponctuelles. Depuis des lustres, cette « voie pacifique au socia-

lisme » est pavée de prolétaires assassinés et de trahisons.

« Voie pacifique au socialisme », car tous ceux qui affirment que la lutte armée est une aventure aujourd'hui, mais qu'elle sera, grâce à leur direction, une possibilité le « moment venu » et le jour J, dans cinq, dix, vingt ans « avec l'appui de toute la classe » !!! Tous ceux-là, sans exception, participent à la même falsification. Tout autant que les sacristains de la religion du « grand soir ». La préparation à la guerre et à l'insurrection révolutionnaires est elle-même politico-militaire. C'est la guerre de résistance, opposant la violence révolutionnaire à la violence contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, une violence préparant à sa généralisation et radicalisation. Et il ne peut en être autrement, car « on apprend à faire la guerre en la faisant ».

Sans ce type de préparation, leur velléité de guerre et d'insurrection violente ne quittera jamais les limbes du simple opportunisme.

Pour ce faire, il est nécessaire que la guerre révolutionnaire soit directement l'expression du mouvement autonome anticapitaliste, un mouvement qu'elle doit unir, mobiliser et armer, en étant dans son développement stratégiquement essentielle à l'accumulation, à la concentration, à l'organisation, à la solidarité de l'ensemble des forces et des éléments révolutionnaires. Un pôle de référence et d'unité des avant-gardes surgies des luttes autonomes et des résistances prolétariennes.

Nous pensons que l'action armée est l'expression la plus avancée d'un profond travail politique dans la perspective du pouvoir de classe.

Mouvement autonome du prolétariat et lutte armée, deux élans se dynamisant l'un l'autre et grâce auxquels l'action de partisans est devenue l'expression fondamentale de la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat. Une contradiction aussi internationale que son expression. « Le Capital unifie le monde dans son projet de contre-révolution armée, le prolétariat s'unifie dans la guérilla au niveau mondial. » (Sinistra Proletaria, 1970)

Mais, sans contester les caractères propres ni le saut qualitatif de l'usage des armes, l'action des partisans ne s'y résume pas. Loin de là. La théorie de la guerre révolutionnaire est fondamentalement une théorie de lutte du prolétariat, aux implications globales, multiples et diversifiées sur tous les fronts du combat. Et bien évidemment, comme nous l'avons déjà évoqué, une guerre idéologique contre l'opportunisme du conformisme en politique.

Ainsi, le grand chambardement du « temps de la guérilla », ce ne sont pas seulement quelques petites modifications des concepts stratégiques. Dans le centre impérialiste, il s'agit bien d'une refondation de ces concepts, entraînant de nombreuses réfutations et corrections essentielles. « La voie pacifique au socia-

lisme », le « gradualisme », l'« insurrectionnalisme »... sont rejetés. Mais aussi les conceptions erronées de l'internationalisme prolétarien et de l'anti-impérialisme, qui progressivement avaient été

réduits à la seule logique de relations extérieures, mécaniques et idéologiques. Réduits à des tâches et des positions subalternes et instrumentales.

DE LA « SYMPATHIE » À LA CONVERGENCE STRATÉGIQUE

La question européenne, quant à elle, ne sera pas ou peu examinée *a priori*, elle va se dessiner au fil de l'affrontement avec la bourgeoisie et les forces réactionnaires. Et c'est essentiellement dans ce processus qu'elle trouve un début de résolution.

Malgré la simultanéité des incendies contestataires, les organisations révolutionnaires en restent dans un premier temps à la sempiternelle vision réformiste et opportuniste d'événements plus parallèles que convergents ; des troubles qui auraient leurs origines dans les circonvolutions de circonstances locales et ponctuelles, et qui s'y épuiserait, contre le gaullisme en France, contre la société peu dénazifiée en Allemagne, contre le « golpisme » en Italie... Une tendance au local et au parcellaire dont la bourgeoisie, extirpant des drapeaux rouges et noirs ces contestations sociologisées, saura se saisir pour mettre en place des réformes qui corrigeaient et éliminaient les vieilleries inadéquates. « La société était bloquée, 68 l'a débloquée... » Réduisant la volonté de transformation de la société et l'élan révolutionnaire à la seule mutation superficielle du modèle capitaliste, la bourgeoisie « modernisait » les régimes autochtones intégrés sous dominance américaine.

Mais le « temps de la guérilla », dans ses développements, va révéler et dessiner les lignes fondamentales de l'affrontement en cours, de la guerre civile qui s'est ouverte. La crise générale de l'hégémonie de la bourgeoisie sur les classes exploitées impulse l'usage terroriste qu'elle doit faire de ses divers appareils répressifs, dans le mouvement central de la mutation de l'État et de la tendance renforcée à la concentration et à la centralisation des pouvoirs... C'est donc par la guerre civile que ce mouvement se dynamise et s'affermi, la militarisation et le flicage des grandes villes, les campagnes d'intoxication et de mobilisation hystérique. C'est grâce à elle, en l'imposant comme contre-révolution préventive permanente sur ce territoire, que la bourgeoisie cherche à en finir une fois pour toutes avec la contestation et la subversion de son ordre. Une réalité de guerre civile larvée exprimant l'accélération et l'aiguïsment de la lutte de classes, comme transition entre l'ancien et le nouveau modèle d'accumulation, et la détermination de la bourgeoisie à le stabiliser.

Et, face à la révolte continentale, elle généralise l'intégration et l'homogénéisation de ces procédés terroristes au « continent entier ». Les « révélations » médiatiques des années quatre-vingt-dix sur le fameux « Gladio » ont démontré le rôle violent et

manipulateur de ces instruments occultes européens et leurs liaisons dans la conspiration contre les exploités (Groupe Pompidou, 1971 ; TREVI, 1973-1975, Club de Berne, Club de Berlin...) : une **guerre civile contre-révolutionnaire européenne**.

L'intégration européenne est un processus de lutte de classe, et, dès ce moment-là, plus encore une guerre civile dans laquelle les actions de la lutte armée vont faire surgir leur propre convergence stratégique.

Leur unité comme guerre de résistance contre la réaction de cette formation européenne. Par exemple, le 3 mars 1972, Macchiarini, ingénieur aux usines italiennes de Siemens, est enlevé par les Brigades Rouge (BR) ; le 9 du même mois, à Paris, la Gauche Prolétarienne capture l'ingénieur Nogrette de Renault après l'assassinat de Pierre Overney ; les camarades mettent déjà en relation les deux opérations : « La séquestration des dirigeants de la SIT-Siemens et de Renault, la justice révolutionnaire commence à faire peur – Vive la justice révolutionnaire ! »

Le 18 avril 1974, à Gênes, le juge Sossi est à son tour enlevé par les BR ; à Paris, quelques jours plus tard, c'est le tour du directeur de la Banco de Bilbao, Baltazar Suarez, revendiqué par les Groupes d'Action Révolutionnaire Internationalistes (GARI) et, quelques mois après, le Mouvement 2 Juin détient le maire de Berlin, Peter Lorenz. Ces trois actions ont la même orientation opérationnelle, briser la contre-offensive bourgeoise faite de répression aveugle, de procès d'exception, de torture des prisonniers par les nouveaux procédés d'isolement et de privation sensorielle. Leur but est un but de libération et, en tout premier lieu, celle des militants emprisonnés.

Et dans la généralisation de la lutte armée, ce sont justement, et non par hasard, les deux organisations ayant écrit les premières pages du « temps de la guérilla » qui vont tirer les principales leçons tant de la contre-révolution intégrée que de la convergence spontanée des ripostes et des combats prolétariens. Graduellement, elles vont dessiner dans leurs actions l'orientation stratégique de cette convergence continentale.

Après la mobilisation et les manifestations contre la venue de Nixon en Europe (février 1969), l'organisation Vive la Révolution peut encore écrire : « L'accord au niveau politique est resté général, la sympathie est restée de la sympathie. » Mais l'action de la RAF contre les ordinateurs de l'armée américaine géant les bombardements sur le Nord Viêt-nam (Heidelberg, le 24 mai 1972) fait voler en éclats l'impuis-

sance de cette sympathie. Elle inscrit une qualité fondamentale à l'époque impérialiste : tout processus révolutionnaire doit avoir une empreinte internationaliste et anti-impérialiste, et être capable d'actes réels, matériels contre l'ennemi commun à tous les prolétaires et aux peuples opprimés. Ils écriront plus tard :

« L'Europe de l'Ouest n'est plus un arrière-pays d'où l'impérialisme mène la guerre. Après les victoires dans les guerres de libération dans le tiers monde, après le développement de la guérilla en Europe occidentale, après l'irruption de la crise globale de l'impérialisme, elle est devenue également une partie du front mondial, la partie dans laquelle ils possèdent certes tout, mais aussi la partie qui est devenue le point crucial du fait que le processus de libération se poursuit réellement sur la ligne globale qui traverse le monde entier. »

Les premiers prisonniers des BR, de leur côté, affirment, après la mort d'Holger Meins :

« ... la bataille dans et hors des prisons allemandes menée par la RAF n'est pas seulement héroïque, mais elle est d'une importance cruciale pour les forces révolutionnaires de tout le continent européen. Notre devoir est de la soutenir par tous les moyens. De son issue dépend le renforcement ou l'affaiblissement de la guerre révolutionnaire en Europe. »

« Il faut que nous devienne familière l'idée que Berlin et Stockholm sont plus proches de Rome ou de Milan que ne le sont Frascati et Vigevano. »

« Le phénomène de la contre-révolution acquiert dans les métropoles européennes une spécificité différente seulement par l'intensité ou la forme, non par la qualité. En conséquence, la résistance doit être continentale et s'enraciner dans les principaux rôles d'oppression et d'exploitation... »

« Une stratégie continentale unitaire doit être à la base des actions des diverses organisations qui combattent en Europe, l'ultime guerre : pour le communisme ! » (Prison de Casale, 1975)

La Déclaration stratégique de 1978 reprend cette orientation fondamentale en parlant d'une « confrontation constructive, une recherche, une constante dans les programmes tactiques et stratégiques de tous ces terrains de lutte qui unissent dans les faits l'initiative révolutionnaire des (organisations communistes combattantes) OCC européennes, qui soient un point de référence pour tout le prolétariat de notre continent ».

La RAF puis les BR, tour à tour en 1977 et en 1978, lors de l'offensive d'automne avec comme pivots la capture de Schleyer (patron des patrons allemands) et

la campagne de « primavera » avec celle de Moro (*leader* de la Démocratie Chrétienne) portent au plus haut degré les nouvelles qualités de la subversion guérillera. Et, tour à tour, ces organisations s'imposent dans ces combats tels d'incontestables points de référence pour l'ensemble des forces révolutionnaires du prolétariat européen. Les prolétaires de Copenhague, de Zurich, d'Athènes, de Paris... sont plus familiers concrètement avec l'agir et les propositions subversives des BR ou de la RAF qu'avec les « exploits » des multiples chapelles de la protestation « institutionnalisée », et ils en saisissent l'importance pour leur propre situation et son bouleversement radical. Et nous pourrions bien évidemment citer des centaines d'exemples de cette conscience d'alors. Mais, au-delà de l'immense acquis que ces guérillas forgent et généralisent pour ces forces révolutionnaires et la classe entière dans le développement de la guerre révolutionnaire, elles montrent une limite évidente à être ce point de référence à long terme, à le projeter organisationnellement dans une lutte et une alternative de transformation, à lui donner un véritable souffle stratégique. Une limite à représenter, dans un processus de guerre prolongée, les intérêts généraux du prolétariat sur ce territoire continental au niveau réel de la guerre civile contre-révolutionnaire intégrée (confortée durant la même période par la création de l'espace judiciaire européen, la convention antiterroriste, le contrôle des armes à feu...).

La guérilla ne cherche pas à représenter les opprimés sur le marché politique et dans la foire de la conciliation, sa présence, sa capacité d'agir et fondamentalement sa représentation réelle des intérêts du prolétariat est justement dans la rupture du système institutionnel et conventionnel des relations politiques encadrées, dirigées, manipulées et aliénées, la capacité de hisser l'affrontement sur un terrain où la politique de classe peut s'affirmer comme telle et donc comme porteuse d'émancipation.

Dès cette phase, il devient toujours plus évident que la rupture passe également par la remise en question d'un processus exclusivement lié au cadre de l'État-national bourgeois. Nous savons tous fort bien qu'alors que la bourgeoisie monopoliste européenne développe ses institutions régulatrices économiques, financières, sociales, politiques... ses armes répressives intégrées, « l'objectif de l'impérialisme est d'enfermer le prolétariat international en un grand nombre de réserves indiennes contiguës, mais non communicantes, capables de tenir rigidement divisés les prolétaires... »

« L'important est que la division internationale du travail et les phénomènes qu'elle induit au niveau culturel et politique ne soient pas substantiellement dérangés et que le Capital réussisse à mystifier, derrière l'idéologie de l'euro-

centrisme, de la discrimination raciale des spécificités nationales, de la contradiction développement / sous-développement, de la culture réduite au folklore, l'homogénéité du projet de rupture révolutionnaire de l'ordre impérialiste européen et mondial. » (Prisonniers brigadistes)

Pour être point de référence du prolétariat dans un processus de guerre sociale à long terme, l'engagement révolutionnaire doit saisir et assumer toutes les réalités de l'époque et, en tout premier lieu, la tendance à l'intégration de la bourgeoisie impérialiste européenne et l'épuisement de l'omnipotence de l'État-nation. La recomposition du prolétariat en dépend comme bien évidemment la capacité à dépasser les relations politiques encadrées et donc à représenter les intérêts de ce prolétariat et ses solidarités internationales et anti-impérialistes concrètes avec les prolétaires et les peuples opprimés du monde entier. Un processus d'unité fondé sur la contradiction fondamentale prolétariat international / bourgeoisie impérialiste.

Dès la fin des années soixante-dix, avec l'aiguïsement de la crise et donc de la tendance à la guerre, deviennent possibles simultanément la **convergence stratégique** et la conscience des limites évidentes de l'unité seulement **objective**. Tant l'accélération de la confrontation entre le monde occidental et le bloc oriental, ou avec les pays du Sud, que la gravité concurrentielle aggravée des centres impérialistes entre eux déterminent le cadre européen comme conjonction des principales contradictions à l'œuvre. L'Europe s'affirme ainsi comme le cœur des enjeux immédiats, parce qu'elle est le théâtre des manœuvres de contre-offensive de la bourgeoisie monopoliste, lorsque celle-ci décide de se réimposer hégémoniquement et mondialement par tous les moyens possibles.

La machine de guerre de ce projet politico-militaire impérialiste est l'Otan. L'instrument de la

guerre civile intégrée et de la contre-révolution préventive dans les pays européens eux-mêmes, et simultanément l'instrument de la guerre d'agression contre l'Est et le Sud, l'arme de la reconquête occidentale face au *statu quo* de Yalta et au mouvement de libération anticoloniale de l'après-guerre.

Par conséquent, la centralité de l'attaque contre les structures de l'Otan va caractériser dès lors un saut qualitatif essentiel dans la guerre révolutionnaire, dans son unité continentale et dans son contenu internationaliste. Un seul et même mouvement. Cette attaque devient précisément le cadre du dépassement de l'unité objective, en projetant les premiers pas des deux lignes directrices fondamentales dans l'époque, celle du **front anti-impérialiste** pour toute la zone géostratégique de l'Europe et de la Méditerranée, et celle de l'**unité des révolutionnaires** en Europe de l'Ouest.

Les deux mots d'ordre concluant le communiqué de l'action du commando RAF Andreas-Baader contre le plus haut responsable de l'Otan, le général Haig (Mons, Belgique, le 25 juin 1979), inscrivent ainsi le saut en ces termes : « **Construisez le front anti-impérialiste dans les métropoles** » et « **Organisez la résistance armée en Europe occidentale** ».

La résistance continentale va s'étendre et s'amplifier sur ce terrain de lutte. En Italie, les BR enlèvent le général en chef des forces de l'Otan pour le front sud, Dozier, abattent le général Hunt, responsable des forces de l'ONU dans le Sinaï ; la RAF poursuit son offensive avec l'attaque de la base américaine de Ramstein et celle contre le général Kroesen... sans compter les centaines d'actions et de sabotages réalisés par la résistance anti-impérialiste sur tout le continent. C'est la « guerre à l'Otan », « la guerre aux corps spéciaux antiguérilla », pour les BR (DS, *L'Ape e il comunista*) le devoir de construire « sur ce mot d'ordre l'**unité internationale** avec tous les peuples et toutes les forces révolutionnaires qui luttent contre l'impérialisme ».

UNE ATTAQUE COMMUNE

Au début des années quatre-vingt, la **question européenne** s'impose avec grand fracas à toutes les consciences. « Bruxelles », comme terme synthétisant le pouvoir intégré au niveau continental, devient l'acteur principal des programmes de gestion et d'orientation économique et politique de la bourgeoisie impérialiste ; et de plus en plus, les conditions de vie et de travail des masses prolétariennes dépendent des formes et des rythmes de cette unification européenne.

Toute la décennie est ainsi marquée du sceau du nouveau pouvoir, reflet de l'hégémonie des capitaux les plus puissants.

Car ce sont bien les grandes entreprises qui exigent la constitution et le renforcement de ce pivot institutionnel communautaire, seul capable de créer et

de consolider un espace interne leur étant favorable et de le protéger au mieux de leurs intérêts face à la concurrence des capitaux des deux autres puissances impérialistes, les États-Unis et le Japon.

Au cumul des transformations en profondeur de la base économique, conséquemment à la crise, la mondialisation et au saut technologique, va donc correspondre un processus d'intégration et d'étatisation, et son accélération historique. Un mouvement dynamisé par le rapprochement des différentes fractions de la bourgeoisie monopoliste, par les fusions et les concentrations financiero-industrielles.

Modérant et ordonnant dans des compromis institutionnels solides leur concurrence « naturelle », ce processus doit les accompagner et être également

capable de prendre en charge, globalement, leur réalité impérialiste dans la rivalité avec les deux autres pôles, tout comme dans le nouveau cadre de la dépendance intensive des pays des Trois Continents.

C'est pourquoi dans ce processus d'étatisation au niveau européen se concentrent et se conjuguent les principales contradictions de l'époque ; et c'est pourquoi aussi, ce processus centralise les politiques que la bourgeoisie tente de mettre en œuvre pour asseoir le nouveau régime d'accumulation et dépasser sa crise économique, politique et militaire de domination.

Dans ce mouvement de médiation institutionnelle, « Bruxelles » devient le « régisseur » des grandes politiques de rigueur et de dérégulation sociale, matérialisant simultanément l'épuisement du cadre de l'État-national et de sa qualité d'État interventionniste, protecteur, de type « *Welfare* », telle qu'elle se présentait depuis l'après-guerre, avec sa kyrielle de contrats sociaux et de conciliations.

« Bruxelles » forge le modèle « néo-libéral » sur le continent, et les qualités technocratiques et autoritaires des appareils et rapports étatiques liés à ce modèle.

Il s'agit bien là d'une mutation et d'un nouvel espace de l'État correspondant aux bouleversements de la formation économique sociale continentale, et non d'une alliance momentanée, d'un épisode ou d'un « accord de commerce ». Le contenu de l'Union est d'une nature inédite, c'est un réordonnement fondamental des pouvoirs hégémoniques de la bourgeoisie qui se répercute localement dans chaque décision et appareil de domination de classe, dans les régions comme au niveau de l'administration « nationale » conservée.

Rapidement, ce processus d'intégration va révéler sa véritable nature, ses caractères fondamentaux d'un **processus de lutte de classes**, tant intérieur que mondial. Et en tout dernier lieu, la lutte de classe de la bourgeoisie qui tente de soumettre, ou d'embrigader, les classes exploitées aux « nécessités » de la restructuration et de la guerre économique, à l'effort de production et de concurrence commerciale. Elle intervient pesamment pour obtenir bon gré malgré l'acceptation de la « casse industrielle », l'abandon de secteurs entiers, la restructuration féroce d'autres (textile, sidérurgie, mine...), la délocalisation et la mobilité dans les régions les plus « dociles », la réduction des services publics, leur rentabilisation à « tout prix », l'organisation de la précarité comme survie de masse, le chômage, la disparition des acquis sociaux. Une lutte de classe également dans tous les procédés de contrôle et de manipulation accompagnant le nouveau cadre de l'exploitation intensive du travail, les procédés de contrôle des populations, les législations nouvelles plus répressives, les politiques

racistes institutionnelles, sur le droit d'asile, l'expulsion des immigrés..., l'ordre de Schengen.

La concentration économique, le militarisme et la réaction en politique caractérisent toute la formation des nouveaux appareils et rapports étatiques continentaux.

La guérilla et le mouvement révolutionnaire européen doivent relever ce déficit et affronter les conditions historiques nouvelles de la domination, comme les circonstances particulières dans lesquelles elles se concrétisent : la généralisation de la guerre, la guerre froide et la crise des missiles, la course aux armements..., mais aussi les grandes restructurations industrielles, la dérégulation sociale, etc., en affirmant dans le combat une ligne de résistance et d'unité capable d'enliser voire de briser la contre-offensive bourgeoise, dans la diversité, la multiplication et le front conscient des antagonismes sociaux révolutionnaires.

Mais pour anticiper une telle résolution, il faut être apte à remettre en cause certains poncifs révisionnistes et le conformisme des solutions immédiates et locales, expressions de la routine protestataire et du cadre étroit de la reproduction des modèles mécaniques. Tout comme cela avait été nécessaire dans les années précédentes pour saisir la possibilité d'un processus révolutionnaire dans les pays développés, grâce à la guerre des partisans et l'autonomie politique du prolétariat. Rejeter les catéchismes pour comprendre ce qui naît, et à partir de là saisir quels sont les intérêts des prolétaires et trouver la voie pour les faire triompher. Ainsi, relever le défi d'une des questions essentielles pour l'époque, celle de la tendance à la continentalisation de la domination, implique une requalification réelle de nos orientations et méthodes sur les fronts anticapitalistes et anti-impérialistes, dans les formes et les rythmes de la guerre de classe prolongée.

Lutter ensemble

« Ce projet, comme processus ouvert orienté vers une **attaque commune**, doit briser, dans les centres, la stratégie impérialiste parce que c'est d'ici qu'ils doivent se construire militairement et économiquement afin de maintenir leur domination globale. » (AD-RAF, Déclaration commune, 1985)

La socialisation d'une telle attaque ne peut en rester au débat théorique et à l'échange du savoir révolutionnaire, c'est une pratique d'unité dans la capacité d'agir en commun, au-delà des multiples diversités et pour leur graduelle résolution dans la lutte.

Cette démarche dépasse donc, qualitativement, non seulement les visions mécaniques et subalternes de l'unité internationaliste qu'en ont les P«C» et les groupuscules, mais également les limites ponctuelles et matérielles des anciennes collaborations qui

pouvaient voir le jour les années précédentes.

De 1983 à 1988, diverses guérillas, groupes de résistances et expressions du mouvement révolutionnaire vont ainsi unir leurs efforts, leurs réflexions et leurs actions dans plusieurs offensives communes. Dans un front qui, certes, fut aussi porteur d'erreurs, de confusions et autres distorsions inhérentes à la praxis de ceux qui affrontent véritablement les situations et les enjeux, et rejettent le confort des idées en pantoufles et les rails idéaux des modèles abstraits de la révolution d'opérette. Mais, un front révolutionnaire réel et vivant, et comme tel capable d'expérimentations précieuses.

Dix ans après, l'auto-critique doit être à la mesure de nos échecs, non pas à celle de la propagande et de sa diffusion dans le camp prolétarien. Une compréhension qui implique d'affronter la nécessité vitale qu'est le dépassement des limites et des errances, en posant clairement la volonté antagoniste au cœur d'une stratégie organisée de classe. Nous pouvons d'autant mieux regarder en face nos lacunes et erreurs que nous sommes par ailleurs absolument certains d'avoir doté les forces révolutionnaires d'une expérience concrète et de résolutions stratégiques pour l'heure toujours valables.

Unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest

Une ligne combattante parcourant le rapport d'unité et d'interaction de la guérilla avec l'ensemble des expressions du mouvement autonome prolétarien. Un front révolutionnaire au niveau réel de l'affrontement, seul en état de rompre l'encerclement bourgeois politico-policier des multiples résistances des masses contre les restructurations, les ravages sociaux et la tendance à la guerre. Il est seul en état d'approfondir l'instabilité larvée, mais permanente de l'hégémonie bourgeoise, retranscrite à notre époque dans chaque appareil et rapport étatiques, et en tout premier lieu bien entendu dans l'Union européenne.

Une ligne marquant un saut qualitatif dans la contradiction classe/État, en portant le combat sur le terrain continental dans une **attaque commune**. Car peser ainsi avec le maximum de force et de mobilité sur le nœud où se condensent les contradictions, c'est agir pour les rendre ingouvernables, la possibilité de les pousser à leur paroxysme, à leur point de rupture. Et c'est œuvrer à la construction dans l'unité de classe la plus large des forces indispensables à une action révolutionnaire de masse.

Front anti-impérialiste

La ligne stratégique de convergence de l'émancipation dans le centre européen avec les luttes de libération des peuples opprimés, et tout particulièrement celles de la zone géo-stratégique Europe-Méditerranée-Monde arabe. L'expression vivante et combattante de l'internationalisme aujourd'hui, dans des attaques politiques et matérielles contre l'ennemi

commun et ses stratégies centrales.

Un soutien réel de chaque instant et aux multiples facettes, dans les luttes contre les interventions armées impérialistes, les guerres d'agression, les ventes d'armes, les interventions camouflées, mais aussi contre le racisme institutionnel des lois anti-immigrés ou restreignant le droit d'asile, contre les idées réactionnaires eurocentristes, celles du nationalisme chauvin, le racisme dans le prolétariat lui-même ; et enfin la solidarité avec les luttes d'émancipation des minorités en Europe.

Un front combattant comme écho actuel des mots d'ordre historiques « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés, unissez-vous ! »

« La conscience fondamentale pour la lutte révolutionnaire dans les métropoles est l'internationalisme prolétarien : il est l'identité des exploités et des opprimés dans la lutte mondiale contre la domination du Capital et la conscience que le but d'une mise en pièces totale du système impérialiste ne devient réelle que dans le cas où cette perspective est également ouverte dans les centres de sa puissance. C'est-à-dire, si nous confrontons la bourgeoisie impérialiste ici aux buts de la révolution et si nous aggravons les attaques politico-militaires contre ses structures de domination, nous détruisons ainsi les bases sur lesquelles elle veut, comme moyen de résoudre sa crise générale, se rétablir en tant que système global de domination.

« La guérilla ouest-européenne développe dans l'attaque la stratégie qui saisit les luttes partielles et ponctuelles contre la réalité vécue dans le système impérialiste comme processus de lutte pour la libération, et qui unifie les antagonismes de masse dans la détermination politique et dans la pratique de la lutte révolutionnaire, en conduisant ainsi le **Front de la Guerre de Libération**. » (RAF-AD, communiqué du commando Georges Jackson, 1985)

Sur ces deux lignes forces, nos offensives sont orientées par une politique de « **défaitisme révolutionnaire** ». En effet, toute notre action consiste en une désolidarisation effective, combattante, de l'effort de guerre de la bourgeoisie impérialiste européenne. Nous combattons pour sa défaite sur tous les fronts qu'elle ouvre.

– La préparation à la guerre de reconquête contre l'Union soviétique et les pays de l'Est européen, la guerre froide, la course aux armements, l'embargo économique, la montée au front de toutes les forces occidentales pour cette remise en question du monde de Yalta en leur faveur.

– La reprise en main des pays des Trois Continents

pour imposer les nouvelles marques de la dépendance intensive, leur soumission au *diktat* de la dette, au nouveau partage et à la division internationale du travail, les occupations, les bombardements, les embargos, les guerres de basse intensité...

– La lutte de classe contre le prolétariat, la contre-révolution préventive et la guerre civile larvée sur tout le continent.

Ces fronts de guerre encadrent la politique centrale de la bourgeoisie pour l'affirmation de sa puissance. Elle doit ainsi dépasser les faiblesses créées par sa crise hégémonique et établir un nouveau régime d'accumulation. Un régime devant rétablir le taux moyen de profit, et, en conséquence, il ne peut, aujourd'hui, assumer son rôle fondamental que sur la base d'une destruction massive de capitaux, dans des guerres de plus en plus généralisées et une exploitation renforcée du prolétariat international et des pays dépendants.

Le rétablissement des profits des multinationales et des gros capitalistes se fonde dans l'accentuation de l'exploitation réelle, la baisse des salaires réels, le chômage, les petits boulots, les famines, les privations, les ghettos bétonnés et fliqués... Un nombre toujours plus restreint d'individus accapare toujours plus le fruit du travail et des misères des prolétaires. Voilà quel est le contenu réel de ce régime, voilà quelle est la réalité à peine cachée derrière le masque de la « démocratie » et de l'égalité formelle. Une plus grande inégalité, une concurrence pour la survie de plus en plus acharnée entre les différentes strates de population, et l'exclusion, une intolérance grandissante nourrit de racisme, de sexisme, de rejet, étayant le nouveau fascisme. Une dérive autoritaire des appareils et institutions, des moyens et méthodes de la réaction. Voilà le vrai visage de cette démocratie bourgeoise et de la « solidarité nationale » qu'elle réclame.

Notre **défaitisme révolutionnaire** sur les fronts de guerre se concrétise en une action déterminée contre le parti bourgeois du militarisme, contre le parti de la « solidarité nationale », celui de la mobilisation pour le rétablissement des profits de sa propre bourgeoisie. Ce parti de ceux qui espèrent grappiller quelques miettes grâce à l'extension de ses marchés, à la croissance de la productivité, à la dépendance des pays du Sud et de l'Est.

Reposant sur une haute conception de l'internationalisme prolétarien et de l'anti-impérialisme, le défaitisme révolutionnaire n'est pas une simple protestation de principe contre la guerre économique et impérialiste. Il n'est pas non plus un pacifisme impuissant et « religieux », il est la véritable politique du prolétariat, son opposition consciente et organisée contre la défense de la patrie des banques et des monopoles, contre le productivisme des marchands de canons, contre la bonne conscience des poseurs de

sparadras humanitaires. Une politique d'unité internationale des exploités et des opprimés face à la barbarie commune de leurs bourreaux ; et en conséquence, une politique de généralisation de la guerre civile révolutionnaire face à l'extension mondiale de la guerre, des agressions, du militarisme et de l'exploitation capitaliste.

Notre **attaque commune** touche l'Europe entière, de la Grèce au Portugal, de la mer du Nord à l'Adriatique. De l'action de la guérilla comme avec l'élimination du directeur des Affaires internationales au ministère de la Défense, le général Audran, le « dégraisseur » Georges Besse, patron de Renault, ou de Beckurt, président du consortium Siemens, tirant profit aussi bien de la haute technologie nucléaire et de sa prolifération que de l'exploitation minière sur les Trois Continents, celle de Conti, industriel et dignitaire du parti de la guerre en Italie... Des attentats aussi, par exemple la destruction du siège social d'Interpol, celle des bureaux européens du FMI, ou de dizaines d'unités productives d'armements et de bureaux de recherche militaire..., des attaques de bases américaines ou de l'OTAN, au sud du Portugal, en Allemagne, celles d'Omeramergau et Francfort... Et bien évidemment les multiples actions et mobilisations de la résistance, des opérations comme celle contre l'usine d'armement Dornier ou celle contre la Direction de la police des frontières, ou les radars de l'OTAN, contre le parlement et l'Alliance atlantique en Belgique..., ou encore leurs activités dans les manifestations et la résistance lors de la « crise des missiles » ou la tenue de la conférence du FMI à Berlin en 1988...

Cette **attaque commune**, bien qu'elle concrétise un saut qualitatif dans le processus du « temps de la guérilla », n'en demeure pas moins sa continuité essentielle, c'est-à-dire une attaque qui surgit et déploie ses perspectives du plus profond du combat prolétarien contre le capitalisme, l'impérialisme et le révisionnisme depuis les années soixante.

« **Frapper l'ennemi** » en frappant la bourgeoisie impérialiste dans sa composition actuelle et ses principales initiatives, dans la redistribution de ses pouvoirs et leur intégration au niveau continental, dans sa volonté de déclencher la guerre et d'asservir les peuples de l'Est et du Sud. Frapper l'Union européenne et la technocratie de la restructuration autoritaire industrielle et institutionnelle. Frapper le militarisme, son extension et son futur de barbarie.

« **Servir les masses** » en servant la cause du mouvement autonome prolétarien dans son unité la plus large en Europe, en révélant l'enjeu de l'époque et les réalités de la guerre civile en cours, en le poussant à briser les limites du localisme, du faux « national » et de la vraie collaboration avec la bourgeoisie chauvine et raciste, à sortir du conformisme et

de l'embrigadement policier et idéologique, et enfin, à **dresser son propre drapeau** dans le combat anticapitaliste et internationaliste.

« **Former le partisan** », notre attaque a révélé le pouvoir terroriste de la bourgeoisie sur le continent, ses forces considérables et leur concentration malgré la crise larvée les minant et leurs déchirements concurrentiels. Contre ce pouvoir, la cause du prolétariat, son autodétermination de partage et ses contre-pouvoirs ne pourront se tracer un chemin que dans un processus de guerre sociale, et cela également au niveau continental. Une longue guerre d'usure et de subversion des pouvoirs bourgeois et une auto-valorisation des prolétaires dans leurs organisations et leur front de résistance. Les offensives de 1983 à 1988 en sont une préparation dans une expérimentation incontournable.

Ainsi dans l'**attaque commune** se matérialise l'engagement du « temps de la guérilla » des années quatre-vingt, à une époque où de nombreux ex-militants ont choisi la liquidation, le repli chez soi, la

« construction » groupusculaire ou syndicale, le train-train oppositionnel, la voie électorale, le « faire du fric », la survie « à tout prix » ou le désespoir du suicide ; ou, pire, le repentir et la collaboration ouverte avec l'ennemi en clamant son invulnérabilité et son œuvre civilisatrice, en dénonçant les partisans, en besognant pour les tribunaux spéciaux et en étalant leur morve dans les médias bourgeois. Lorsque la bourgeoisie a frappé du poing sur la table, qu'elle a fait de la « guerre contre le terrorisme » l'étendard du vrai terrorisme, celui de l'État contre les pauvres et les opprimés, contre les militants refusant de combattre pour le drapeau du prolétariat et de supporter les conséquences de ces luttes et qui, bien vite, ont échangé leur esprit de révolte contre les trente deniers de l'esprit de capitulation.

Face à la contre-offensive bourgeoise, malgré ses erreurs et ses faiblesses, malgré tout, sur le continent entier l'**attaque commune** a soufflé l'esprit de résistance.

Der Geist der Revolution.

UNE EUROPE RÉVOLUTIONNAIRE VIVANTE DANS LA LIBÉRATION DES TROIS CONTINENTS

Une époque nouvelle

Depuis un quart de siècle, nous sommes confrontés à un monde en crise et en perpétuels bouleversements ; par ruptures successives, les cadres historiques nés de la Révolution d'Octobre, réduits après-guerre à l'opposition des deux camps, entrent en déséquilibre et s'écroulent, tant le modèle oriental de socialisme d'État que le modèle d'accumulation et de développement du bloc occidental dominé par la puissance américaine.

Les limites et les contradictions du modèle « soviétique » ont atteint graduellement leur paroxysme : développement des forces productives sans bouleversement réel des rapports de production, pouvoirs bureaucratiques et policiers, privilèges sociaux et nationalismes bourgeois... à l'intérieur ; et, internationalement, coexistence avec l'impérialisme, soutien aux bourgeoisies nationales et aux bureaucraties émergentes dans les pays du Sud. Une lente dérive de Brejnev à Eltsine en passant par Gorby, ne pouvant aboutir qu'à la restauration complète du capitalisme. À de rares exceptions, les pays du Sud ayant suivi ce modèle borné ont également rejoint le giron impérialiste.

Parallèlement, les sociétés capitalistes sont, elles aussi, ébranlées par la crise et l'écroulement de leur modèle de développement, une déstabilisation profonde résultant de la résonance de la crise de surproduction absolue de capitaux, avec la crise des relations politiques internationales, la crise sociale et celle des rapports sociaux bourgeois eux-mêmes.

Après trois décennies de croissance, les limites décisives aux conditions sociales, techniques et

économiques de la production et de l'échange éclatent au grand jour. Les rivalités inter-impérialistes s'aiguisent avec la saturation du marché, le déclin de l'hégémonie américaine...

Le modèle fordiste et les caractères modérateurs de l'État protecteur, ayant dominé le monde capitaliste depuis les années trente, s'épuisent et sombrent dans les parasitismes et les gaspillages, les spéculations et la course aux profits faciles, la prolétarianisation et la paupérisation de larges couches de la population, la désagrégation de la vie sociale, l'insatisfaction des besoins des travailleur(euse)s...

La réunification du marché mondial et l'écroulement du bloc oriental, présentés pendant plus d'une décennie comme le moteur possible pour un retour à l'eldorado d'une forte croissance « entraînant de véritables développements » dans une nouvelle division internationale du travail et une résorption des tensions internes et mondiales, se sont révélés être un leurre pour les capitalistes eux-mêmes. La crise persiste de mini-reprises en récessions aiguës. Au contraire, aux anciens conflits s'en surajoutent de nouveaux, plus dramatiques encore. La situation mondiale voit la généralisation de ses déséquilibres, tous les conflits s'exacerber et se matérialiser en processus de guerre et de répression.

Révolution ou barbarie, le vieux dilemme dominant le monde impérialiste de notre siècle resurgit dans le devenir du « nouvel ordre mondial » et de ses déchirements.

Mondialement, les révoltes sociales ne sont plus maintenues sous contrôle que grâce à la réaction

militarisée, autoritaire, répressive, soutenue par l'omniprésence aveuglante d'un complexe médiatique de manipulation de l'opinion. Une pression et des tensions aggravées, car, à travers le monde, existent toujours des foyers insurgés prêts à se généraliser en crise révolutionnaire, à s'étendre à des continents entiers, les guerres révolutionnaires au Pérou et en Colombie, les insurrections indiennes du Chiapas et au Guatemala, la guérilla aux Philippines, en Afrique, les émeutes de la faim contre les banques impérialistes et les bourgeoisies locales à leur solde... comme les grandes révoltes urbaines aux États-Unis et en Europe, la résistance des travailleur(euse)s aux restructurations industrielles, à la perte de leurs acquis sociaux, à la non-vie des ghettos bétonnés des banlieues... Partout, la moindre goutte d'eau peut faire déborder le trop-plein de patiences accumulées, dans un antagonisme insurrectionnel, dans une remise en cause profonde d'un système n'apportant plus aucun développement réel aux populations.

Un front mondial de la révolution se forge dans la résistance face à la mondialisation du nouveau modèle d'accumulation et à la forme dominante des procédés du travail, le toyotisme, et face au régime de néolibéralisme qui est leur associé, expression du rapport de force aggravé en faveur des capitaux les plus puissants.

Cette contradiction fondamentale s'étend et s'accroît avec le développement des tendances nées des mutations de la base structurelle du système, et agissant sur elle. Parmi ces principales tendances, bien évidemment l'aggravation des conflits en guerre économique et commerciale – et ce malgré les nouveaux accords du GATT, leur prétention à réguler les concurrences, et les instruments d'intervention économique internationaux –, en guerre de basse intensité permanente, en guerres civiles, voire en conflits inter-impérialistes.

Mais aussi, depuis les années soixante, mondialement, la **prolétarianisation** explose dans l'exportation des capitaux et leur circulation toujours plus rapide, la délocalisation des entreprises à faible technicité, à faible coût salarial et à forte demande en main-d'œuvre. Majoritaire, la population socialement séparée des moyens de productions croît considérablement, les emplois traditionnels artisanaux et paysans diminuent irréversiblement. Partout les masses sont jetées sur les chemins, vers l'exil des grandes mégapoles. Appauvries et réduites à des tâches harassantes, déguêlées ou servant de prétexte à la pression sur les autres travailleurs, elles hantent les cités *favelas*.

Ceci constitue une donnée fondamentale, une rupture avec l'époque révolue dans laquelle le prolétariat était minoritaire internationalement parmi les classes opprimées. Aujourd'hui, on peut vraiment parler de la révolution prolétarienne comme de la révolution de la majorité, pour la première fois dans l'histoire.

Le cœur du système actuel, le point le plus haut et simultanément le plus faible des procédés d'exploitation et d'oppression économique-politique, est bien cette **prolétarianisation** et cette **urbanisation** galopantes et sauvages. Une tendance façonnant l'unité de l'ennemi irréductible du système capitaliste : le **prolétariat urbain international**.

Une autre tendance dominante : la **continentalisation** des formations économique-sociales. À la mondialisation des processus, à la globalisation des problèmes anciens ou nouveaux, correspond un point d'équilibre précaire entre les dynamiques du capitalisme tardif organisé internationalement et les instruments de régulation bourgeois, les médiations institutionnelles et conscientes. Entre un État mondial impensable étant donné la nature même du capitalisme, basée sur la propriété privée des moyens de production et donc la concurrence, et un État-nation complètement impuissant aujourd'hui à gouverner la vie économique, les capitaux les plus puissants dans l'inégalité de leurs développements, leurs rivalités, ont opté pour la formation d'instruments régionaux de régulation, liés et rivaux dans les organismes mondiaux (G7, GATT, ONU, FMI, OMC...).

Ces deux décennies ont ainsi été le théâtre de ces grandes manœuvres, le saut qualitatif du Marché Commun à l'Union Européenne, la formation de l'Aléna (États-Unis-Canada-Mexique), les accords Japon-dragons asiatiques, mais aussi ailleurs sur les Trois Continents, Mercosur (Amérique latine), Huma (Maghreb)... La **continentalisation** des formes de domination impérialiste et ce nouveau cadre de la concurrence entre les puissances capitalistes dessinent une étape majeure du développement et de la crise du capitalisme tardif. Loin d'en être une solution viable et une atténuation des tensions destructurantes, ils en précipitent toutes les grandes contradictions, contradiction inter-impérialiste, contradiction pays développés/pays dépendants, et enfin principalement la contradiction bourgeoisie impérialiste/prolétariat international.

Une nouvelle stratégie révolutionnaire ne peut voir le jour et s'affirmer aujourd'hui que si elle se fonde sur la constatation d'un fait : mondialement, la lutte de classe est entrée dans une **époque nouvelle**.

Une époque radicalement caractérisée par la mondialisation, les procès de continentalisation et de conflits inter-impérialistes, par la formation d'un front mondial révolutionnaire, au dessein stratégique unitaire autour d'un protagoniste principal, le prolétariat urbain international. Une classe inexorablement poussée à la résistance, et « par la pratique, par le fait de lutter », forgeant ses propres valeurs communistes de révolte et de solidarité, de communauté. La conscience pour son émancipation passe par sa reconstitution comme classe internationale dans une guerre

sociale prolongée.

Mai 68 et les grands soulèvements anticapitalistes et anti-impérialistes de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix ne précipitaient pas seulement la fin de la vieille époque, dominée par les Deux Camps. Ces révoltes, par leurs caractères novateurs, plantaient les premiers jalons de l'activité révolutionnaire dans la nouvelle.

L'époque s'ouvrait sur une constatation essentielle : « Dans la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, les masses ne peuvent se libérer que par elles-mêmes et l'on ne doit aucunement agir à leur place » (CC du PCC, 1966). Et la gauche révolutionnaire est bousculée par ce mouvement réel, elle est forcée à recomposer sa théorie et sa pratique autour de pivots revivifiés et adaptés. Et dans cette longue marche, face à l'importance des mutations, sans relâche, elle doit rejeter les vieux réflexes de retour aux modèles mécanistes, aux abstractions consolatrices, ou à la « tchache radicale ».

Cette reconstruction est caractérisée justement autant par le rejet des modèles de substitution proposés à l'époque précédente, la tendance à réduire les masses à des cohortes de simples spectateurs, électeurs, soldats ou militants encartés ; que par le rejet des tactiques « possibles et raisonnables » qui prétendent qu'on arrivera mieux chez soi, sur des objectifs de petites réformes et de petits pouvoirs locaux, à programmer des lendemains qui chanteront, qu'en s'attaquant aux causes « lointaines, trop complexes » pour les masses décrétées une fois pour toute aliénées.

À notre époque, la stratégie révolutionnaire ne peut être basée que sur le fait incontestable que les masses prolétariennes et prolétarisées, ici et mondialement, sont capables de plus en plus radicalement de forger et d'étendre une **politique autonome**, d'en être les agents conscients et directement actifs.

Moins que jamais, la minorité révolutionnaire organisée ne peut avoir une légitimité séparée, extérieure, et une fois pour toute ; car c'est dans le devenir de la politique autonome mis en œuvre par le prolétariat que l'avant-garde se forge, comme matérialisation de sa ligne de rupture.

La nature et les rôles des avant-gardes sont ainsi bouleversés.

Elles prennent dans le combat la forme et les qualités d'un véritable **noyau stratégique**, capable de poser dans « chaque question actuelle la solution la plus ouverte sur l'avenir ».

Et en cela, ce noyau stratégique agit en « parti » parce qu'à l'unisson des mouvements autonomes de la classe, dans leur complexité, leur multiplicité et leur interdépendance, les résistances quotidiennes, les luttes économiques, les révoltes urbaines, la guérilla diffuse, le mouvement contre la guerre, contre l'impérialisme...

La guérilla et toutes les avant-gardes de lutte se

considèrent au service de ces luttes de masses, des luttes ayant des moments propres et leurs niveaux politiques autonomes. Seulement ainsi, la transformation réciproque peut être dialectique. Seulement ainsi, les révolutionnaires se donnent les moyens véritables de « concentrer les idées justes des masses », de concentrer et de libérer l'élan stratégique de rupture et de critique et d'ouvrir avec ces masses, **tous ensemble**, une perspective d'émancipation.

Une hypothèse stratégique

Dans cette phase de transition à la nouvelle époque, la lutte révolutionnaire de classe dans les métropoles impérialistes acquiert une valeur décisive, grâce aux caractères de son unité avec les autres luttes prolétariennes et populaires sur les autres continents.

Cette affirmation valable depuis des lustres se renforce encore de la configuration actuelle des contradictions immédiatement continentales et internationales. Moins que jamais l'affrontement central prolétariat international/bourgeoisie impérialiste peut se subdiviser en autant d'affrontements prolétariat national/bourgeoisie nationale que le globe terrestre compte d'États-nations. Et c'est définitivement qu'est enterrée la proposition mécaniste où l'action dans son pays ou dans le centre provoquerait « machinalement » aussi une modification de la situation internationale.

Dans le cadre de l'Union Européenne, l'exigence internationale se mesure immédiatement à la dimension continentale des plans de la bourgeoisie européenne, donc de la résistance contre eux. Ainsi déjà chacun des développements et chacune des instances que cette résistance met en œuvre sont confrontés à la connexion continentale de son propre État-nation. Et tout révolutionnaire conséquent sait combien la résistance, si elle veut vaincre le système qui l'accule de cette façon, doit pouvoir se projeter politiquement, se connecter avec la lutte d'émancipation prolétarienne. Pour représenter réellement les intérêts du prolétariat, l'action sur un territoire, sur ce continent, doit porter et développer la qualité internationale, renforcer le processus d'émancipation ici et celui des masses des Trois Continents dans un et même mouvement de lutte et de résistance.

Ce front révolutionnaire aux implications diversifiées et complexes est l'unique instrument des masses permettant de contester le pouvoir impérialiste dans la patrie de ses coffres-forts et de la *high tech*, ici ; de désencercler concrètement les luttes du Sud et de l'Est et de se solidariser concrètement avec elles.

La valeur décisive de la révolution dans le centre repose sur cette lutte politique de classe basée sur l'internationalisme prolétarien.

Face aux risques aggravés de guerre, d'interventionnisme armé, face à la chape de sacrifices et de pillages imposée aux peuples dépendants, face à l'exploitation intensive, à la précarité, au chômage... partout

prennent corps les mêmes raisons de se révolter, les mêmes raisons pour engager en commun un processus d'émancipation.

Une lutte commune contre un système forgeant de plus en plus l'homogénéité des conditions de vie et leur inégalité fondamentale.

Sans cette émancipation et cette unité internationale, il n'y aura aucune échappatoire à la dégénérescence de la société humaine, à l'absence de développement réel, aux autoritarismes, aux misères, à l'aliénation, aux violences...

La primordialité de la lutte dans les centres et la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale dessinent l'hypothèse stratégique d'une **Europe révolutionnaire vivante dans la libération des Trois Continents**.

Cette hypothèse ne se fonde pas seulement dans les formes et les rythmes de l'intégration de la domination, dans ses caractères étatiques, ni dans l'indéniable nécessité de hisser la lutte sur ce terrain pour échapper au danger de l'encerclement et d'étendre ainsi les pratiques de pouvoir prolétarien au niveau réel sur lequel se jouent les rapports de pouvoir entre les classes.

A) Elle est aussi une **alternative positive** à l'intégration réactionnaire des bourgeoisies monopolistes européennes. Positive dans le sens où elle refuse et combat le repli autour du seul État-nation, dans ses contours les plus conservateurs, exprimé principalement par certaines forces bourgeoises en déclin et de ce fait plus belliqueuses et réactionnaires encore, relayées et accompagnées par des forces populaires dominées par des intérêts immédiats de fausse représentation, souvent électoraliste. Une exploitation sociale-chauvine du rejet primaire des réalités et des conséquences réactionnaires des décisions technocratiques de Bruxelles, ou tout simplement une utilisation nauséabonde de la peur des mutations et du futur. Le repli au local et aux contre-pouvoirs intégrés au système ou alors le dogmatisme arrogant et sans égal des modèles ouvertement liés au seul cadre de l'État-nation alimentent tous deux simultanément, telles les deux faces de la même fausse monnaie, l'abandon de la ligne de masse ou l'encerclement de celle-ci. Ce qui revient au même. Le « soutien aux gens » est l'un des plus récents avatars du révisionnisme et du réformisme (masqué, toujours prêt à s'allier aux sociaux-démocrates), qui sous prétexte de modestie, au regard de leurs précédentes prétentions, découvrirait les richesses du mouvement spontané. Ainsi de l'avant-garde doctrinaire ou bureaucratique, ils en reviennent à un quotidien syndicaliste, généralisé aux nombreux besoins de résistance que suscite la crise et se perdent dans les multiples avatars spontanistes. Deux visages pour une même relégation de la politique à de l'immédiat, du prêt à consommer sur place, opposant la nécessaire résolution des besoins à la tout aussi

nécessaire urgence de bouleversement.

« L'abandon de la ligne de masse se concrétise ici dans le fait que le – syndicat – (organisation de masse) devient l'aspect de masse du – parti – (organisation d'avant-garde) ; l'économique devient en quelque sorte l'aspect de masse du politique. »

Et cet « économisme » aux deux visages lie l'absence d'une ligne politique de masse à l'abandon ou à la fossilisation des concepts internationalistes fondamentaux.

D'ailleurs tout au long de la décennie décisive des années quatre-vingt, sur cette question européenne, loin de projeter une proposition cohérente et une expérimentation valide, ils n'auront de cesse de reprendre la très vieille méthodologie de leurs prédécesseurs dans cet économisme chauvin, s'appuyer sur les éléments les plus frileux et les plus arriérés, afin de démoraliser les éléments intermédiaires et isoler ainsi les révolutionnaires et leur résolution internationaliste.

Ce repli, quel qu'en soit le discours, n'a de contenu véritable que la défense du nationalisme oppresseur et colonial, et la collusion avec la bourgeoisie la plus rétrograde. Pour ces militants prolétariens, il dénote une incontestable incapacité à aborder l'époque, à sortir de l'intemporel modèle social-démocrate (réformiste ou révisionniste) et à projeter une perspective réelle et décisive aux résistances du prolétariat sur notre continent.

B) Notre hypothèse stratégique repose également sur une étude attentive de l'histoire du mouvement révolutionnaire en Europe, de sa syntonie au cours de ce siècle, et en particulier lors des phases d'accélération des luttes.

Comme ce fut le cas entre 1917 et 1923, c'est le même fil rouge, de la prise du palais d'Hiver à l'insurrection de Barcelone, des *consigli* de Turin aux conseils de Hambourg, de Vienne, et ceux d'Irlande et d'ailleurs... de la révolution hongroise à la République de Bavière. L'esprit de la gauche internationaliste de Zimmerwald : « ... Le fait que les dizaines d'années du développement capitaliste, surtout après 1871, ont précisément créé entre les prolétaires de tous les pays les liens internationaux objectifs qu'il s'agit à présent, en ce moment même, de convertir en actions révolutionnaires internationales. »

C'est en chantant l'Internationale que les mutins de 17 fraternisèrent dans les tranchées, cosses en l'air. Puis vint le Komintern qui établira d'ailleurs sur la base de ces expériences le « mot d'ordre politique comme celui qui doit regrouper tous les autres pour la prochaine période : "États-Unis de l'Europe socialiste !" »

C'est en masse que les prolétaires de toute l'Europe franchirent les Pyrénées pour défendre l'Espagne révolutionnaire de 36 ; c'est dans les groupes armés de la MOI (Main-d'œuvre immigrée) qu'ils combattirent contre l'occupation nazie dans les années quarante. Et

c'est au seul cri de « Vive l'internationalisme prolétarien » qu'ils s'abattirent.

Puis, il y eut ceux qui « portaient les valises » pour leurs frères arabes et africains dans les luttes de la décolonisation, contre l'impérialisme de « leur pays »...

Notre hypothèse repose sur l'histoire réelle, rejetant les falsifications et les réécritures régulières au nom des intérêts de la bourgeoisie ou de ceux des bureaucrates et bonzes. Elle est basée sur une étude de la circulation de l'expérimentation des masses, des concepts et des méthodes, des militants eux-mêmes.

Depuis un siècle, de guerres impérialistes en révolutions, notre histoire continentale est toujours plus homogène ; il est temps de lui apporter une résolution révolutionnaire, une perspective consciente et puissante, mobilisatrice. Seule capable d'éviter le retour à la barbarie des guerres et d'en finir avec le partage colonial et les relations de dépendance avec les prolétaires et les peuples des Trois Continents, une perspective d'unité de l'émancipation en Europe avec les luttes mondiales de libération.

C) Ainsi à l'époque du rôle décisif de la révolution dans le cœur de la puissance impérialiste, cette hypothèse peut constituer le cadre concret du front révolutionnaire continental dans le front mondial de la révolution, sur une base de classe.

Lutter ensemble ! contre l'ennemi commun à tous : la bourgeoisie impérialiste. Une qualité de lutte politique et pratique, d'actes réels. Une solidarisation active dans les sabotages systématiques et les mobilisations contre les politiques centrales de la bourgeoisie. Contre sa lutte politique de classe.

Lutter ensemble ! avec les prolétaires et les peuples des Trois Continents, dans le soutien aux mouvements de libération, l'appui politique, logistique, militant lorsque c'est nécessaire... Dans la déstabilisation de l'arrière de l'impérialisme, des bases d'où il projette ses agressions et ses politiques de dépendances intensives.

Lutter ensemble ! avec les camarades immigrés, lutter contre toutes mesures du racisme institutionnel, le racisme d'État dans la ségrégation légale et administrative. Les lois contre le droit d'asile, les statuts discriminatoires, les camps de rétention, les mesures d'expulsion et la double peine, la protection policière et judiciaire des milices racistes... Lutter contre le racisme au quotidien, contre le bourrage de crâne de la concurrence quant à des « ennemis extérieurs », contre les violences, leur acceptation tacite ou les protestations symboliques. Lutter contre l'exploitation aggravée et sous-payée des travailleurs étrangers. Lutter ensemble comme unité de classe.

Lutter ensemble ! avec les minorités opprimées en Europe même. La lutte au niveau du continent entier prend également en compte les luttes de libération nationale et leurs revendications démocratiques. Non

seulement elle permet d'appuyer le droit inaliénable d'autodétermination, et donc de se séparer, mais aussi elle défend le droit de s'unir à d'autres peuples, à d'autres communautés et devenir collectifs d'émancipation sociale et internationale.

Ainsi la proposition révolutionnaire d'union dépasse la seule volonté de construction d'un nouvel État ne représentant qu'une souveraineté illusoire, car la domination politico-économique sur la majorité de la population serait aussi forte sinon plus. Mais elle se dégage radicalement du chantage à rester dans les limites de l'État-nation, une fausse solution elle aussi dans la mesure où par nature cette structure étatique est basée sur l'inégalité entre les peuples qu'elle unifie par la soumissions, les inégalités politiques, économiques, culturelles...

En conséquence, le rapprochement des nations en Europe dans leur libération brisera réellement les logiques d'annexion et des « pays frères » pour s'engager dans une marche résolue pour une société **sans frontière, sans État, sans classe !**

Le procès de fascisation en Europe

La phase de transition à la nouvelle époque est dominée par la contre-offensive générale de la bourgeoisie monopoliste. Celle-ci s'évertue pour réussir à dépasser son état de faiblesse consécutif aux différents déséquilibres économiques et politico-idéologiques qui la miment en profondeur. En premier lieu, il lui faut recréer les conditions d'une hausse durable du taux de profit. Cela ne se résume pas seulement dans la dévalorisation de la force de travail et la liquidation des conquêtes sociales. Il lui faut fonder les termes economico-politiques d'une plus grande exploitation des travailleurs ; imposer de nouveaux procédés de travail dans l'usine comme au bureau, la précarité ailleurs, de nouvelles conditions salariales... de nouveaux rapports de production et de nouvelles conditions à leur reproduction. C'est-à-dire les bases d'un nouveau modèle d'accumulation capitaliste et les appareils et rapports politico-économiques de domination le soutenant.

Voilà quels sont les objectifs de **lutte politique de classe** féroce que la bourgeoisie a entrepris. Un nouveau modèle d'exploitation et d'État ici, un nouveau modèle de dépendance impérialiste au Sud et à l'Est.

Nous avons tous pu constater les implications concrètes de cette lutte politique de classe ; au niveau économique, avec la généralisation des politiques d'austérité, la baisse des salaires réels, la surexploitation « toyotiste », l'augmentation de la productivité, la flexibilité et la mobilité, le chômage de masse, la paupérisation de larges couches de la population..., comme au niveau politique, dans la concentration et la centralisation des pouvoirs, la dissimulation de ces pouvoirs réels grâce à l'aggravation du formalisme des pouvoirs « représentatifs » manipulatoires, avec la

technocratie et son autoritarisme, le spectacle de la politique politicienne et le tumulte permanent des médias... La réaction en politique parcourant tous les appareils et les rapports de l'hégémonie actuelle et sa crise, larvée mais omniprésente.

Face au nouveau modèle d'exploitation et à la réaction politique, le prolétariat est mis sur la défensive dans tous les domaines. Partout il court après les ravages de la casse industrielle, partout il se défend pied à pied contre la restructuration, atelier par atelier, bureau par bureau, usine par usine, branche par branche... Si la bourgeoisie livre une guerre de mouvement, rapide et ample, le prolétariat, lui, joue plutôt les « Fort Alamo », car il ne mène plus une guérilla sociale, mais bel et bien une simple guerre de tranchées, « sans imagination ni rêves ». Contre les licenciements, contre les fermetures, contre le chômage, pour le maintien du pouvoir d'achat, contre les privatisations, pour la préservation de tel ou tel acquis social... Une lutte revendicative sempiternellement à la traîne de la marche forcée de la bourgeoisie, affrontement dont elle est la seule à déterminer les formes et les rythmes, ou les secteurs et les régions touchés tout à tour.

Cette disparition qualitative et d'ampleur entre la lutte politique de classe de la bourgeoisie impérialiste et l'économisme des forces prolétariennes et populaires dessine et caractérise précisément les contenus du processus de fascisation actuel de l'Europe.

« La caractéristique du procès de fascisation, c'est que la lutte de la bourgeoisie contre la classe ouvrière revêt un caractère de plus en plus politique, alors que celle de la classe ouvrière contre la bourgeoisie se cantonne de plus en plus dans le domaine économique revendicatif. Autrement dit, dans l'articulation complexe de la lutte économique et de la lutte politique, c'est la lutte économique qui revêt progressivement le rôle dominant dans la lutte de la classe ouvrière » (Nicolas Poulantzas, *Fascisme et Dictature*, 1968).

Partout les valeurs politico-idéologiques bourgeoises reprennent des positions et en gagnent de nouvelles, elles dominent toujours plus les consciences de tous les exploités. La volonté de s'intégrer dans le système, l'arrivisme, l'appât du gain, le chacun pour soi et contre tous... se substituent aux idées de « changer la vie ». L'individualisme piétine toutes les collectivités et les solidarités héritées de nos luttes passées. Sans garde-fou, les racismes s'étendent. La violence contre les femmes, leur surexploitation se banalisent comme l'intégrisme religieux, le culte de la patrie et du militarisme...

La réaction s'impose dans les têtes. La guerre des classes n'est plus perçue comme telle. La conscience d'appartenir à une classe et de défendre ses intérêts comme étant les siens propres se dissipe. L'isolement social triomphe. Les luttes revendicatives, plus

dépolitisées et interclassistes encore, tendent de plus en plus au corporatisme... Ainsi, la crise politico-idéologique du prolétariat atteint son paroxysme.

La social-démocratie redevient à la mode, à gauche et à l'extrême-gauche, dans ses représentations institutionnelles ou « à la base ». Élections, représentativité abstraite, pouvoirs municipaux, contre-pouvoirs locaux, la sacralisation du faux concret, des petites conquêtes « réelles », l'importance des « gens » en général...

Comme dans les années trente, l'emprise de la politique social-démocrate progresse parallèlement aux développements de la réaction étatique et des forces fascistes.

Le réformisme, comme politique de la bourgeoisie, agit à dépolitiser le prolétariat, à le désarmer de sa mémoire, de ses expériences et de ses potentialités d'émancipation, à lui cacher sa propre nature et perspective de classe.

Pour atteindre ses fins et écraser les résistances prolétariennes, la bourgeoisie dans son action contre-révolutionnaire devait en priorité briser la politique révolutionnaire de classe, comme elle s'est affirmée depuis les années soixante. Briser le processus de guerre prolongée, séparer ce qui ne faisait qu'un ; isoler ce processus des masses, isoler ses principaux éléments les uns des autres, anticapitalisme, internationalisme, question européenne, anti-impérialisme...

La guerre prolongée est l'ennemi principal de la politique bourgeoise, car, même en période recul, elle lie toujours les luttes présentes au but révolutionnaire. Elle pose le primat du politique à chaque étape, à chaque résistance, à chaque bond en avant ou retraite dans le combat.

Ce primat décisif éclaire toutes les luttes et tous les contre-pouvoirs prolétariens. Il les renforce face à la politisation réactionnaire et aux fascismes.

Pour toutes les forces bourgeoises, dépolitiser le prolétariat, le diviser plus encore, faire triompher le chauvinisme, la concurrence, le réformisme, et en fin de compte préparer le lit d'un régime fasciste, passent par la destruction du processus de guerre prolongée tel qu'il s'est développé sur notre continent, par des offensives successives et une unité stratégique.

Car à notre époque, la politique révolutionnaire de classe, son primat est bien cette ligne stratégique, cette critique, son unité et son but parcourant toutes les instances autonomes et toutes les résistances en une véritable orientation de rupture avec le système capitaliste impérialiste.

Et dans cette phase décisive, la capacité à écraser la réaction et le procès de fascisation, dépend de la revitalisation de la guerre prolongée, de la valorisation de toutes ses expériences à travers le continent, et de leur unité combattante.

Ainsi, la réaction et le fascisme peuvent « être combattus par les méthodes et les techniques de combat du communisme révolutionnaire », comme l'affirmait déjà les camarades allemands des années trente ; et nous pourrons alors véritablement unifier et armer les résistances actuelles, triompher de la bête avant qu'il ne soit trop tard, avant la barbarie ;

aggraver la crise de l'hégémonie de la bourgeoisie impérialiste et préparer son renversement révolutionnaire.

Joëlle Aubron

Nathalie Ménigon

Jean-Marc Rouillan

Militant(e)s d'Action Directe emprisonné(e)s

OSER LUTTER ENSEMBLE POUR OSER VAINCRE !

**Construire ainsi une Europe révolutionnaire vivante
dans la libération des Trois Continents**



**ACTION
DIRECTE**

Une perspective révolutionnaire en Europe

Collectif des Prisonniers Communistes Wotta Sitta

Les notes suivantes définissent la position de notre collectif sur la voie prise par la RAF depuis avril 1992, et, avec cette position, forcément, notre point de vue sur certaines questions que nous considérons comme fondamentales pour l'initiative révolutionnaire des communistes en Europe. Il s'agit là de notes élaborées depuis longtemps dans leurs contenus de fond. Les motifs pour lesquels nous ne les proposons qu'aujourd'hui à l'attention et à la discussion des camarades sont très simples et nous les expliquons brièvement.

TOUT d'abord, disons avec clarté que pour nous le retournement de la RAF est apparu, dès le début, comme une manifestation d'une crise politique dans laquelle se nourrissaient dangereusement les germes de violents procès de désagrégation.

À l'énoncé des raisons de leur « césure » avec le passé, le groupe de militants clandestins constituant aujourd'hui la RAF non seulement ne proposait aucun élément valable pour une nouvelle perspective, en s'embourbant dans une épaisse « bouillie populiste » pangermanique, mais ouvrait les portes à la pénétration impérialiste en acceptant de jouer le jeu de Kinkel.

Pour nous, prendre nos distances ou jeter l'anathème, surtout au nom du viol des sacro-saints principes, n'avait pas grande importance.

La RAF enfonça profondément un coin dans le camp antagoniste européen, amplifiant ainsi le manque de perspective déjà existant.

Le nœud était et est la reconstruction stratégique de la politique révolutionnaire et celle-ci ne se réalise que dans l'avancée de la lutte et du débat consciemment orientés sur des terrains réellement centraux. Par son initiative, la RAF a fermé cet espace bien qu'il ait été maintenu ouvert péniblement après le coup d'arrêt de l'expérience du front en 1988, en catalysant l'attention et les énergies de parties considérables du mouvement en Europe (et en particulier en Allemagne) sur des questions erronées et secondaires, et en écartant de nombreuses autres de la dimension continentale de la lutte (spécialement en Italie).

Dès lors la crise devait se consumer jusqu'au bout.

De nombreuses choses devaient acquérir une clarté tangible.

Et, en effet, l'attaque de Weiterstadt (action contre une prison spéciale en construction) montrait combien le choix de « s'arrêter pour réfléchir » était fumeux ; vu que les éléments de réflexion sur lesquels cette action s'appuyait se résumaient à une condamnation de la cruauté de la prison technologique. Cela constituait surtout et plus concrètement une pression afin que quelques *bosses* du « nouveau Reich » fassent une

nouvelle distribution des cartes dans la proposition Kinkel. Mais les propositions de la bourgeoisie sont toujours truquées et le jeu réel n'est jamais celui qui est affiché.

Ainsi, Wolfgang a été assassiné (NdT : Wolfgang Grams, militant de la RAF exécuté par la police politique après son arrestation le 27 juin 1993 à la gare de Bad Kleinen). Grâce à un espion nourri dans le marécage de la fausse pratique antagoniste, privée comme elle l'est d'une quelconque perspective offensive.

Et si Kohl a chassé Von Stahl (NdT : ministre de l'Intérieur démissionné après l'exécution sommaire de Grams), c'est parce qu'il voulait l'ensemble de la RAF pieds et poings liés et demandant grâce, pour offrir en hommage à la puissance allemande le spectacle de la mort physique et politique de la résistance.

Parce que c'est précisément la politique de pacification impérialiste : anéantissement et réinsertion sont les deux faces de la même monnaie.

Après Bad Kleinen, quand tout cela est devenu clair et palpable pour tout camarade en Allemagne et en Europe, le dernier voile masquant encore l'impasse dans laquelle se sont fourrés les militants clandestins de la RAF s'est lui-même dissipé.

Le silence par lequel ils ont accepté et voulu que les *affidabili* (NdT : détenus de confiance, expression tirée du film américain *Broobakers*) de Celle se fassent dans la gauche les porte-parole de la politique de pacification de Herr Kohl les a conduits au-delà du fossé séparant révolution et impérialisme.

Un véritable coup de poignard dans le dos des camarades prisonniers alors que plus d'une fois ils ont clairement affirmé que leur vie ne passait pas par la proposition de Kinkel ou de Schnarrenberger (ministre de l'Intérieur), mais bien par le développement révolutionnaire.

★

Pourtant la dérive de la RAF n'est pas la seule à révéler la phase comme étant pour les communistes des temps de désorientation. En observant certaines formes grâce auxquelles d'autres camarades, à un niveau complètement différent, tentent de dépasser les difficultés objectives de cette phase historique, il en découle un cadre assez éclaté d'expériences et de réflexions pouvant être synthétisé en trois filons essentiels d'approche de la guérilla et de la stratégie révolutionnaire :

- celui privilégiant la nécessité de repartir des luttes sociales de mouvement en jugeant impossible d'agir à un niveau politique global si celui-ci ne s'affirme pas comme un développement naturel du mouvement ; mais de cette façon on finit inévitablement par circonscrire l'horizon à la situation spécifique que l'on vit, avec un rappel purement idéal à l'affrontement politique général ;
- celui mettant en avant la reconsidération des choix stratégiques sur lesquels s'est constituée la guérilla ; une course à reculons faite de révisions idéologiques exacerbées et désarmantes qui éloignent d'une approche offensive de la lutte ;
- celui enfin pour qui la continuité du projet ayant guidé la guérilla dans les dix dernières années est centrale, en la jugeant immuable et en considérant les défaites et les absences d'initiatives comme des problèmes purement organisationnels qui se combleront automatiquement avec la reprise de l'attaque. Au contraire, avec les défaites se révèlent toujours des positionnements politiques inadéquats et, en l'absence d'une clarification, elles sont vouées à se reproduire en pesant négativement sur l'ensemble des conditions politiques, parce que de ce fait le décalage entre les sédimentations de la conscience révolutionnaire et l'évolution objective de la lutte s'élargit.

Mais il faudrait être myope pour n'en rester, dans le cadre actuel de l'expérience révolutionnaire, qu'à ces seules limites de l'approche stratégique maintenant la subjectivité communiste en dessous de l'évolution de la lutte, et sans prendre en considération d'autres facteurs.

En effet, il émerge quand même de ce cadre la conscience de la nécessité d'une proposition politique d'ensemble. Et en conséquence la possibilité concrète de sa définition.

Et ce n'est pas tout, car des indications utiles pour des étapes essentielles à atteindre pour y parvenir en émergent également.

L'expansion des luttes sociales au niveau européen est un fait indéniable aux yeux de tous. Comme il est tout aussi indéniable que ces luttes imposent la caractérisation du terrain politique sur lequel se détermine la progression des rapports de pouvoir. Il est clair pour tous que l'obstacle principal face auquel aujourd'hui les luttes de masse ouvrières et prolétariennes sont contraintes de reculer de plus en plus ou de négocier est l'impossibilité d'attaquer immédiatement le niveau supranational spécifique européen, déterminant pour beaucoup les limites et les compatibilités rigides de chaque territoire national. En ce sens, de nombreux(ses) camarades œuvrant dans les luttes à leur politisation et à leur développement se sont déjà confrontés, même si ce n'est que partiellement, à la nécessité de rompre l'encerclement national-local des luttes.

L'autre donnée fondamentale est que les composantes les plus avancées de la guérilla et du mouvement révolutionnaire en Europe affirment, même si c'est avec plus ou moins de force, clairement, qu'aucune avancée stratégique n'est aujourd'hui possible sans un positionnement au niveau de la dimension internationale de l'affrontement entre les classes. C'est un élément important de conscience établissant les bases d'un débat unitaire et constructif.

À partir de ces deux données, il est possible de dépasser ces difficultés et de se connecter à la complexité du cadre actuel de l'affrontement avec une vision à long terme, et de dépasser des difficultés qui en restent à une forme de faiblesse de l'identité et des tâches des communistes.

En effet, ce qui définit les communistes dans les diverses phases du combat entre prolétariat et bourgeoisie a toujours été la capacité de « soutenir l'intérêt du mouvement dans sa totalité » (Marx).

Alors les communistes proposent dans la pratique, en termes d'organisation et de lutte, une conscience et une vision globale de l'affrontement, une stratégie afin d'affirmer concrètement les intérêts du prolétariat et d'affaiblir la bourgeoisie.

« La tâche des communistes » n'est pas celle de rappeler aux prolétaires combien la vie dans la société bourgeoise est destructrice, et de combien de massacres la richesse du *big business* se nourrit. Ils le savent déjà et par eux-mêmes.

La tâche principale est d'assurer la responsabilité de dire comment l'on gane, comment l'on obtient des changements petits ou grands au présent.



Maintenant, il pourrait sembler inutile d'aborder plus précisément les thèses sur lesquelles la RAF a basé son retournement. Ça serait une erreur, ces thèses plongent leurs racines dans des expériences et des concepts qui ne constituent certainement pas une affaire privée de la RAF. De nombreux(ses) camarades, même si c'est en repoussant le rapport ambigu avec la politique étatique, les considèrent encore aujourd'hui en partie ou entièrement comme des réponses valables aux problèmes d'initiative et de perspective traversant le tissu communiste européen. De toute manière, ces thèses représentent l'aboutissement de vingt ans d'expérience révolutionnaire. Et tous les camarades, ceux de la RAF même ou proches, qui veulent de toute façon aller de l'avant, devront régler leur compte à ces thèses. C'est principalement à eux que nous nous adressons.

Alors, affrontons-nous à la critique des éléments généraux pouvant être extraits des positions de la RAF, car il convient de préciser quelques axes politiques par lesquels passe l'avancée révolutionnaire et remettre les pieds sur terre à quelques questions fondant la conscience politique sédimentée par la guérilla en Europe et qui ne doivent pas disparaître.

LA RAF dit : dans le changement des rapports de forces mondiaux, l'idée d'un développement révolutionnaire par la lutte internationale commune a échoué.

Une thèse aussi tranchée que superficielle parce que privée de la moindre analyse du contexte mondial de l'affrontement. Pour eux, il n'y aurait plus ni affrontements révolutionnaires en cours dans le monde, ni énormes conflits sociaux en Europe, en Asie, aux États-Unis, à l'Est, ni contradictions inter-bourgeoises aboutissant à des guerres en tout genre, et, enfin, il n'y aurait pas non plus de guerre globale des États-Unis pour sauvegarder une prédominance politique et économique toujours plus en crise. Pour la RAF c'est uniquement la référence à tout ça qui a disparu.

Le fait principal qui apparaît, c'est que la RAF ne s'est jamais détachée, dans son évaluation du cadre de références stratégiques, de l'évolution de l'affrontement Camp socialiste - Camp impérialiste. Chaque changement de leur projet, après chaque expérience de lutte internationale commune - d'abord avec la guérilla palestinienne, puis avec la guérilla européenne -, a de toute manière toujours tourné essentiellement autour de la même vision des contradictions, des sujets et des possibilités de développement de l'affrontement mondial.

Et c'est justement cette vision qui est « terminée ». Mais cela ne date pas d'aujourd'hui !

En effet la possibilité d'ouvrir des espaces à la perspective révolutionnaire du prolétariat en prenant comme axe stratégique le rapport de forces Est-Ouest ne certes pas achevée avec les écroulements assourdissants de 1989 !

Après la Seconde Guerre mondiale, la « défense de l'Union soviétique » est demeurée le terrain central sur lequel se mesurait l'avancée de la perspective communiste.

Le substrat de cette position résidait dans la conception suivante : l'avancée de la perspective communiste réduite à la généralisation (plus ou moins mécanique) de l'expérience soviétique dans le monde.

En ce sens, la lutte pour la transformation révolutionnaire dans son pays et la lutte anti-impérialiste aux côtés de l'Union soviétique se complétaient et se renforçaient mutuellement.

Cette conception, même si au fond elle contient l'erreur révisionniste de réduire un mouvement

mondial de transformation communiste à la généralisation de l'expérience soviétique, eut un véritable souffle stratégique lors d'une phase précise de l'affrontement mondial, parce qu'en elle convergeaient les lignes fondamentales du développement révolutionnaire :

- l'émancipation de la classe prolétarienne pour laquelle les expériences socialistes et de libération nationale constituaient une possibilité réelle de transformation matérielle ;

- l'opposition à la ligne contre-révolutionnaire anticommuniste de contre-insurrection (*counterinsurgency*), attaquée par les poussées révolutionnaires de façon intégrée dans les pays occidentaux et sur les trois continents ;

- la généralisation de l'affrontement politique et idéologique contre la bourgeoisie dans chaque zone en une ligne unique de développement mondial qui se matérialisait comme mouvement communiste international et avancée de la perspective communiste.

C'est le contenu qui rendait central l'affrontement Est-Ouest.



Progressivement, l'éclatement du « camp socialiste » en tant qu'alignement unitaire et homogène (qui commence dans les années soixante avec la critique maoïste de l'Union soviétique), l'impossibilité de transformation révolutionnaire des formations économiques occidentales en suivant le modèle soviétique et la modification de la nature de la contradiction Est-Ouest en un affrontement - à l'échelle mondiale - entre deux systèmes de domination impérialiste (quelles que fussent leurs différences) ont progressivement rompu cette convergence, réduisant à néant sa portée stratégique pour le développement révolutionnaire.

En ce sens, l'avancée de la perspective communiste nécessitait un terrain différent de généralisation internationale qui reflète l'intérêt prolétarien de négation des rapports capitalistes d'exploitation du travail et de la vie, et cela ne pouvait être que la contradiction entre prolétariat international et bourgeoisie impérialiste qui, avec les nouveaux mouvements révolutionnaires et les expériences guérilleras des années soixante-dix, se traduit en

premiers éléments de conscience communiste.

Centralité stratégique de la contradiction prolétariat international / bourgeoisie impérialiste en tant que projection au plan politique général, c'est-à-dire celui de l'affrontement à tous les niveaux contre le système de pouvoir politique de la bourgeoisie impérialiste, et celui de la qualité homogène parcourant les luttes prolétariennes du monde.

C'est le terrain, et aujourd'hui plus que jamais à cause du degré atteint par la crise, sur lequel il faut caractériser les formes historiques d'alternative au capitalisme, leur possibilité d'édification et leurs avancées.

La dynamisation des contradictions interimpérialistes au niveau mondial inscrites par la crise ouverte depuis les années soixante-dix repropo- sait (dans les années quatre-vingt) une base matérielle, aussi étroite qu'elle fût, au modèle Est-Ouest en tant que clé d'approche à l'affrontement mondial.

La forte pression pour la redéfinition des positions des pouvoirs politiques et économiques se traduisait de plus en plus en une phase ouverte de guerre impérialiste avec les États-Unis et l'Union soviétique comme sujets principaux, mais non uniques (des Malouines au Golfe), et allait croiser inévitablement l'affrontement révolutionnaire international. Du reste, c'était et c'est un des facteurs actifs de la progression-accélération de la guerre.

Donc, pour les forces révolutionnaires, il était sûrement juste de tenir compte de l'affrontement États-Unis - Union soviétique dans leur initiative politique, afin de peser dans les rapports de force mondiaux, mais tenir compte ne signifiait pas, hier et encore moins aujourd'hui, se fourrer dans un cul-de-sac.

Proposer de nouveau le vieux modèle de l'affrontement Camp socialiste - Camp impérialiste en tant qu'axe stratégique a signifié faire prévaloir ce modèle à toutes les nouvelles lignes de développement révolutionnaire qui émergeaient autour de l'axe prolétariat international - bourgeoisie impérialiste, en les appauvrissant jusqu'à ne laisser qu'un vieux philo-soviétisme que la guérilla métropolitaine avait déjà chassé à coups de pied au cul comme référence politique stratégique pour la conscience du prolétariat métropolitain en même temps qu'une bonne partie de la panoplie révisionniste.

Si nous insistons autant sur la question Est-Ouest, c'est parce que en certifier formellement la fin et tourner la page sans en approfondir toutes les implications est une erreur, autant que d'y rester agrippé comme à une planche de salut lorsque les nécessités de la lutte prennent un autre chemin. Graduellement, la nouvelle situation mondiale a placé au centre deux questions décisives pour les progrès du communisme : premièrement, la fin du système socialiste mondial et, deuxièmement, la guerre impérialiste.

De la crise de l'Union soviétique et de

l'expérience de pouvoir socialiste, on peut sortir avec une conscience plus forte des potentialités de la perspective communiste, ou alors avec des régressions désastreuses qui pèseront qui sait combien de temps.

Cela dépend de comment la conscience d'un nouveau progrès de la perspective communiste est affirmée.

Une perspective non pas en tant que « programme », mais tel un nœud politique autour duquel s'enroule l'élaboration de la conscience de l'affrontement global entre prolétariat et bourgeoisie dans cette phase historique. La conscience révolutionnaire qui élabore les nouvelles étapes et objectifs politiques concrétisant les intérêts généraux du prolétariat face aux contradictions et aux limites objectives du capitalisme dans cette phase historique.

Plus la crise avance et plus la société capitaliste se transforme dans son ensemble en étendant, en approfondissant, en complexifiant qualitativement la polarisation des conditions et des intérêts entre prolétariat et bourgeoisie, plus l'affrontement de pouvoir se catalyse également autour de la capacité à faire surgir la possibilité d'émancipation, de libération et de dépassement du capitalisme. Un intérêt général visible qui, par la politique révolutionnaire, rend praticable la réunification des luttes et des intérêts particuliers.

★

Aujourd'hui, le capitalisme métropolitain a conduit au développement de forces productives fortement innovatrices et complexes immédiatement planétaires, sa crise a amorcé de grandes contradictions tout aussi planétaires.

L'étroite interdépendance des économies et des conditions sociales bloque les nouveaux développements et transformations significatives n'agissant pas sur des bases supranationales.

Tous ces procès génèrent autant la poussée vers des formes d'union supranationales qu'à l'opposé, la fragmentation des localismes.

Cela parce que nous avons atteint ce degré de développement où l'affrontement de pouvoir entre les intérêts généraux du prolétariat et les intérêts généraux de la bourgeoisie commence à vivre, à se résoudre, au niveau immédiatement mondial. Cela se produit également et en partie à d'autres époques, mais c'était alors lié à un développement différent de l'économie et des rapports sociaux, et, en conséquence, l'affrontement de pouvoir ne pouvait avoir pour objet des intérêts universels pour le prolétariat comme pour la bourgeoisie. En fait, cela se traduisait au niveau de la conscience et des objectifs matériels et politiques en avancées et transformations au plan national.

Aujourd'hui, au contraire, les avancées se mesurent surtout au niveau supranational. Non parce que la dimension supranationale signifie nivellement ou

disparition des « particularités », mais parce qu'elle s'impose comme « nécessité générale » et donc en tant qu'élément qui détermine toute avancée quelle qu'elle soit. Pour la bourgeoisie comme pour le prolétariat. Et c'est cette donnée « objective » qui a provoqué la crise du maintien et de l'édification des formes politiques du pouvoir prolétarien (des États comme des organisations) sur la seule base nationale, face à l'affrontement de pouvoir entre les classes se développant au niveau global, parce que celui-ci se renverse sur ces formes de pouvoir en rapport de forces écrasant. Base économique et rapport de pouvoir sont étroitement liés.

★

La guerre du Golfe a ouvert une ère de nouveaux affrontements interbourgeois destructeurs à l'échelle mondiale sous la pression de la crise et du fait de la forte interdépendance. Une question étroitement liée à celle de la perspective.

Dans cette ère, le prolétariat doit aussi affirmer les raisons générales de son émancipation historique parce que c'est seulement ainsi qu'il peut se placer (de façon autonome et active) dans le conflit entre État et groupes bourgeois locaux en évitant de suffoquer sous les nationalismes plus ou moins masqués ou de subir passivement les conséquences sociales destructrices de ces conflits.

La crise capitaliste génère toujours la guerre. C'est vrai, mais il faut voir qu'aujourd'hui, dans cette phase historique, dans le cours de cette crise générale (spirale entre de grandes restructurations technologiques et des récessions dévastatrices) et avec son impact global dans le monde interdépendant, tel est le processus réel de généralisation de la guerre.

Face à nous, nous constatons la progression avec laquelle un nombre croissant de contradictions débouchent en guerre, progression au centre de laquelle le redéploiement belliqueux américain domine.

Après la guerre froide qui était, pour ainsi dire, une « crise de la guerre » et donc une « détente », aujourd'hui c'est la guerre partout, la « guerre de la crise ».

De nombreux foyers de guerre s'allument çà et là sans qu'aucun des anciens ne soit véritablement éteint. Dans cette reproduction endémique des guerres locales se manifeste aussi la crise de la forme État national (en tant que pilier du développement capitaliste d'un territoire) déchiré entre des revendications d'autonomie interne – concurrence régionale – et une dépendance transnationale accrue. Aucun sujet local n'a le pouvoir de conclure définitivement les guerres, mais seul celui d'ouvrir l'affrontement et de le reproduire dans la déstabilisation généralisée et dans la destruction des forces productives matérielles et sociales.

La crise progressive de l'hégémonie économique et politique des États-Unis interagit avec divers

niveaux de contradictions :

- celle surgissant de la formation progressive de trois blocs continentaux : États-Unis, Europe et Japon ;
- celle surgissant de la nécessité d'une formation de puissances régionales, en particulier Moyen-Orient, Afrique du Nord, Est et Asie ;
- celle surgissant de la pression massive sur les peuples et les classes prolétariennes pour l'imposition d'une nouvelle accumulation.

★

Les États-Unis ont été et continuent d'être les garants de l'intérêt général de la bourgeoisie impérialiste (dans son acception la plus pure de classe suprannationale), leur crise se traduit en une crise de tout le système mondial : l'introduction d'une fragmentation implique l'accélération d'un ensemble complexe de contradictions.

Dans le futur, l'hégémonie globale des États-Unis se fondera de moins en moins sur leur puissance économique, mais toujours plus sur leur supériorité militaire. Et même la première dépendra de la seconde. C'est cela que signifie la guerre du Golfe.

La politique de « sécurité totale » des États-Unis répond à cet impératif. Un modèle de guerre de domination immédiatement utilisable dans tous les territoires de la planète.

De ce fait, la Force d'intervention rapide s'est substituée à la « défense avancée », et la guerre n'a plus un champ de bataille en fonction de l'armée ennemie, car elle suit la logique de l'extermination de masse tous azimuts. Elle ne distingue pas le militaire du civil.

Ainsi les victimes civiles sont toujours plus nombreuses que les militaires.

En cette fin de siècle, la généralisation de la guerre sera davantage encore le terrain politique principal auquel le prolétariat international fera face pour se former en tant que classe dans les nouvelles conditions économiques et politiques.

Dans la guerre, la révolution se renforce seulement en présence d'une perspective politique claire et correspondant au niveau atteint par les contradictions.

Relancer l'alternative communiste du capitalisme métropolitain et contrer la guerre des États-Unis pour la conservation de leur hégémonie dépassent le domaine national de la lutte des communistes. Cela requiert un saut de qualité de la lutte au niveau international. L'avancée passe exactement par une idée nouvelle de développement révolutionnaire dans la lutte internationale commune.

Pour nous, ici en Europe, cela signifie en priorité un projet et une proposition concrétisant une ligne continentale d'affrontement, parce qu'il est impensable de parler aujourd'hui d'unité mondiale si avant nous ne nous mettons pas au niveau atteint par les contradictions économiques et politiques sur le continent.

Si la RAF n'a accompli aucun pas en avant vers une nouvelle orientation – mais, au contraire, des reculs pour en finir avec sa propre histoire –, c'est parce que, également depuis 1989, elle a graduellement circonscrit ses perceptions et ses analyses des changements, autant ceux du camp impérialiste que ceux des rapports de classes, à la seule Allemagne.

Une nouvelle politique ne peut uniquement voir le jour qu'en se mesurant aux nouveaux problèmes, uniquement en progressant au niveau global.

Ce que la RAF n'a pas compris, c'est que la « Grande Allemagne » ne peut exister seule sans la « Grande Europe ». En dehors d'elle, c'est la guerre, la radicalisation des contradictions entre les fractions bourgeoises, avec le renforcement des nationalismes et des mouvements réactionnaires et avec les inévitables retombées violentes contre le prolétariat et les communistes.

Dans l'un et l'autre cas pour les communistes, la lutte pour l'affirmation des intérêts principaux du prolétariat passe par la conquête d'une vision d'ensemble de l'affrontement de classe en Europe.

Parce que le problème n'est pas celui d'empêcher un « projet impérialiste d'unification » particulier, c'est justement le contraire. Le problème est d'acquérir la conscience et la force pratique d'agir au niveau déjà atteint par les conditions économiques, sociales et politiques grâce auxquelles la bourgeoisie impose ses intérêts au prolétariat dans chaque territoire européen particulier, du Sud au Nord. C'est affirmer à ce niveau les intérêts généraux du prolétariat européen en tant que qualité émergeant des luttes dans leur ensemble.

Dans les années quatre-vingt, la nécessité d'affirmer une stratégie révolutionnaire internationale de dimension continentale pour contrer les projets centraux de l'impérialisme – exigence impossible à repousser et fondée sur les conditions objectives dans lesquelles doit se développer le projet révolutionnaire – a projeté la dialectique unitaire entre les forces révolutionnaires avec le mot d'ordre Lutter ensemble, et a mûri l'idée-force de la nécessité et de la possibilité de construire l'organisation révolutionnaire du prolétariat métropolitain européen.

Un processus de construction qui, dès le début, est conçu et fondé sur une étroite interaction et dialectique entre les forces d'avant-garde et les secteurs les plus avancés de la lutte prolétarienne au niveau continental. Dans la phase actuelle, l'identité communiste révolutionnaire acquiert d'énormes possibilités de développement concret dans le rapport dialectique entre organisation communiste révolutionnaire et mouvements de masse prolétariens en Europe.

Dans cette direction, le débat et le processus mûris au milieu des années quatre-vingt autour de la construction du Front Révolutionnaire Anti-Impérialiste constituent indubitablement une avancée significa-

tive, tant parce que cela a relancé au niveau européen le patrimoine des expériences nationales que parce que cela a donné lieu à certains pas qualitatifs importants du projet international et anti-impérialiste.

Malgré ses limites, l'expérience du Front s'est affirmée historiquement comme un point de non-retour. Elle a affirmé que le combat international et internationaliste a des implications beaucoup plus larges que la seule solidarité et une simple politique d'alliance, et elle s'est connectée avec la lutte d'émancipation prolétarienne mondiale.

★

Il n'y a rien dans l'analyse des conditions de crises-développement du mode de production capitaliste et de l'impérialisme qui nous démontre que l'on doit revenir en arrière par rapport à cette conscience. Au contraire, il s'agit de faire avancer la stratégie révolutionnaire internationale au niveau continental dans les nouvelles conditions d'affrontement.

La capacité de la guérilla à se positionner en tant que stratégie de pouvoir du prolétariat métropolitain européen prend corps principalement dans la capacité à savoir saisir consciemment où se jouent aujourd'hui les rapports de forces entre les classes et dans la caractérisation de l'étroite connexion existant entre le domaine national et le système de domination supranational. Dans cette direction, il faut maintenir et développer le rapport dialectique liant l'attaque contre les projets stratégiques de la bourgeoisie impérialiste et son ordre de domination et les luttes les plus avancées du prolétariat métropolitain en termes de conscience politique, d'organisation autonome de classe, de lutte offensive et de défense des espaces et conditions de vie.

Depuis que l'unification du marché mondial a soumis, toujours plus, les formations économiques nationales, leur régulation économique, politique et sociale réalisée par les États-nations est entrée en crise et, avec elle, la possibilité d'accomplir des transformations significatives en « occupant » les États-nations ou en « pesant » sur eux. N'importe quelle force politique ou sociale désirant révolutionner les rapports de domination et d'exploitation qu'elle subit doit nécessairement caractériser le pouvoir auquel elle s'affronte. De plus en plus de mouvements révolutionnaires et de subjectivités communistes ont combattu pour le pouvoir face à des instances supranationales ou internationales ; les mêmes conditions économiques, sociales et politiques d'où surgit l'affrontement évoluent de plus en plus sous la poussée des facteurs supranationaux.

Et c'est cette base matérielle qui détermine la nécessité, dans la définition de la stratégie révolutionnaire pour le pouvoir, d'établir la prédominance de l'international sur le national, dans laquelle le territoire national et sa structure politique sont affrontés en tant que partie autonome mais intégrée d'une for-

mation supranationale, expression du stade actuel de réunification du marché mondial.

La question fondamentale, donc, n'est pas tant de calculer combien de « pouvoir » détient encore l'État-nation ; il s'agit au contraire de bien comprendre si, en restant encore à cette centralité, on transforme-détruit ou non le capitalisme. Si, dans ce domaine, on parvient encore à affirmer les intérêts politiques et économiques généraux et immédiats du prolétariat dans les grandes contradictions capitalistes, rendues plus complexes et accélérées par les destructions et les innovations nées de la crise.

Et c'est ce qui impose à tout communiste de réorienter sa perspective et le processus d'avant-garde sur la centralité de la contradiction prolétariat international/bourgeoisie impérialiste et de construire une ligne d'affrontement offensif qui ait la force et la capacité d'affaiblir le système impérialiste.

La crise de l'État-nation est une composante de la crise capitaliste, en tant que telle elle a une valeur générale vérifiable dans presque toutes les situations nationales, et, en conséquence, elle ne peut être ni comprise ni affrontée seulement au niveau local. Elle est déterminée par les exigences de la grande bourgeoisie internationale qui a besoin des instruments politiques de soutien et de régulation des processus liés à l'accumulation, à la concurrence et au contrôle de la force-travail, ayant déjà dépassé le domaine national et en fonction desquels, au cours des quinze dernières années, les organismes supranationaux, leurs compétences et leurs pouvoirs se sont multipliés au détriment des États-nations.

La forme prise progressivement par les États-nations en Europe dépendra du processus de la dialectique entre eux et de la définition des nouvelles structures étatiques continentales ; ce processus d'étatisation communautaire n'est pas une transposition mécanique dans un sens élargi de l'État-nation, mais il se présente telle une interconnexion systémique d'États et d'organismes supranationaux afin d'exécuter des fonctions étatiques au niveau européen.

★

Chaque État européen, à divers degrés et niveaux, règle ses comptes avec la crise du système politique, qui voit l'épuisement des formes connues jusqu'à aujourd'hui de « démocratie politique » dans le système capitaliste, et une mutation essentielle des rapports de forces dans la lutte des classes et jusque dans les appareils de l'État qui en sont complètement investis.

En Italie – mais l'essence n'est guère différente en Allemagne, en France, etc. –, c'est par une guerre sourde entre les appareils et les fractions bourgeoises depuis des années que prend corps une structuration autoritaire de la « démocratie » dans laquelle la réadaptation et la « modernisation » du système politique étatique se base sur l'imposition à toutes les

forces politiques « historiques » d'une série d'objectifs politiques généraux représentant « l'intérêt du pays » afin de pouvoir être aligné sur le processus d'unification européen et d'éviter la désagrégation et l'éclatement du cadre politique régi par l'État.

Cette imposition d'une « nécessité objective » – « Ou l'Union européenne, ou la guerre ! » – constitue le modèle par lequel la bourgeoisie tente d'échapper à sa crise politique ; son plan est de coopter dans le domaine de la gestion de l'État toutes les forces politiques, des conservateurs aux réformistes en passant par les syndicats pouvant accepter les tensions et les contradictions sociales dans ce processus totalisant de refondation de l'État.

Une étreinte mortelle dans laquelle la bourgeoisie impérialiste cherche à pulvériser la lutte de classes jaillissant des nouvelles polarisations sociales en cours dans tous les pays à capitalisme avancé ; et les avant-gardes révolutionnaires devront les démasquer et les combattre afin d'ouvrir des espaces à la lutte du prolétariat métropolitain.

La graduelle intégration continentale en Europe entraîne inévitablement une structuration politique de domination en garantissant l'existence et la reproduction suivant deux lignes de fond qui la caractérisent. Et donc, *vers l'intérieur* pour gérer la restructuration et la concentration des entreprises, les nouvelles formes de concurrence et de développement inégal, le contrôle et la pression sur le prolétariat (en tant que force-travail directe et de réserve) ; *vers l'extérieur* en fonction du rapport de forces de la confrontation avec les autres blocs économiques régionaux (Amérique du Nord et Sud-Est asiatique) et en direction des économies capitalistes les plus faibles du marché mondial (Tricontinent et Est) non seulement au plan politique, mais pour se positionner dans la défense de l'intérêt général du système mondial face à la crise américaine.

Une restructuration politique prenant une forme étatique car elle ne répond pas à une dynamique conjoncturelle, mais à un intérêt général de la bourgeoisie impérialiste européenne d'organisation et de reproduction de la formation économico-sociale continentale qui se réalise en un processus fortement contradictoire et à long terme.

D'autre part, en Europe, ce processus a déjà eu une incidence profonde tant dans l'économie que dans le rapport capital-travail et dans les rapports sociaux, au point que la grande bourgeoisie a désormais imposé au niveau continental tous les principaux processus de développement-accumulation-concentration de richesse : une dynamique qui requiert inévitablement une redéfinition de l'organisation des pouvoirs dépassant le cadre national.

Ce processus, guidé par les grands oligopoles multinationaux et par les fractions bourgeoises les plus puissantes, dessine la formation d'une véritable *bourgeoisie impérialiste européenne* s'affirmant sous diverses formes en tant que sujet porteur d'un intérêt

précis de classe au niveau mondial et envers les États particuliers à partir de ses places fortes en Europe ; des représentants aux sommets des différents trusts internationaux financiero-bancaires jusqu'au personnel politique transnational lié au nouveau système de pouvoir européen exprimant principalement les intérêts des premiers.

★

Mais l'intégration continentale n'élimine pas la crise économique, ni le développement inégal, ni la concurrence et la compétition entre les grands capitaux. Dans une phase capitaliste au cours de laquelle des groupes multinationaux et multiproductifs sont devenus dominants et occupent globalement les territoires, la lutte de concurrence n'est plus circonscrite aux simples entreprises et aux marchandises particulières, mais investit également les territoires désormais considérés et réduits à être une entité économique (la prétendue régie nationale), c'est-à-dire pouvant être rapprochés économiquement parce que pouvant être organisés et exploités économiquement en chacun de leurs éléments constitutifs.

La dialectique entre étatisation communautaire et États-nations se traduit par leur intégration graduelle dans cette dimension nouvelle, sans conduire toutefois à la disparition de ces derniers. Elle apparaît avec la connexion continue et dynamique entre les différentes économies et États, puis elle œuvre de plus en plus de façon autonome, elle les conditionne et les conforme toujours plus à ses exigences dans un cadre de complémentarité encore plus étroit.

La construction européenne, à ses divers stades de développement, repose toujours plus pesamment sur les rapports de classe. Et en tout premier lieu à l'intérieur de l'usine, car le cœur de la restructuration capitaliste reste aujourd'hui plus que jamais l'extraction de la plus-value.

La dynamique globale de l'internationalisation du rapport de capital, particulièrement avancée en Europe, et les stratégies spécifiques unifiées et homogènes guidant tous les processus de restructuration productive et de réorganisation sociale dans le cadre de la crise-développement du Capital ont impulsé la formation d'un *prolétariat métropolitain européen* du fait des conditions de vie tendanciellement homogènes.

De la constitution de trusts monopolistes européens de dimension supranationale et des processus de concentration-centralisation de divers secteurs productifs découlent des processus de restructuration établissant un niveau d'exploitation et une organisation du travail de plus en plus homogène de la classe ouvrière comme des travailleurs des services et des autres secteurs, jusqu'aux modèles d'enseignement, de la formation du marché du travail et de la croissance illimitée d'une armée industrielle de réserve utilisable au-delà des frontières nationales, telle une

masse de manœuvre pour les politiques de restructuration productive mises en œuvre dans l'Europe entière.

Grâce à cela, le Capital cherche à libérer définitivement le marché du travail de ses limites et rigidités coûteuses.

C'est un fait démontré durant les dix années passées et encore plus ces derniers temps, les principales luttes dans chaque pays se sont vérifiées surtout sur les axes des restructurations et des « projets européens » décidés au niveau de la CEE, de même que pour l'adoption de politiques et de normes dans les services, les aides et autres secours.

À ce cadre s'ajoute la dynamique toujours plus importante des flux migratoires des pays des Trois Continents et de l'Est européen convergeant vers l'Europe occidentale.

En Europe, il est désormais impossible de sous-évaluer le fait de l'immigration, vu l'impact qu'il a dans la lutte sociale de presque tous les pays.

Pour donner quelques exemples, il suffit de penser aux mesures restrictives contre l'entrée des « étrangers » en Italie et plus récemment en Allemagne comme en général dans tous les pays européens signataires des accords de Schengen (NdT : cette analyse est antérieure à l'annulation, ou plutôt au report *sine die*, des accords de Schengen, le 25 janvier de cette année, mais la politique des pays européens en matière d'immigration n'en est pas sensiblement modifiée), une politique se proposant de réguler de façon rigide le marché du travail grâce à des lois communautaires précises capables d'optimiser le rapport capital / travail à bas prix. En réalité, les masses immigrées du Sud et de l'Est se pressant à la frontière européenne unique sont la base irremplaçable d'un développement de l'économie européenne, et l'ensemble des politiques de la CEE à leur égard ne vise qu'à garantir une planification attentive de leur exploitation et de leur contrôle.

En ce sens parler de société des deux tiers est tout à fait erroné parce que personne n'est superflu dans la formation sociale capitaliste, tant dans les pays du « centre » que dans les pays de la « périphérie ». La nouvelle division internationale du travail produit une nouvelle composition de classe du prolétariat dans laquelle les morts de faim des Trois Continents de même que les 10 % de chômeurs « structurels » de la riche Europe sont le fruit de la rationalité de la plus-value et non de la méchanceté de la bourgeoisie. Les analyses sociologiques de la « société des deux tiers » décrivent la condition de misère de vastes couches prolétariennes, mais elles ne sont absolument pas capables de saisir la substance des dynamiques capitalistes qui la produisent et l'étendent en permanence.

Le phénomène du « nouveau racisme » explosant en Europe (En Allemagne, en Grande-Bretagne, en France, en Espagne, en Italie...), suite à la formation d'un prolétariat multiracial et multi-ethnique, et qui préoccupe pas mal les gouvernements européens est

aussi et surtout l'occasion d'introduire un cadre législatif plus ramifié et répressif partout sur le continent.

Aujourd'hui l'affrontement de pouvoir en Europe peut se comprendre seulement à partir de la formation de ces deux sujets : la bourgeoisie impérialiste européenne et le prolétariat métropolitain européen.

Cet affrontement se développe déjà objectivement au niveau continental comme le démontre la simultanéité des luttes du prolétariat métropolitain sur tout le territoire.

La majorité de ces luttes sociales et ouvrières en Italie, en Allemagne, en Espagne, en France, en Grèce... doit faire comprendre et bien réfléchir sur l'homogénéité des processus d'où elles surgissent, et sur le manque d'une référence politique révolutionnaire correspondante.

Le processus d'étatisation communautaire est la dynamique par laquelle tendanciellement le mouvement révolutionnaire devra vérifier la possibilité d'obtenir des améliorations concrètes des conditions de vie du prolétariat et de relancer la perspective communiste.

C'est en fait le terrain sur lequel se condensent et se condenseront toujours de puissants affrontements de pouvoir. Pour la première fois, les conditions de vie des masses ouvrières et des prolétaires dépendent étroitement des formes et des rythmes de l'unification européenne.

Cela signifie tout d'abord que l'affrontement classe / État dans chaque pays n'est compris à nouveau qu'à partir de sa dimension européenne, et ensuite que les mutations en cours entre pouvoirs étatiques et formation sociale sont saisies également dans cette dimension, tant en ce qui concerne les éléments communs rencontrés dans les principaux États européens que pour ce qui est de la dimension supranationale s'affirmant au-dessus et dans ceux-ci.

L'affrontement contre l'État dans le territoire national reste donc un élément de politisation et de recomposition des luttes locales. L'État conserve et approfondit ses fonctions de contre-révolution interne et de contrôle de parts significatives des processus économiques ainsi que dans le domaine idéologique-culturel. Donc la destruction-affaiblissement de l'État entre toujours dans le projet et dans les perspectives communistes des révolutionnaires en Europe.

La construction d'une *ligne d'affrontement européen* est fondamentale parce que c'est la seule assez générale pour permettre la « rupture de l'encerclement » des luttes par lesquelles le prolétariat de tous les pays réagit à l'imposition des pesantes conditions de vie constituant le cœur de la restructuration européenne de la production et du marché capitaliste.

On ne peut édifier une direction de la lutte générale qu'en construisant et en proposant avec clarté cette ligne, une direction avec laquelle les forces les plus significatives du mouvement révolutionnaire agissant déjà au niveau européen, même si c'est de

façon embryonnaire et partielle, se reconnaissent et se connectent.

★

Aujourd'hui, les conditions pour œuvrer à la construction d'un projet révolutionnaire européen sont mûres parce que c'est le passage historique fondamental pour la relance de la perspective communiste. À partir de celui-ci peut surgir un processus d'unification des luttes révolutionnaires au plan mondial correspondant à la réalité du capitalisme métropolitain.

Un projet révolutionnaire européen plaçant au centre l'affrontement prolétariat / bourgeoisie dans sa dimension continentale ne peut être par ailleurs lié mécaniquement et spéculativement au procès d'unification européen et à la formation du bloc impérialiste.

Même si le bloc européen régresse sous les coups des contradictions qu'il ne réussit pas à résoudre, et qu'on assiste à une exacerbation de la poussée des nationalismes dans la Communauté européenne, au niveau stratégique la politique prolétarienne ne serait pas énormément bouleversée dans ses axes centraux.

Le processus d'émancipation du prolétariat ne peut avoir comme horizon les configurations que prend chaque fois le système capitaliste, mais il se fonde sur une vision universelle et internationaliste de la perspective communiste.

Ainsi, concevoir le combat en Europe en tant que partie de l'affrontement mondial entre libéralisme et révolution est le présupposé essentiel d'un projet révolutionnaire européen.

C'est la base pour construire la force révolutionnaire capable d'intervenir contre la guerre du « nouvel ordre mondial » à travers laquelle les États-Unis défendent leur dominance, une force pouvant devenir un point de référence pour les luttes anticapitalistes et anti-impérialistes dans le monde entier.

★

★ ★

LA RAF dit : dans le nouveau processus la guérilla ne peut être le « centre » car elle se détacherait des antagonismes de classe, et elle perdrait « la connaissance sociale ».

Il est clair que pour eux la guérilla se place au centre seulement parce qu'elle frappe « plus haut » que n'importe quel autre sujet antagoniste existant. En se plaçant en haut – à un niveau inaccessible aux autres – la guérilla s'impose au mouvement car elle établit un seuil d'affrontement qui, de fait, est le sien propre. De cette façon, on peut recueillir une large sympathie, mais on ne construit pas une nouvelle organisation et une conscience révolutionnaire du prolétariat.

Si l'on considère la guérilla comme un fait « militaire » dans lequel le « politique » réside dans le choix de l'objectif par lequel on entraîne automatiquement

la croissance linéaire des niveaux de conscience révolutionnaire du prolétariat, alors tôt ou tard on cessera le combat.

La guérilla est une praxis guidée par une stratégie. Son cœur est constitué par les contenus stratégiques lui donnant forme.

La qualité politique émise par la guérilla en Europe ne peut être réduite aux régressions militaristes (même si elles furent nombreuses).

La guérilla métropolitaine incarne la rupture révolutionnaire réalisée en Europe au début des années soixante-dix par les organisations de la lutte armée pour reconstruire la conscience de classe du prolétariat et pour rouvrir un affrontement de pouvoir dans le cœur du système impérialiste. L'ouverture d'une lutte révolutionnaire n'ayant absolument pas épuisé sa force intrinsèque dans son devenir contradictoire.

Un combat se poursuivant, et la bourgeoisie n'a jamais réussi à bloquer complètement son évolution qualitative au cours des années soixante-dix - quatre-vingt, et aujourd'hui encore elle tente d'en fragmenter la portée stratégique en effaçant la mémoire historique du prolétariat européen.

Aujourd'hui, le développement réel d'un processus d'organisation et de conscience révolutionnaire du prolétariat ne peut se réaliser en l'absence d'une stratégie de guérilla. Et aucune avancée qualitative n'est possible sur le plan de la perspective comme sur celui des changements concrets.

Dans la guerre de classe de longue durée – contenu et forme historique actuels du processus révolutionnaire –, ne sont pas si remarquables les formes dans lesquelles s'expriment la lutte prolétarienne et son expansion quantitative que le développement qualitatif du processus d'organisation de classe.

En fait, même en se caractérisant avant tout comme conquête d'un terrain spécifique de l'avant-garde, la lutte de guérilla est en même temps, et à divers niveaux, politiquement diffusable dans l'ensemble du mouvement prolétarien pour en élever l'autonomie et la résistance.

Une ligne praticable à partir de chaque situation spécifique de lutte, s'imposant donc aussi tel un véhicule de communication révolutionnaire et de recomposition de classe.

★

De ce fait, la guérilla dans les métropoles ne s'est jamais résumée ni ne se résume qu'à « frapper l'ennemi », mais elle est aussi et simultanément (re)construction, en diverses phases, de la conscience révolutionnaire du prolétariat à partir des luttes concrètes que celui-ci exprime, et donc ligne de masse.

La stratégie de la guérilla, en tant que moyen d'être de l'avant-garde révolutionnaire dans la métropole, ouvre donc la voie à l'ensemble des luttes

prolétariennes et recompose la classe dans sa perspective d'émancipation des rapports sociaux capitalistes. C'est une stratégie s'affirmant grâce à une ligne interne à la classe prolétarienne.

Cela est désormais un fait acquis par l'expérience révolutionnaire dans la métropole, guidée par la guérilla qui a développé ses étapes et son processus organisationnel à partir d'un enracinement dans les situations de pointe de la lutte prolétarienne au cœur des principaux pôles métropolitains. Ce qui constitue un progrès par rapport au modèle de la Troisième Internationale du parti se plaçant tel le souteneur « extérieur » de la conscience de classe dans le prolétariat.

En ce sens, l'organisation d'avant-garde ne peut être conçue comme unique point de départ du développement des processus de conscience, organisation et constitution en classe du prolétariat métropolitain.

Le terrain de l'avant-garde, même en ayant une particularité précise dans le contexte de la lutte de classe, se développe en termes d'*unité* et de *distinction* avec le mouvement du prolétariat. Unité quant à l'intérêt général de la classe ; distinction dans le sens où l'avant-garde remplit un rôle distinct dans le processus révolutionnaire par rapport aux autres instances du mouvement révolutionnaire, à partir des divers niveaux de conscience que ces déterminations expriment. En ce sens l'avant-garde est parti.

Depuis toujours, ce principe fait partie des processus d'organisation du prolétariat, toutefois cela ne signifie pas, comme cela s'est souvent passé au cours de l'histoire du mouvement communiste, s'attribuer une délégation purement idéologique des intérêts de classe. Dans le déroulement de l'affrontement, cela conduit à s'éloigner toujours plus du processus concret de la lutte de classe et à se refermer sur soi-même.

L'existence, la lutte et le développement de l'avant-garde se légitiment dans la vérification politique qui dérive de la réalisation des intérêts généraux et particuliers du prolétariat se révélant les plus importants dans les différentes phases de l'affrontement de classe.

Le fait que l'organisation d'avant-garde, dans sa praxis, doit toujours donner corps aux intérêts généraux de la classe, en se plaçant au niveau le plus haut de l'affrontement et sur les contradictions principales qui le caractérisent, ne signifie pas que celle-ci puisse représenter seule l'ensemble et le degré de progrès des intérêts généraux du prolétariat. Ces derniers ne peuvent être représentés que par l'ensemble des organismes qui, phase après phase, conjoncture après conjoncture, expriment le système de pouvoir prolétarien révolutionnaire dans les diverses formes qu'il assume et dont l'organisation d'avant-garde n'est qu'une partie, même si c'est la plus avancée et la plus consciente.

En tant que projection sur le terrain du pouvoir de l'ensemble des antagonismes de classe, la praxis

guérillera a toujours à rôle central d'avant-garde et au fil des années elle a vérifié que le pouvoir prolétarien est un ensemble de processus-rapport-système.

C'est uniquement en faisant vivre et en renforçant toujours plus les intérêts généraux du prolétariat dans l'affrontement classe / État que l'on peut faire progresser l'ensemble du processus révolutionnaire et réaliser des avancées dans la construction du pouvoir prolétarien, mais aussi dans les conditions de vie et d'auto-organisation du prolétariat métropolitain.



ENFIN, en tant que prisonniers révolutionnaires et comme communistes issus de l'expérience de la guérilla italienne, nous tenons à préciser la question de la «détention politique».

Les prisonniers de la guérilla font indubitablement partie du mouvement révolutionnaire et de l'affrontement actuel, comme tels leur contribution au débat et à la reconstruction de la perspective révolutionnaire peut revêtir une importance certaine dans les différentes phases de la lutte et en particulier dans les périodes de difficultés, telle celle que nous traversons.

De ce fait, en Italie comme dans d'autres pays européens et aux États-Unis, l'État cherche précisément à effacer les prisonniers révolutionnaires en tant que réalité politique afin d'interdire une quelconque forme de continuité entre les expériences révolutionnaires dont ils sont les expressions et les conditions actuelles du combat.

En conséquence, l'intérêt commun entre le mouvement révolutionnaire dans son ensemble et les prisonniers résistants collectivement face aux conditions qu'ils subissent n'est pas déterminé par l'exacerbation de la contre-révolution continentale au sens strict – un aspect sûrement réel –, mais principalement par la nécessité d'une nouvelle perspective dans laquelle la «mémoire du combat passé» est un élément toujours décisif.

Le rôle des prisonniers de la guérilla qui durant toutes ces années ont conservé leur identité révolutionnaire et ont contribué au progrès de l'ensemble de la perspective révolutionnaire est désormais un fait historique indiscutable vérifié en Italie, en Allemagne, en Espagne, en France, en Angleterre, aux États-Unis, comme dans de nombreux pays du Tricontinent (Pérou, Salvador, Palestine occupée, Turquie, Philippines...). Ainsi, ce n'est pas un hasard si la contre-révolution s'acharne sur eux et si elle vise, par n'importe quel moyen de répression et de collaboration, à la destruction de leur identité et de leur essence en tant que sujet politique.

Au cours de ces dernières années, précisément dans les pays où l'expérience guérillera a marqué qualitativement l'affrontement de classe, nous constatons un nouveau degré d'agressivité de la stratégie contre-révolutionnaire qui, en plus des initiatives à

caractère militaire, tente de se frayer un chemin à la faveur de la crise d'identité et perspective des organisations de la guérilla métropolitaine.

Le projet de «solution politique» en Italie, d'il y a quelques années, et dans laquelle l'initiative de la bourgeoisie impérialiste d'attaque contre la guérilla «de l'intérieur» a rencontré un fort soutien de nombreux prisonniers politiques devenus désormais «compatibles», a ouvert une voie et fournit un modèle d'intervention pour la stratégie intégrée de contre-révolution préventive dans l'Europe occidentale entière.

Il est clair, bien évidemment, qu'il ne s'agit jamais d'une transposition mécanique de ce modèle d'un pays à l'autre, mais même dans la diversité des contextes historiques et des conditions spécifiques des réalités particulières ce sont les mêmes contenus d'une stratégie impérialiste bien connue dans laquelle l'anéantissement et la collaboration des forces et des sujets de la subversion / transformation sociale sont les pôles de la même politique à mener à bien.

En ce sens l'«initiative Kinkel» de «réconciliation sociale» en Allemagne, même dans ses modalités particulières, n'est pas si éloignée de l'initiative des partis du gouvernement italien, surtout elle a le même but : empêcher une quelconque forme de continuité entre les expériences révolutionnaires des vingt dernières années et l'affrontement actuel. Les initiatives comme celle de Kinkel visant apparemment à donner une «solution politique» à la question des prisonniers politiques ont en réalité une autre portée. Elles veulent utiliser des prisonniers comme le «ventre mou» du mouvement révolutionnaire et comme moyen de pression contre le présent de la guérilla, en cherchant par tous les moyens à influencer et à contrôler les développements de l'affrontement révolutionnaire en Europe occidentale.

Dans ce contexte, elle nous parut tout de suite dangereuse et étrangère à la possibilité d'établir un rapport aisé et mécanique entre la question de la libération des prisonniers politiques et la possibilité de déterminer une nouvelle politique. Elle signifie offrir à l'État allemand la capacité de mener à fond la politique des otages, en utilisant le chantage sur les prisonniers comme une arme contre le développement des processus d'organisation du prolétariat dans les nouvelles conditions. Il s'agit surtout d'enfermer la perspective révolutionnaire dans un cul-de-sac sans aucune possibilité de débouché politique.

Elle démontre une profonde incompréhension de la dimension internationale dans laquelle les processus révolutionnaires et cette question des prisonniers politiques se situent.

La contre-révolution préventive en Europe – il est utile de le rappeler – a atteint un seuil historique déterminé par le rapport révolution / impérialisme sur tout le continent et par rapport à lui la règle valable est celle dans laquelle les niveaux acquis par la contre-révolution au niveau international s'étendent et

s'articulent inévitablement dans chaque situation particulière.

Dans ce sens, l'initiative de « réconciliation sociale » de Kinkel n'a rien de nouveau, et il nous paraît suicidaire de croire pouvoir évaluer et jouer la question des prisonniers politiques au niveau national en pensant tirer profit des difficultés actuelles et des

contradictions de l'État allemand. Le cas italien au contraire devrait enseigner de nombreuses choses aux communistes et aux prisonniers révolutionnaires désirant travailler concrètement à la relance de la perspective en Europe occidentale.

Été 1993

Collectif des Prisonniers Communistes Wotta Sitta

**LES
FRONTIÈRES
ON S'EN FOUT !**

À propos du mot d'ordre d'États-Unis d'Europe

Trois textes du Komintern

L'Europe capitaliste et l'Europe socialiste

C'EST seulement sur la base de cette analyse que l'on peut rechercher le degré de justesse du mot d'ordre des États-Unis de l'Europe socialiste. Comme on le sait, Lénine s'est exprimé en 1915 (*Social-Démocrate*, n° 44, 23 août 1915) d'une façon assez sévère contre un tel mot d'ordre. Le lancement de ce mot d'ordre serait-il une révision du léninisme ? Pas du tout. Un examen approfondi montre que, lorsqu'il fut posé pendant les premières années de la guerre, ce mot d'ordre avait une signification tout autre ; en outre, la situation mondiale en 1914-1915 était absolument différente de celle de 1925-1926.

Qu'était le mot d'ordre des États-Unis d'Europe en 1914-1915 ? C'était le mot d'ordre des États-Unis de l'Europe républicaine, ou, en d'autres termes, de l'Europe capitaliste. La condition préalable de la réalisation de ce mot d'ordre était la chute de la monarchie en Russie, en Allemagne, en Autriche. Lénine disait alors que ce mot d'ordre, du point de vue politique, n'était pas faux, qu'il était révolutionnaire, qu'il signifiait un pas dans la direction de la révolution. Mais il disait en même temps qu'il était contre ce mot d'ordre, parce que son contenu économique était faux. Il établissait que le mot d'ordre des États-Unis d'Europe était, sur la base capitaliste, impossible, irréalisable ou réactionnaire. Lénine écrivait :

« Mais si le mot d'ordre : États-Unis républicains d'Europe, qui comporte le renversement des trois monarchies les plus réactionnaires d'Europe, la monarchie russe en tête, ne saurait être contesté en tant que mot d'ordre politique, il reste encore la question très importante de sa signification économique. Du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation du capital et du partage du monde entre les États colonialistes "avancés" et "civilisés", les États-Unis d'Europe, sous le régime capitaliste, sont impossibles ou réactionnaires. »

Pourquoi ce mot d'ordre des États-Unis d'Europe est-il irréalisable sur la base capitaliste ? Parce que qu'il ne signifie rien d'autre que le partage des colonies entre les puissances impérialistes. Lénine se demande s'il est possible à des États capitalistes de conclure un accord durable sur le partage des colonies, et il répond par la négative. C'est impossible, parce que l'impérialisme se développe par bonds, parce que, « sous le régime capitaliste, le développement régulier des différentes économies et des différents États est impossible ». C'est impossible, parce que l'impérialisme ne connaît qu'une seule méthode pour résoudre n'importe quelle question litigieuse : la méthode de la violence. On ne peut partager autrement que par la force. « Pour mesurer la force réelle d'un pays, il n'y a pas d'autre moyen que la guerre. » Lénine établit, par suite, qu'il est impossible d'instaurer pour les pays capitalistes un équilibre durable sous la forme des États-Unis d'Europe.

Puis, Lénine dit :

« Naturellement, des accords temporaires entre les capitalistes, entre les différentes puissances, sont possibles. Les États-Unis d'Europe sont possibles en tant qu'accord des capitalistes européens, mais alors ils représenteront la réaction organisée. »

Cet accord des capitalistes européens serait dirigé : 1) contre le socialisme ; 2) contre les colonies ; 3) contre les jeunes capitalismes ascendants d'Amérique et du Japon.

Lénine était également contre ce mot d'ordre (comme aussi contre le mot d'ordre des États-Unis du monde, qui est lié à la réalisation du socialisme), parce qu'il estimait que ce mot d'ordre « pourrait porter à croire à l'impossibilité de la victoire de la révolution prolétarienne dans un seul pays ».

Tels étaient les arguments les plus importants de Lénine contre le mot d'ordre des États-Unis d'Europe dans les premières années de la guerre. Ces arguments, clairs et tranchants, sont aussi justes aujourd'hui qu'en 1915.

Mais ce nouveau mot d'ordre des États-Unis de l'Europe socialiste n'est pas du tout le mot d'ordre que combattait Lénine. L'ancien mot d'ordre avait une base capitaliste, tandis que le nouveau est le mot d'ordre des États-Unis de l'Europe socialiste. Les conditions fondamentales sont changées. Nous ne luttons plus contre le tsarisme de Russie, ou la monarchie d'Allemagne ou d'Autriche. Ces trois anciennes monarchies n'existent plus. Pour les États les plus importants de l'Europe, la question de la révolution socialiste est à l'ordre du jour. Il faut voir cela très clairement. S'il en est ainsi, le nouveau mot d'ordre n'est pas seulement juste politiquement, comme Lénine lui-même le disait de l'ancien, mais il l'est aussi économiquement. Le contenu économique du mot d'ordre des États-Unis de l'Europe socialiste est totalement différent du contenu économique du mot d'ordre des États-Unis de l'Europe capitaliste. Entre pays socialistes, la force n'est plus la seule méthode de règlement des questions litigieuses, mais au contraire, ainsi que nous le montre l'existence de l'Union soviétique, il est tout à fait possible que des républiques socialistes concluent des accords entre elles sur la base de la solidarité prolétarienne. Il faut faire ressortir bien clairement cette différence. Les capitalistes des différents pays, bien qu'ils défendent l'intérêt capitaliste général, c'est-à-dire, dans une certaine mesure, l'intérêt contre-révolutionnaire, historique, fondamental de la bourgeoisie mondiale, ne peuvent pas, à la longue, le défendre autrement qu'en se combattant mutuellement. On ne saurait éluder longtemps les antagonismes impérialistes. C'est le contraire chez le prolétariat. Il est certain que, pour une courte période, certaines couches du prolétariat peuvent être en opposition avec d'autres couches de la classe ouvrière ; il se peut même que le prolétariat d'un pays soit contre la classe ouvrière d'un autre pays. Mais ce ne sont là que des épisodes éphémères, et, dans la perspective historique, le prolétariat est une classe unique qui a un intérêt mondial

unique. Du point de vue économique, le mot d'ordre des États-Unis de l'Europe socialiste est donc totalement différent de celui des États-Unis de l'Europe capitaliste.

On ne doit pas non plus oublier que la situation réelle s'est, à un autre point de vue aussi, complètement modifiée. En 1915, Lénine aurait écarté ce mot d'ordre non seulement du point de vue capitaliste, mais aussi du point de vue socialiste. C'est qu'en 1914-1915 l'Europe détenait incontestablement l'hégémonie du monde entier. Il n'en est plus de même aujourd'hui. L'hégémonie de l'Europe n'existe plus, elle a fait place à l'hégémonie de l'Amérique.

En 1914-1915, l'Amérique était encore la débitrice de l'Europe ; aujourd'hui, c'est l'Europe qui est la débitrice de l'Amérique. Dans les premières années de la guerre, l'Europe essayait d'armer les États-Unis d'Amérique ; aujourd'hui, ce sont les États-Unis d'Amérique qui essaient de désarmer l'Europe. La situation est renversée. En 1914-1915, le mot d'ordre des États-Unis d'Europe avait un caractère agressif ; il était dicté par le besoin d'hégémonie de l'Europe capitaliste caduque, qui s'opposait à la jeune Amérique capitaliste. Aujourd'hui, c'est un mot d'ordre défensif de l'Europe décadente en face de la puissance supérieure de l'impérialisme américain. En 1914-1915, ce mot d'ordre était dirigé contre les colonies. Sur une base capitaliste, il ne pouvait avoir d'autre effet. Actuellement, sur une base socialiste, il n'est plus dirigé contre les colonies. Déjà nous voyons, dans les colonies les plus importantes, les peuples opprimés mener une lutte résolue contre les capitalistes européens et américains. En 1914-1915, cette lutte des masses n'existait pas encore. Dans les premières années de la guerre, alors que la Russie des Soviets n'existait pas, ce mot d'ordre était de nature à masquer la possibilité d'une victoire de la révolution dans un seul pays. De nos jours où, dans un seul pays, la révolution a non seulement vaincu, mais encore s'est maintenue victorieusement, on n'a pas à craindre qu'il en soit ainsi. En 1914-1915, ce mot d'ordre serait resté isolé ; mais, aujourd'hui, nous avons la possibilité de lier le mot d'ordre des États-Unis de l'Europe socialiste à deux mots d'ordre fondamentaux : 1) solidarité étroite avec la lutte libératrice de toutes les colonies opprimées ; 2) solidarité et alliance avec l'Union soviétique.

Il est un autre facteur concret de la situation qui milite également en faveur de ce mot d'ordre : l'idée de la « Paneurope » existe déjà, indépendamment de nous, sous la forme de Locarno, du plan Dawes et de la Société des Nations. Il ne faut pas oublier que l'idéologie officielle de la II^e Internationale et d'une partie de la bourgeoisie européenne oppose la « Paneurope » à la « Panamérique ». Il ne faut pas oublier que des millions d'ouvriers sont pénétrés de cette idéologie. Il importe que nous ne nous bornions pas à critiquer ce mot d'ordre bourgeois social-démocrate, mais que, tout en dévoilant son caractère pseudo-pacifiste, nous lui opposions un mot d'ordre positif qui puisse être vraiment le mot d'ordre politique englobant toutes nos revendications transitoires. Il faut que le mot d'ordre des États-Unis de l'Europe socialiste serve, dans l'avenir prochain, de mot d'ordre politique général pour les partis communistes européens. Ce mot d'ordre ne peut avoir un sens révolutionnaire que si nous montrons clairement que les problèmes de l'Europe décadente ne peuvent être résolus sur une base capitaliste et que l'Europe ne peut se défendre avec succès sur cette base en face de la force supérieure de l'impérialisme américain. Le mot d'ordre des États-Unis de l'Europe socialiste ne peut être un mot d'ordre véritablement révolutionnaire que si nous critiquons et démasquons

impitoyablement l'idéologie bourgeoise social-démocrate d'après laquelle il serait possible de réaliser une union durable et non réactionnaire de l'Europe sur la base capitaliste.

Le mot d'ordre des États-Unis de l'Europe socialiste est, évidemment, avant tout un mot d'ordre de lutte pour le prolétariat européen. Il faut que les communistes américains le complètent par leurs propres mots d'ordre et concentrent toutes leurs forces dans la lutte contre l'impérialisme américain. Il faut que dans cette lutte ils s'assignent comme tâche principale l'alliance avec les peuples coloniaux et semi-coloniaux opprimés de l'Amérique latine. C'est ainsi seulement que l'Amérique latine pourra, dans un avenir rapproché peut-être, devenir une Chine d'Extrême-Occident et que le Mexique sera le Canton de l'Amérique latine. Le mot d'ordre des États-Unis de l'Europe socialiste ne pourra avoir son effet révolutionnaire que lorsque – mot d'ordre de défense de l'Europe décadente contre l'impérialisme américain agressif – il sera lié aux mots d'ordre suivants : Alliance avec la République soviétique, centre de la révolution prolétarienne ! Solidarité avec les colonies d'Orient qui combattent pour leur liberté ! Lutte pour la libération des vassaux directs de l'impérialisme américain, les peuples opprimés de l'Amérique latine !

John PEPPER

(Pogany, membre hongrois du CC de l'Internationale)

Extrait du texte « Les États-Unis de l'Europe sociale »

L'Internationale Communiste, n° 10, avril 1926

★

« Pan-Europe » ou États-Unis de l'Europe socialiste ?

Quiconque a observé la presse de l'Europe occidentale, au cours de ces derniers mois, put remarquer qu'il est de plus en plus question que les États européens peuvent et doivent se grouper pour former un front commun contre les concurrents qui ont surgi depuis la guerre mondiale : l'Amérique et le Japon. Ces voix se font entendre dans les journaux, du *Secolo* au *Vorwärts*. Il semble que nous ayons réellement affaire avec une croissance sérieuse des tendances d'union européenne contre l'Amérique. Cette impression se renforce encore si on lit la presse républicaine d'Amérique, si l'on tient compte du retard apporté aux négociations au sujet des dettes entre la France et l'Amérique et... si l'on analyse certains écrits du camarade Trotski.

Mais dès que l'on regarde d'un peu plus près, on s'aperçoit que les journaux qui mènent systématiquement campagne sont de ceux qui ou bien expriment l'opinion de certains milieux petits-bourgeois, ou bien s'adressent à des lecteurs petits-bourgeois.

Toute cette campagne en faveur de l'établissement des États-Unis d'Europe (naturellement des États-Unis capitalistes d'Europe), soi-disant possible et nécessaire, procède de deux natures : elle reflète ou bien les illusions nées chez une série de rentiers et de contribuables dépouillés par l'inflation de leurs valeurs étrangères et qui voient, dans une lutte contre l'Amérique, la possibilité d'un retour au bon vieux temps, ou bien une politique systématique de la grande bourgeoisie des différents pays d'Europe pour masquer leurs véritables préparatifs de guerre.

En fait, l'union des États capitalistes d'Europe est encore plus impossible aujourd'hui qu'auparavant. Si le

monde capitaliste entier ne se composait que de débiteurs et de créateurs, si rien d'autre que les dettes de guerre et d'après-guerre ne reliait les États européens entre eux et avec le reste du monde, la formation d'une « association de débiteurs » contre les ou le « créateur » (Amérique) serait alors une chose facilement possible. Or, n'oublions pas que les États européens formaient, avant la guerre, la « forge » du monde, et qu'ils détenaient l'hégémonie de l'économie mondiale. Aujourd'hui, cette hégémonie est détruite. L'Amérique et le Japon sont devenus des adversaires égaux. Pendant de longues années, les relations sur le marché mondial (système de crédit international, navigation, division internationale du travail, commerce mondial) furent bouleversées de fond en comble et les États européens presque hermétiquement isolés. Actuellement, cet échelon le plus bas de la crise est dépassé. Le capitalisme, en tant que système mondial, passe par une période de stabilisation relative. Ce sont précisément ces rapports dans l'économie mondiale qui ont été rétablis dans une assez grande mesure – quoique sur une autre base. Cependant, avec ce rétablissement, ont été également remis à nu les antagonismes profonds reposant sur le caractère impérialiste de ces États. Ces antagonismes entre les États européens sont même, à présent, plus aigus qu'avant la guerre.

Et ceci pour les causes suivantes : 1) tandis que l'appareil de production des États européens n'a pas subi de diminution appréciable, le marché mondial s'est rétréci considérablement par suite du développement de l'Amérique et du Japon, par suite de l'industrialisation des colonies et de la perte du marché russe. La lutte pour les marchés s'accroît donc ; 2) l'équilibre sur le continent a été troublé par la guerre : la défaite des puissances de l'Europe centrale a fait surgir une série d'États qui ne peuvent exister indépendamment et pour la domination desquels a commencé une lutte entre l'Angleterre, la France, l'Italie (et l'Amérique), lutte qui dure encore ; 3) deux pays de l'Europe ont évolué grâce à la guerre (et *seulement* grâce à la guerre) en de véritables grandes puissances impérialistes qui s'appuient sur une industrie lourde nouvellement développée : la France et l'Italie. Les débouchés de ces deux pays donnent sur la Méditerranée. La tranquillité de la Méditerranée, un des piliers de la politique anglaise, est sérieusement menacée.

Une série considérable d'événements appuient cette thèse : la lutte tenace entre l'Angleterre et la France au sujet de la question du Rhin et de la Ruhr ; les péripéties diplomatiques dans la lutte pour la domination des États balkaniques et limitrophes de l'URSS ; la question de Tanger, devenue brûlante à la suite de la convention sur l'Abyssinie entre l'Angleterre et l'Italie ; la lutte pour l'hégémonie dans la SDN et pour lui dicter sa ligne politique ; la nouvelle politique d'alliance de la France. Tout cela prouve que derrière le voile de la comédie « Pan-Europe » s'affrontent, d'une façon extrêmement tendue, des antagonismes insurmontables entre les pays européens.

Si, maintenant, les idéologues de la petite-bourgeoisie européenne font entendre leurs « hymnes d'unité européenne », ce n'est que pour cacher ces contradictions. Et il est très regrettable que cette idée ait trouvé, même dans le camp communiste (par exemple, au dernier congrès du PC de France), des défenseurs qui prétendent que les antagonismes entre les États européens sont passés à l'arrière-plan en face de l'intérêt commun qui relie ces États dans leurs rapports vis-à-vis de l'Amérique.

N'existe-t-il rien qui relie les États européens entre eux ?

L'on commettrait une faute en prétendant cela : une union des États capitalistes est possible pour un but déterminé ; elle est non seulement possible, mais elle est déjà en train de se réaliser : l'union en vue de l'attaque contre l'Union soviétique. Nous nous trouvons précisément à un moment où les efforts d'encerclement de l'Union soviétique prennent une ampleur particulièrement grande.

L'attention des masses, et principalement des intellectuels petits-bourgeois, doit être détournée de ces préparatifs par la politique « Pan-Europe ». Quiconque voit aujourd'hui la tendance dominante du développement européen dans la cristallisation non pas d'un bloc européen anti-soviétique, mais anti-américain, se fait complice de ces manœuvres de diversion !

À la campagne de la bourgeoisie dont nous venons de dépeindre ici le véritable caractère, l'Internationale Communiste a déjà opposé, en sa VI^e session de l'Exécutif élargi, le mot d'ordre : « États-Unis de l'Europe socialiste ! » L'essentiel du mot d'ordre repose dans le mot « socialiste » qui exprime que :

- 1) le contenu capital de l'Union des États européens doit être l'alliance avec la première Union des Républiques socialistes de l'Europe orientale. Cette idée s'oppose diamétralement aux désirs des gouvernements capitalistes ;
- 2) cette même évolution qui a remis, d'une façon accentuée, les anciens antagonismes impérialistes à l'ordre du jour en Europe a créé également les conditions économiques préliminaires, la nécessité d'une union socialiste : un nouveau développement des forces productrices dans les pays européens dirigeants, s'il ne veut pas être obtenu au prix d'une misère encore plus terrible des masses et, par cela même, être mis en question, n'est possible que sur un terrain socialiste. Les derniers grands conflits de classes en Europe ont prouvé cela avec évidence.
- 3) l'existence future, côte à côte, des États européens (si l'on veut qu'il n'y ait pas de nouveaux conflits sanglants) n'est possible qu'à la condition d'une véritable coopération économique et politique. Mais celle-ci n'est possible que sur un terrain socialiste, c'est-à-dire que si elle est entreprise sous forme d'alliance et de coopération systématique des industries nationalisées, etc. des différents pays européens ;
- 4) le développement ultérieur de tous les pays européens dépend, en présence de la base agraire européenne qui va se rétrécissant, de la collaboration des États européens occidentaux, dans une coopération systématique, avec un grand pays agraire. L'expérience nous a enseigné qu'une division du travail, épuisant toutes les possibilités existantes entre les États capitalistes industrialisés de l'Europe occidentale et l'Union soviétique exportant des produits agricoles, est impossible. Également ici, la condition *sine qua non* de la véritable coopération est le passage des États capitalistes au socialisme.

C'est ce programme de grande envergure qui est contenu dans le mot d'ordre des États-Unis de l'Europe socialiste. Il est, en même temps, un programme de paix en contraste avec tous les autres programmes d'unification de l'Europe.

Les États-Unis de l'Europe signifient « guerre » : en première ligne guerre contre l'Union soviétique ou, si les rêves anti-américains des petits-bourgeois s'accomplissent, guerre contre l'Amérique. Les États-Unis de l'Europe socialiste sont, par contre, un mot d'ordre de paix : ils ont

pour but de continuer, sur le plus grand plan possible, l'œuvre pacifique de l'édification socialiste commencée dans l'URSS et que l'Europe socialiste réaliserait en accord et sur la base de la division du travail avec les peuples des colonies impérialistes.

Les masses petites-bourgeoises d'Europe et avec elles des millions d'ouvriers vivent dans l'espoir qu'une union des États européens les sortira de leur situation difficile. La grande bourgeoisie profite de cette illusion, soutient en apparence ces efforts, mais prépare en réalité, derrière le masque de ce bavardage, l'union criminelle de l'Europe contre l'URSS.

L'Internationale Communiste s'adresse à ces masses et leur dit : « Union des États européens ? » Oui ! mais sur la base socialiste et dans le but d'édifier en commun et en paix le socialisme. Quiconque fait des efforts en ce sens contribue à la victoire du socialisme dans son propre pays et à l'alliance avec l'URSS.

A. KOURELLA

La Correspondance internationale, n° 108, 6 octobre 1926

★

Le réformisme international et l'unification de l'Europe ou le « panbavardage » sur la Paneurope

La poussée du capitalisme américain vers l'Europe, l'affaiblissement du capitalisme européen, l'atteinte subie par toute une série de ses cellules commerciales et industrielles ont inspiré à une certaine partie de la bourgeoisie européenne et du réformisme européen le désir angoissé d'une Europe unifiée. L'Europe unie, l'unification de l'Europe, les intérêts de l'Europe, l'esprit européen, la solidarité des peuples européens et toute sorte d'autres paroles sonores ne quittent plus les pages des journaux bourgeois (progressistes !) et réformistes. Les projets de renforcement et de consolidation de l'Europe en face de la concurrence américaine poussent comme des champignons. Cette question est cultivée avec une ferveur toute particulière en Allemagne par la presse social-démocrate, qui pose le plus sérieusement du monde la question du groupement économique et politique paneuropéen avec l'espoir d'augmenter, au sein de ce groupement, le poids de sa patrie. Selon l'avis de Paul Kampfmeyer, « l'unification du continent européen n'est pas uniquement une tâche prolétarienne. Presque chaque classe, chaque Européen sont intéressés, âme et corps, à la solution heureuse de ce problème » (*Sozialistische Monatshefte* de juillet 1926). Le même auteur estime qu'à la social-démocratie allemande – celle-ci étant le parti le plus démocrate – incombe l'honorable mission de faire l'unité politique et économique de l'Europe. L'organe social-démocrate de Hilferding, *Die Gesellschaft*, réserve également une grande place à toutes ces questions. Cette publication envisage d'une façon particulièrement minutieuse la question : que fera-t-on avec la Russie bolchéviste qu'on n'arrive pas à faire entrer dans le cadre des projets bourgeois et réformistes ?

Tous les projets actuels pour l'unification de l'Europe suivent deux lignes : d'une part, on essaye de créer un mouvement « indépendant » ; de l'autre, faire de la Société des Nations le point initial de la réorganisation de l'Europe. Comme mouvement indépendant (d'une indépendance très relative !), on peut considérer le Congrès paneuropéen, récemment tenu à Vienne, congrès qui a mis à nu les assises

pourries sur lesquelles se construit l'unité paneuropéenne, ainsi que l'impuissance de ses initiateurs. Ont assisté à ce congrès toutes sortes de bourgeois libéraux et semi-libéraux, des pacifistes, des réformistes, des dames au cœur philanthropique, des ex-hommes d'État en disponibilité et toutes sortes de gens qui aiment à se trémousser dans les congrès internationaux.

À côté de Wirth et de de Monzie, on a vu intervenir un social-démocrate « de gauche », Loebe, et tous se sont montrés soucieux d'adopter une décision satisfaisant tout le monde, une résolution pour laquelle on n'ait pas à rougir plus tard dans les antichambres et dans les salons ministériels. Même la presse social-démocrate n'est pas trop contente de ce congrès de Vienne. Elle lui reproche de ne pas avoir invité les hommes d'État responsables qui, seuls, à l'avis de la social-démocratie, sont capables de trancher ce problème difficile entre tous.

La social-démocratie internationale, représentée par la FSI d'Amsterdam et la II^e Internationale, a mis en la Société des Nations tous ses espoirs paneuropéens. Le vice-président de la FSI d'Amsterdam, Léon Jouhaux, a maintes fois parlé devant l'auditoire genevois. Il a préconisé la transformation de la SDN en un Parlement « paneuropéen » qui se chargerait de trancher les problèmes économiques et politiques les plus importants.

Actuellement, l'Internationale d'Amsterdam s'occupe d'une conférence économique internationale dont l'initiative est due au même Léon Jouhaux, leader des syndicats réformistes français, et à Loucheur, personnage bien connu, qui est à la tête d'importantes entreprises électriques. D'autre part, les Amsterdamiens sont soucieux de limiter par un certain cadre les unions internationales des plus grandes industries. La FSI d'Amsterdam n'a rien trouvé de mieux que de subordonner ces trusts internationaux au même « Parlement paneuropéen », à la SDN et à sa filiale, le Bureau International du Travail.

Pour prendre connaissance de cette nouvelle intuition d'Amsterdam, nous nous adresserons à son *Bulletin officiel* (n° 38 du 5 octobre 1926) qui a consacré à cette question un appendice économique spécial. L'Internationale d'Amsterdam veut « une organisation plus harmonieuse de l'économie européenne ». Tâche tout à fait respectable et c'est pour cette raison que l'idée paneuropéenne remporte un succès tumultueux, à en croire ceux d'Amsterdam. Mais voyons ce que disent les hérauts de l'idée paneuropéenne.

« Si l'Europe veut exister, lisons-nous dans l'annexe économique du *Bulletin* de la FSI, elle doit devenir économiquement et politiquement une Paneurope. Au point de vue politique, depuis longtemps déjà, pas une idée n'a trouvé un écho aussi chaleureux que l'idée de la Paneurope. La rapidité avec laquelle cette notion s'est répandue en quelques semaines, dans tous les camps, et a poussé des racines particulièrement profondes dans le mouvement ouvrier fournit la preuve de ce qu'il existe quelque chose comme un sentiment de solidarité européenne. Une partie de la bourgeoisie avancée se prononce en faveur de ce mouvement, mais cela ne doit pas empêcher les travailleurs de l'approuver. Sans doute, on sait dans les milieux ouvriers que le principal stimulant, pour une grande partie des adhérents bourgeois, c'est le sentimentalisme pur ou une crainte momentanée, inspirée par la précaire situation économique de l'Europe. On ne doit pas non plus se laisser influencer par les communistes qui tournent en ridicule tout ce mouvement, et qui sont bien obligés de prendre cette attitude, puisque la prémisse de toute leur politique, c'est la

débâcle économique de l'Europe. C'est justement dans le domaine économique qu'on peut séparer le bon grain de l'ivraie et alors on verra qui se soucie sérieusement de l'assainissement de l'Europe et en particulier de son assainissement social. Le fait que la Paneurope ne peut pas être, en dernière analyse, un idéal bourgeois apparaîtra à un moment où tout le monde se sera rendu compte qu'il ne s'agit pas du jeu des instincts égoïstes sur le plan européen, mais d'un premier pas vers la création d'une politique commerciale véritablement internationale.»

Tout cela est très élevé et très touchant. Bien entendu, le plus touchant, c'est cet «assainissement social» de l'Europe et cet esprit de «solidarité européenne», découvert par les Christophe Colomb amsterdamiens. Sans doute cet esprit, dont les champions sont les Chamberlain, les Briand, les Mussolini, les Stresemann, les Benecz et leurs larbins social-démocrates, a une odeur de solidarité dans la mesure où le *Bulletin* amsterdamien a une odeur de socialisme ; mais qu'importe, tout cela, ce sont des vérités terre à terre ; l'important, c'est «l'idéal», même s'il est faux. Bien entendu, ceux d'Amsterdam se rendent compte que tout n'est pas pour le mieux en Europe, au point de vue de la solidarité, mais la faute en est aux «intérêts mesquins» des capitalistes. Ceux-ci ont entrepris d'organiser «des cartels internationaux non dans le but de réaliser une unité économique européenne, capable de concurrence, mais en vertu de visées économiques ayant un caractère privé». L'organe officiel d'Amsterdam est mécontent : «Ces fausses organisations ont commencé déjà à se constituer sur le plan international.» Il propose une méthode pour brider les «fausses organisations», méthode élaborée, bien entendu, par le «groupe ouvrier» près la SDN. Le groupe ouvrier exige que «les cartels industriels soient placés sous le contrôle du Bureau du Travail de la SDN, contrôle réalisé avec le concours des gouvernements et des organisations ouvrières et patronales». Sans doute, le groupe ouvrier a oublié de nous dire par quels moyens il se propose de contrôler les cartels, mais c'est un secret que nous pouvons dévoiler à nos lecteurs : le grand moteur de l'idée paneuropéenne, c'est l'éloquence du groupe ouvrier (Jouhaux, Oudegeest, Leipart et Co), la conscience des dirigeants des «fausses organisations» et «l'esprit de solidarité européenne». Tous ces facteurs, dans leur ensemble, produiront «l'assainissement social» de l'Europe, à la plus grande honte des communistes. Ceux d'Amsterdam s'imaginent que de ce panbavardage vertigineux émane, en fin de compte, «l'image idéale de la Paneurope».

Quel est la signification politique de tout ce

panbavardage paneuropéen, devenu si actif depuis quelque temps ? Tous ces projets, mieux que des dizaines d'enquêtes statistiques, reflètent le déclin économique et politique de l'Europe, la perte de l'hégémonie d'avant-guerre par le continent européen et le refoulement du capitalisme européen au deuxième rang. Tous ces faiseurs de projets paneuropéens mènent un tapage d'autant plus grand qu'ils voient le gouffre où tombe l'Europe à cause de sa «scission économique» et de sa prodigalité, pour parler comme le docteur Pinner. «L'Europe doit être unifiée non pour surpasser l'Amérique, affirme une social-démocrate de gauche, Joni Lender, mais pour sauver sa propre existence», c'est-à-dire l'existence du capitalisme européen.

Mais les social-démocrates et les amsterdamiens qui lancent des projets pour l'unification de l'Europe n'oublient pas le principal : ils déclarent ouvertement que l'unification de l'Europe doit entraîner l'administration commune des colonies (voir la publication de Hilferding, *Die Gesellschaft*, d'août 1926). Cette question est très importante, elle constitue la doublure de toutes les dissertations «philosophiques» des publications social-démocrates allemandes au sujet de l'unité de l'Europe. Ce désir angoissé de voir l'Europe unie s'explique au fond par les mêmes raisons que les «soupirs» des banquiers internationaux qui voudraient élargir les débouchés, régler le commerce. Qu'est-ce que ce fameux assainissement social de l'Europe ? C'est le raffermissement de l'exploitation capitaliste, de l'américanisation de tout l'appareil de production dans le but de se débarrasser au plus tôt de la concurrence américaine et de l'américanisation du mouvement ouvrier européen, pour s'affranchir de l'influence croissante du bolchévisme.

Les projets paneuropéens et tout le tam-tam que mène la presse réformiste autour de l'unification économique et politique de l'Europe ne témoignent que d'une chose : c'est que l'Europe bourgeoise se trouve dans un état de scission profonde et que les résultats de la paix de Versailles se font sentir actuellement une force croissante, car c'est elle qui a multiplié le nombre des barrières douanières ; ils prouvent que le capitalisme européen est impuissant en face de l'influence grandissante de l'Amérique.

Non pas panbavardage sur la Paneurope, mais lutte révolutionnaire pour les États-Unis de l'Europe, telle est la seule voie pour les masses laborieuses du continent européen.

A. LOSOVSKI



À propos de comment nous avons abordé la terre de personne

Quelques notes à propos des vicissitudes et mutations de la population salariée dans l'État espagnol

Etcétera

LE cycle des luttes accompagnant la reconversion industrielle suppose la fin d'une ère de l'histoire du mouvement ouvrier dans l'État espagnol, à double titre. D'un côté, au fil du siècle s'opère la disparition du mouvement ouvrier autonome qui avait une certaine importance dans les dernières années de la dictature. Par ailleurs, il représente un point culminant de l'expérience prolétaire, c'est-à-dire celle qui s'exprime comme antagonisme formel ou, si l'on veut, comme affirmation de la condition prolétarienne dans les relations sociales établies dans le modèle capitaliste.

La signature du pacte de la Moncloa en 1978 (auquel se sont joints les syndicats) et les pactes sociaux successifs au cours des années quatre-vingt (AMI, ANE, AES, etc.) marquent le point de fléchissement à partir duquel la gestion de la conflictualité du travail passe aux mains de la technocratie démocratique émergente, dirigée par le PSOE et avalisée par les organisations syndicales. En conséquence, c'est la fin du mouvement ouvrier ascendant et de la forme particulière du «dictature du prolétariat» ayant donné à la population salariée l'initiative dans la répartition de la richesse sociale produite. Cette situation s'exprime par le fait qu'au cours des ultimes années de la dictature la productivité avait crû en deçà des augmentations salariales. Alors qu'à peine le régime des formalités démocratiques installée, cette tendance s'est inversée comme le démontre le fait que la part des rétributions du travail dans le PIB soit passée de 52 % en 1978 à 46,1 % en 1991.

Avec la gestion démocratique on prétend bloquer cette situation «anormale» et, pour cela, on articule le discours sur la «crise», comme cela se faisait déjà dans le reste de l'Europe. Dans notre cas, la légitimation du nouveau régime démocratique implique la mise en marche de la machine du consensus afin de conduire à bon port la prétendue transition démocratique et, en ce qui concerne la population salariée plus directement, la nécessité de consentir des sacrifices et de nouveaux compromis sur l'autel de la restauration

de l'«économie nationale», comme les leaders syndicaux ne se lassèrent pas de le rabâcher.

À partir de là, l'offensive dans la restructuration (reconversion) passe aux mains du Capital et de l'État. Le mouvement ouvrier autonome se révéla plus faible et moins consolidé que certains pouvaient le penser, et l'ensemble de la population salariée devint réceptive aux messages de paix sociale et de sacrifice émanant des instances du pouvoir économique, politique et syndical. Dans ce sens, il n'y eut aucune trahison des appareils syndicaux qui se limitèrent à accomplir la tâche qui est la leur dans le cadre de la société capitaliste, mais une intériorisation consciente de la situation de crise et de repli dans les structures du Capital et de la démocratie (non sans résistance, effectivement) de la part de la population salariée.

Antagonisme formel du mouvement ouvrier

Il faut attribuer le succès des gestionnaires de la reconversion au fait que la conflictualité exprimée est apparue comme un fait résiduel face à la marche de la restructuration général du Capital. Il s'agit de secteurs obsolètes pour lesquels l'intervention de l'État se mène à terme en suivant une stratégie graduelle, de manière à ce que les mobilisations soient toujours à la traîne des initiatives prises par les gestionnaires de la reconversion qui déterminent ainsi l'heure et la manière de faire éclater les conflits. D'où la capacité de réponse de la part du mouvement ouvrier qui se trouva limitée (même dans ses expressions les plus radicales) à l'apparition de «conflits d'ordre public» qui ne perturbent en rien ou très peu le cours ascendant de l'accumulation de capital. C'est-à-dire, objectivement, la capacité de pression à partir du centre de travail se réduisit à son expression minimum (il ne s'agissait plus que de l'entreprise ou du secteur proche de la fermeture).

Mais le fait le plus important de la reconversion est celui mettant en évidence les limites de l'affirmation du mouvement ouvrier en tant que subjectivité

subordonnée aux lois de l'économie capitaliste. L'ensemble de la population salariée s'est trouvée confrontée dans le fait même de la reconversion industrielle à une affirmation de sa condition subordonnée (qui se résume à la défense du poste de travail). C'est dans ce sens que nous pouvons parler de l'affirmation ouvrière en tant qu'antagonisme formel du Capital ; ou mieux, en tant que condition ouvrière dont la nature est indissolublement unie à l'existence du Capital et qui, en conséquence, ne va pas au-delà de celle-ci. Cette forme d'affirmation ouvrière suppose de cette manière l'acceptation de la logique du marché et des arguments tels que compétitivité, inflation, modération salariale, flexibilité, etc., qui sont à la base des processus de négociation syndicale.

D'où la perplexité dans laquelle nous nous trouvons : la garantie de la compétitivité (indiscutable) du Capital exige licenciements, précarisation et abolition des droits acquis lors du cycle de lutte précédent. Dans ce sens, la marge de manœuvre syndicale est réduite à zéro. En réalité, rien n'est à négocier, les mesures prises par les gestionnaires étant déjà cohérentes et nécessaires, adéquates à la logique mercantile dominante. C'est pour cela que parfois on a l'impression de toucher le fond et de nous trouver dans une voie sans issue.

D'un côté, il n'y a pas de marge de négociation vu que les gouvernements et les gestionnaires privés de l'échafaudage productif adoptent les seules mesures pertinentes pour faire front à la crise et, par ailleurs, il n'existe pas non plus une conscience ni une attitude de rupture parmi la population salariée qui, dans ce contexte, cherche une solution à la crise et non pas une solution au capitalisme en crise. Il apparaît que face à la crise structurelle du système, la première réaction des sujets de la condition salariée est la peur et un repli toujours plus difficile dans les structures qui, du reste, ne sont déjà plus en mesure de nous garantir les conditions de survie du passé.

Maastricht, la carte ratée

Le traité de Maastricht aurait sanctionné la consolidation du projet unitaire européen, et, dans le cas espagnol, il aurait dû être le moment de la récupération de la contrepartie aux sacrifices imposés par le traité d'adhésion à la CEE (désindustrialisation, élimination des droits sociaux, contrôle social, réduction des dépenses publiques, etc.). Une fois accompli le programme d'ajustement de l'État espagnol aux nécessités du Capital transnational, le gouvernement espérait que les fonds communautaires de cohésion atténueraient les déséquilibres occasionnés par le plan de reconversion, premièrement, et de convergence avec la CEE, plus récemment. Mais il n'y eut pas accord. Le projet européen prend l'eau et le gouvernement espagnol s'est retrouvé lâché dans ses prétentions (à la finale, la CEE destine moins d'argent

provenant des fonds structurels, et à plus long terme).

Et les problèmes s'enchaînent. Le Royaume-Uni n'a pas signé la politique sociale qui aurait unifié les conditions d'exploitation de la force de travail dans tous les pays communautaires. La stratégie du gouvernement britannique (avec Thatcher et Major) a cherché, sur ce point comme sur d'autres, à se démarquer du reste des membres européens afin d'attirer les investissements japonais, trouvant au Royaume-Uni une plate-forme privilégiée pour leur pénétration sur le marché européen. La libération absolue du marché britannique du travail qui permet même l'existence de clauses dans les contrats où il est renoncé aux droits constitutionnels (tel, par exemple, le droit de grève) constitua l'un des facteurs qui impulsèrent la récente industrialisation de certaines régions britanniques. Enfin, c'est ce que les gestionnaires syndicaux appellent le *dumping* social, ou encore la concurrence déloyale sur le marché de la force de travail.

Mais bon, une telle situation fit que dans le royaume d'Espagne, les socialistes ont accéléré le processus de désintégration du marché du travail de la même manière que l'ont réalisé les Britanniques (flexibilité, horaires, légalisation des prestations de travail, baisse des indemnités de licenciement, élimination des procédures administratives de régulation de l'emploi, etc.) ; c'est-à-dire la consécration du licenciement à volonté comme il fonctionnait au XIX^e siècle. Sans aucun doute, nous sommes au seuil d'une profonde mutation de la condition salariée qui va vers la désagrégation totale des formes antérieures liées à l'agrégation ouvrière surgie en Europe et aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale.

Abolir l'identité prolétarienne

Les prémisses immédiates de cette mutation se chiffrent dans la prolétarianisation et la précarisation d'une masse chaque fois plus importante de la population mondiale. Cependant, il s'agit d'une mutation conduisant à une négation réelle de la condition prolétarienne. Étant donné que les difficultés pour maintenir une affirmation prolétarienne (une affectation stable à un poste de travail) dans le capitalisme développé, peut-être nous trouvons-nous face aux premiers symptômes de la dissolution ou de la rupture d'une identité (ouvrière) intenable dans les conditions actuelles.

La confrontation formelle de la subjectivité ouvrière face au Capital devient chaque fois plus difficile, car, en réalité, il y a chaque fois moins à attendre des processus de négociation. On peut presque affirmer que l'espace de la négociation s'est pratiquement évaporé dans les démocraties totalitaires dans lesquelles nous vivons. Ici les décisions prises par les conseils d'administration des entreprises et les centres de décision de l'État, s'imposent à la

population salariée telle une nécessité inexorable de l'Économie de Crise. Dans ce contexte, on a l'impression d'avoir atteint le point zéro de la confrontation formelle qui caractérisait le mouvement ouvrier revendicatif.

D'où aussi, dans les conditions actuelles, l'affrontement contre les structures capitalistes à partir de positions critiques conforte le questionnement de l'identité prolétarienne elle-même. Enfin et tout compte fait, l'identité prolétarienne est une nature induite par la relation de subordination au mode de production, basée sur le régime salarié. À ce stade, aborder l'abolition de l'identité prolétarienne signifie une gageure beaucoup plus risquée que celle d'une affirmation formelle et revendicative qui, comme nous l'avons déjà signalé, résulte chaque fois moins soutenable dans la pratique. C'est comme si la situation nous obligeait à un saut dans le vide. À savoir, celui de prendre l'initiative d'abolir notre identité (assujettie) prolétarienne devant l'impossibilité pratique de l'affirmer.

Par ailleurs, l'évolution des formes matérielles de l'existence et les expressions de la conscience des individus ne sont pas synchroniques. D'où l'apparente ambiguïté dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Une ambiguïté qui s'exprime aussi dans l'attitude ambivalente des derniers conflits – ou même avec leur absence – et tient à la population salariée prise entre la nécessité matérielle d'affirmer certaines conditions déterminées d'existence (accéder à un travail afin d'obtenir du fric) et le refus de l'identité que de telles conditions imposent (le désir latent chez les salariés de cesser de travailler).

Reconversion syndicale ?

Face à la nouvelle organisation du travail, les syndicats manquent de marges de manœuvre. Ou bien ils signent leur condamnation à mort en négociant l'imposition des nouvelles formes organisationnelles du personnel industriel, redéfinissant ses fonctions dans la structure productive, ou bien ils seront poussés toujours plus à la marginalisation dans l'entreprise. Le syndicat, comme forme organisationnelle de la population salariée, est indissolublement lié à l'évolution du système industriel qu'il sert tout en faisant partie de cet engrenage.

Malgré cela, la fonction syndicale dans la médiation et le contrôle de la force de travail, telle que nous la connaissons dans l'expérience du mouvement ouvrier depuis la Seconde Guerre mondiale, ne peut plus être menée à bien. La décomposition du marché du travail fait que chaque sujet salarié a un traitement spécifique, différencié et flexible (par rapport à la durée du contrat, les horaires, le salaire, etc.). C'est-à-dire que la tendance s'oriente vers l'élimination des formes juridiques (législation du travail) et d'organisation industrielle, qui sont la base des expressions de communauté de

classe comme, par exemple, celles qui se créent autour de la chaîne de montage fordiste ; des formes d'organisation industrielle qui ont constitué la colonne vertébrale des mouvements de masses prolétariens des décennies passées.

Une conscience de cette décomposition des contours de la population salariée qui, déjà ne partage plus une situation « objective » (juridique, de travail, salaires...) commune, se manifeste dans la disparition des formes d'agrégation prolétarienne précédentes et, dans le cas des syndicats, dans la chute du taux d'affiliation. Ou mieux, l'affiliation régresse parallèlement à la progressive précarisation des conditions de travail. C'est la contradiction qui marque les limites historiques du syndicalisme. La stratégie syndicale de ces dernières années a débouché sur leur propre liquidation face à la nouvelle organisation productive, mais, surtout, du fait de la désarticulation du marché du travail (nous sommes revenus à la libération de la force de travail comme au premiers jours du capitalisme).

Admettons, mais que les syndicats manquent d'une quelconque utilité pour la population salariée ne signifie pas qu'ils soient absolument inutiles aux nouvelles relations du travail. De fait, ce qui est exigé par les circonstances actuelles, c'est l'adéquation de la bureaucratie syndicale aux nouvelles conditions et fonctions de médiations dans la gestion de la force de travail. La démagogie de la caste syndicale tend à se poser en posant en victime lorsqu'ils se réfèrent à l'intention patronale d'éliminer les syndicats. Mais ce que les patrons imposent, c'est l'élimination d'un type déterminé de syndicalisme qui, comme dans le cas britannique, n'a pas été capable d'aller au-delà de la logique du Capital, mais qui surtout s'est révélé incapable d'évoluer au même rythme que les rapports de production.

De fait, le syndicalisme apparaît comme un anachronisme dans les conditions actuelles de l'accumulation capitaliste.

Équilibre instable

Cependant, la contradiction n'est pas seulement dans l'institution syndicale, mais elle se reproduit à d'autres niveaux et se réfère aux possibilités de consolidation du nouveau modèle productif. À partir des centres de décision capitaliste s'effectue un retour en arrière (libéralisation et flexibilité de la force de travail) dans le style des débuts du système capitaliste. Simultanément, la garantie du flux tendu productif qui caractérise les nouveaux modèles productifs *just in time*, amélioration continue, *ingeneering* concurrente, Qualité Totale, etc.) rend nécessaire la mise en pratique de mécanismes plus stricts d'encadrement et d'intégration de la force de travail à l'intérieur de la structure productive ou de la chaîne de la valeur ajoutée des processus de fabrication.

De fait, l'articulation technologique et logistique des processus productifs actuels les rend extrêmement vulnérables face à un quelconque imprévu. D'où leur situation d'équilibre précaire, alors qu'à mesure que croît la complexité technique du contrôle des processus industriels et commerciaux, augmentent les possibilités d'erreur (défaillance technique ou sabotage); tant à l'intérieur du processus que dans ses dérivations complémentaires (distribution, transport, etc.).

La nouvelle organisation du travail (fordisme dispersé, relocalisation productive, toyotisme...) dans son aspect politique consiste en une série de mécanismes orientés vers l'obtention de la fidélité à l'entreprise et comprend le pur coercitif (chantage au chômage, salaires flexibles en accord avec la productivité, stimulant à l'innovation, etc.). Tout le débat autour du futur du syndicalisme masque en réalité le débat sur le moyen de préserver la survie de la caste syndicale dirigeante dans les nouvelles conditions socio-économiques.

Recyclage professionnel de la caste syndicale

C'est-à-dire qu'il s'agit du recyclage de certains professionnels qui, tout comme n'importe quelle corporation professionnelle, recherche son adaptation aux nouvelles fonctions dérivées de l'évolution des rapports de production capitalistes. Pour la force de travail, la situation est différente, ses conditions objectives d'existence ne répondent déjà plus à celles qui permettent leur articulation en accord avec les formes syndicales. Dans ce sens, il se produit un bouleversement radical par rapport aux composants subjectifs et objectifs de la population salariée.

Les conditions dans lesquelles se développent notre existence, en tant que force de travail mobile (avec des phases de travail temporaire, de chômage), flexible et fonctionnelle à l'ordre productif (on travaille où l'on peut) mine les fondations sur lesquelles s'érige l'organisation syndicale classique et qui possédait ses principaux référents avec l'implantation stable dans l'ordre productif (centralisé de l'usine) et professionnel (bureaux ou spécialisation). Dès lors, le vide générant la désagrégation des formes syndicales ne se comble pas avec de nouvelles formes d'agrégation ou de socialité. Mais ce qui est clair, c'est qu'au cas où elles devraient voir le jour, elles surgiraient de l'imagination et des nécessités des gens qui auraient toujours moins à voir avec les formes et les contenus qui inspirèrent l'expérience historique des syndicats.

Enfin, c'est la propre évolution du système capitaliste qui dessine les limites de la stratégie revendicative elle-même; en conséquence, la mise en œuvre d'un quelconque conflit met en évidence ses limites dans le sens où, pour la population salariée, sa situation dans la structure socioproductive capitaliste devient une «question pressante». Un problème qui se

tranche sur un terrain toujours plus étroit entre la rupture implicite d'une logique mercantile de négociation, chaque fois plus insoutenable dans la pratique, et le recours à cette logique.

Les conflits de reconversion ont démontré que le repli de la population salariée a été la condition nécessaire pour que les technocrates du Capital et de l'État gèrent ces tensions de rupture au moyen d'initiatives qui désarticulaient l'antagonisme formel (classe ouvrière). Il est clair que gérer les tensions n'est pas la même chose que les résoudre, alors que la décomposition de la formation ouvrière repose la conflictualité et les contradictions dans d'autres domaines de la société (marginalisation, criminalisation de groupes sociaux, paupérisation, insécurité...).

Ritualisation de l'action de masse

Finalement, ce qui se dit à propos des limites de la stratégie syndicale peut s'étendre aux formes de l'intervention politique dans les États démocratiques. La délégitimation du système démocratique (corruption, autoritarisme, législation xénophobe...) est parallèle à la croissante inopérabilité de l'action de masse. Nous avons pu le vérifier lors de la campagne anti-Otan et plus récemment au cours de la guerre du Golfe. Deux expériences de la frustration collective qui expliquent, entre autres raisons, la paralysie générale face au génocide des Balkans. De fait, l'action de masse s'est convertie, dans les démocraties développées, en geste symbole-témoignage qui n'interfère en rien sur la reproduction de la réalité; même pour les réalités les plus sanglantes.

Mais cela ne dépend que de la seule capacité de récupération et de génération du consensus de la part des mécanismes institutionnels de la démocratie. Cela dépend surtout du repli de la subjectivité prolétarisée dans le cadre capitaliste face à l'éventualité d'un risque imprévisible déclenché par sa propre action.

Bien entendu, la confrontation réelle – et pas simplement symbolico-formelle – avec les structures du système socioproductif comporte un pari risqué qui interroge ouvertement notre situation personnelle et collective dans le monde social capitaliste.

Sans doute, il s'agit d'une aventure à laquelle, au moins pour le moment, les actions de masse semblent avoir renoncé. Comment s'expliquer alors que, lors de la guerre du Golfe ou avant celle qui frappe aujourd'hui les Balkans, les propositions de paralysie de la machine économique (grève générale) des pays démocratiques, appuyant hypocritement la guerre et vendant de l'armement, soient apparues comme une extravagance de groupuscules engagés dans des aventures dangereuses?

Nous sommes probablement dans le marasme d'une mutation sociale affectant la structure du modèle de civilisation capitaliste dont les différents aspects ponctuels (désagrégation ouvrière, réorganisation productive, politiques xénophobes et

génocides...) représentent certains symptômes. Peut-être que le paradigme dans lequel s'inscrivent les formes de penser et la tradition politique même de la lutte de classe se trouvent remises en question, précisément à cause de leur incapacité à apporter une réponse à une réalité échappant à leurs bases conceptuelles et pratiques traditionnelles. Dans de telles circonstances, il est difficile de discerner jusqu'aux référents de résistance, surtout si nous prétendons les inscrire dans un horizon d'émancipation globale.

C'est peut-être parce que nous avons la conscience de vivre la décomposition d'un modèle de socialité (salariée) consolidée au fil des deux siècles

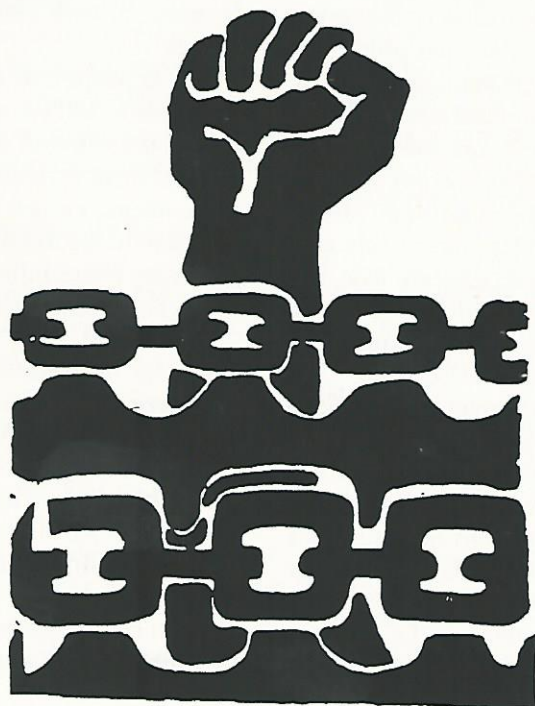
passés, qu'il n'est plus possible de nous référer à ses tensions de ruptures ponctuelles et circonstanciées ; ou encore, à ces désaffectations quotidiennes et contradictoires qui, latentes en toute activité, s'expriment dans les conflits les plus récents et qui, même sans configurer de projet d'émancipation général d'aucun type, sont les seules expressions de la subjectivité résistante dans ces temps qu'il nous faut vivre. Sans doute, aujourd'hui plus que jamais, nous nous trouvons sur la terre de personne. Et peut-être, le reconnaître ainsi démontre, au moins, que nous ne nous sommes pas égarés.

Etcétera
Barcelona

ETCÉTERA, Apartado 1363, 08080 BARCELONE (ESPAGNE)



**LA BASE
CONTINUE LE COMBAT**



Interview d'un responsable du Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru

Vous êtes l'un des fondateurs du Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), organisation péruvienne qui développe actuellement un processus de guerre révolutionnaire. Pouvez-vous nous donner un panorama du contexte dans lequel fut fondée votre organisation ?

Le MRTA est né d'une poignée de camarades issus des années soixante-dix. Lorsqu'on prend la décision de passer à la lutte armée, ce n'est que l'aboutissement d'un processus de recherche, d'apprentissage, de maturation et de mise en accord avec nos déterminations.

Les années soixante-dix furent fondamentales, parce que ce sont les années au cours desquelles il y eut une intense mobilisation de masses, et l'expérience de la gauche s'accumula dans une liaison étroite avec les luttes ouvrières, paysannes, estudiantines, et le renforcement des corporations. Ce furent les années du développement et de l'expansion de la gauche marxiste. La gauche parlementaire et la gauche armée surgirent du chantier de ces années.

Quand, en janvier 1984, le MRTA, fondé le 1^{er} mars 1982, apparaît les armes à la main, en revendiquant ses actions politico-militaires, deux années de différentes actions de récupération économique et d'armement avaient précédé, qui nous permirent d'acquérir une expérience militaire initiale.

Parce que, lorsque le noyau fondateur entreprend les premières actions, nous n'étions pas plus d'une douzaine de camarades, nous manquions d'argent, d'armes, nous n'avions aucune infrastructure ni aucune pratique militaire. Nous avons tout obtenu à partir de nos propres efforts. Nous avons appris à combattre en combattant, et l'acquis actuel du MRTA nous a coûté la vie de camarades comme cela en a coûté à l'ennemi. Nous n'avons reçu aucune aide, tant économique que de préparation militaire. Dans ce sens nous sommes autonomes. Idéologiquement, économiquement et politiquement indépendants.

Qu'un groupe réduit de camarades, sans aucun matériel, se jette dans une tâche aussi osée que celle de défier le pouvoir immense de l'État paraissait une folie, un acte insensé. Mais quand nous avons pris la responsabilité de la lutte armée, nous nous fondions sur la conviction de nos analyses de la société et sur le cours politique des événements. De notre part, il ne s'agissait pas d'une aventure militariste. Le développement de la lutte armée, dans notre cas, n'était que le

résultat logique, conséquent, de nos évaluations. Au Pérou, depuis le milieu des années soixante-dix, s'est ouvert ce que nous appelons une période pré-révolutionnaire prolongée. C'est-à-dire qu'indépendamment de nos volontés apparaissent, de façon spontanée, des facteurs dessinant un contexte de ruptures qui ne peuvent être éliminées par les classes dominantes, pas même à moyen terme. Nous nous référons à une crise économique profonde de caractère structurel et non conjoncturelle, frappée pour la première fois dans l'histoire par un procès de stagflation. Un soulèvement de masses étendu à tout le pays et dirigé par la classe ouvrière. Et une crise d'hégémonie au sein des classes dominantes.

Le déroulement des faits ne fit que confirmer nos analyses. Le gouvernement civil qui remplaça les militaires approfondit la crise.

Lorsque nous avons assumé la lutte guérillera, nous étions également conscients que pour changer, transformer radicalement notre société, il fallait accumuler les forces révolutionnaires. Et, au Pérou, il n'existe pas d'autre moyen que la lutte armée. La gauche parlementaire venait d'échouer parce qu'elle succombait au légalisme, aux faux attraits de la vie de courtisans, et, sauf de rares exceptions, cette gauche s'enfonça dans le plus lamentable et honteux parlementarisme, sans se différencier notablement de la droite, et ainsi elle se dissocia du mouvement de masses.

De la poignée de camarades qui le 1^{er} mars 1982 fondèrent le MRTA, nous nous sommes transformés en une organisation qui non seulement s'est étendue politiquement et militairement à presque tout le pays, mais, mieux, en une organisation qui contrôle aussi une partie du territoire, avec une population paysanne. Notre influence n'est pas seulement militaire, elle est fondamentalement politique.

Selon les informations officielles, le mouvement guérillero aurait accusé des coups qui le mettent au bord de la déroute. Est-ce vrai ?

Les succès les plus visibles du gouvernement ont été les captures de Victor Polay, commandante du MRTA, et d'Abimael Guzman, chef du Sentier Luminieux, et de différents dirigeants des deux organisations armées.

Il est certain que la guérilla a été frappée, mais pas au point d'affirmer, comme le triomphalisme

gouvernemental le prétend, que l'insurrection est vaincue.

À quoi doit-on attribuer ces coups ?

Une étude sommaire nous montre d'un côté la présence de quatre polices européennes avec une expérience antisubversive travaillant très étroitement avec la répression péruvienne, ce qui la rendit efficace. D'un autre côté, nos propres erreurs qui au fil des années, avec l'avancée de la guerre, se traduisirent par le maintien des mêmes méthodes et styles de travail. L'ennemi progresse aussi dans ses systèmes répressifs et réussit à saisir nos modes et manières d'agir, il a pu s'infiltrer dans certains organismes, alors que nous, nous perpétuons les mêmes schémas.

Il n'est pas facile de changer rapidement de méthodes. Il faut du temps. Et une organisation révolutionnaire au combat est une machine qui ne peut être arrêtée. Il fallait changer de monture au milieu du gué et cela n'est pas sans danger.

Il faut également parler de l'offensive déchaînée du gouvernement et des militaires contre la population non combattante. Dans des zones éloignées, ils rasèrent des villages, ils bombardèrent des communautés, assassinèrent, violèrent, firent disparaître des gens et, pour l'essentiel, tout resta impuni. Et précisément, les populations à proximité des activités de la guérilla souffrirent plus encore de la barbarie militaire.

Alors, à partir de ces antécédents, quelles sont les perspectives de la guerre au Pérou ?

La guerre révolutionnaire n'est pas un facteur isolé du contexte dans lequel elle se développe. Il s'agit d'une guerre fondamentalement politique. Nous essayons d'imposer par les armes notre volonté à l'ennemi. Et notre volonté n'est pas mue par des sentiments revanchards ou belliqueux, mais par des éléments idéologiques et politiques.

Par conséquent, une analyse de la perspective doit également prendre en compte les causes de cette guerre. Celles-ci n'ont pas fondamentalement changé. Nous affirmons, pour prendre un seul exemple, que l'application brutale du modèle néo-libéral a causé des ravages dévastateurs non seulement parmi la majeure partie du peuple, mais aussi qu'il a affecté irréversiblement l'appareil productif national.

C'est-à-dire que les conditions non seulement sont toujours d'actualité, mais, mieux, elles se sont amplifiées. Il apparaît de nouveaux facteurs élargissant le camp oppositionnel. Le problème actuel est de savoir convertir ce mécontentement qui commence à s'étendre en énergie révolutionnaire. Car il ne suffit pas de prendre les armes. Le Sentier Lumineux lui aussi combat à sa manière et c'est le plus grand dommage qu'il a apporté au processus révolutionnaire. En plus des armes, il faut une proposition

politique, non pour le long terme, mais pour affronter la profonde crise actuelle, immédiate.

Le Sentier Lumineux, nous devons le répéter, fait beaucoup de tort avec ses actions, dans la mesure où il persévère dans ses actes terroristes, faisant subir des préjudices surtout à la population civile. De cette manière, le Sentier Lumineux dissuade et épouvante les gens qui ne comprennent pas ce mépris irrationnel pour la vie.

L'autre problème est celui des quatorze années de violence froide, exacerbée, avec près de trente mille morts dont l'immense majorité sont des civils, ayant entraîné un rejet parmi certains secteurs populaires. Plus encore si le Sentier Lumineux, la police et les militaires agissent contre la population non combattante de manière abusive et impunie.

Ainsi il faut donner un autre cours à la guerre. Au bout de ces quatorze années, nous en sommes arrivés à une forme de stagnation. C'est-à-dire que nous ne pouvons plus poursuivre les mêmes opérations que durant les premières années. Dans une guerre il faut avancer, gagner du terrain, dans le cas contraire l'avantage change de camp, ou la guérilla végète simplement en frappant un ou deux coups de temps en temps, mais sans mettre en danger l'ordre établi.

Les perspectives ne peuvent être qu'un intense travail politique parmi les masses, se reposer sur les concentrations de masses en respectant leurs formes naturelles d'organisation, leurs traditions, sans imposition d'aucune sorte. Il faut œuvrer avec les masses sur le chemin insurrectionnel. Au Pérou, les conditions pour soulever des zones déterminées existent, mais cela nécessite un travail politique et militaire, non seulement intrépide, mais différent de ce que nous avons fait jusqu'à présent. De cette manière, nous pensons changer le cours de la guerre.

Que pensez-vous de la continentalisation de la lutte en Amérique latine ? Est-ce une nécessité ?

Simon Bolivar, ce petit homme, mais grand stratège des révolutions du XVIII^e siècle, fut le premier à entrevoir la nécessité de l'unité latino-américaine, afin qu'elle se sauve et s'oppose à la voracité du voisin du Nord. Ses tentatives de former une grande confédération échouèrent, mais ses idées à ce propos ne sont pas seulement actuelles : elles constituent une tâche urgente.

La révolution péruvienne participe à la lutte des peuples du monde pour la défaite définitive du capitalisme. En conséquence, nous sommes liés aux peuples des pays dépendants, aux colonies, semi-colonies et néo-colonies d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Mais la révolution péruvienne se livrera dans le cadre de la révolution continentale. Notre stratégie continentale est celle de l'unité et de la lutte des peuples pour le pouvoir et pour la construction du socialisme. Pour une Amérique latine libre, juste et

solidaire. Nous ne croyons pas possible la construction du socialisme ni une révolution assurée dans un pays si elle ne se développe pas, si elle ne s'incorpore pas à la lutte des peuples du sous-continent.

L'internationalisme est-il encore de mise ou s'agit-il d'une catégorie dépassée ?

L'internationalisme en Amérique latine n'est pas un concept ou une pratique récemment assimilée. C'est un héritage qui nous accompagne depuis les luttes anticoloniales. Ce fut une des constantes dans la lutte pour la libération du joug espagnol. En 1780, l'insurrection tupacamariste vaincue, Diego Cristobal Tupac Amaru combattit en Bolivie. En 1824, la bataille décisive contre l'envahisseur espagnol se déroula au Pérou et les forces patriotes regroupaient des Péruviens, des Vénézuéliens, des Colombiens, des Argentins...

Un Péruvien, Pavletich, fut le secrétaire de Sandino lorsque le général des Hommes Libres combattait les Nord-Américains, et ce fut encore un Péruvien, Léoncio Prado, qui lutta aux côtés des Cubains pour leur indépendance contre les Espagnols. Et plus récemment, Che Guevara incarna l'internationalisme.

Mais c'est peut-être dans les processus au Nicaragua et au Salvador que la présence internationaliste est la plus grande. Non seulement des Latino-Américains, mais aussi des Européens les enrichissent de leurs connaissances techniques et scientifiques.

Victor Polay, Peter Cardenas et moi-même, durant la seconde partie des années soixante-dix, avons été membres du PRT-ERP argentin, qui affrontait alors politiquement et militairement le gouvernement. En 1985, lorsque le M-19 a perdu une grande partie de ses cadres politiques urbains lors de l'assaut du palais de justice, le MRTA envoya trois détachement en Colombie. Durant plus d'une année, ces unités combattirent dans les montagnes du Cauca en compagnie de Colombiens et d'Équatoriens. Et actuellement, nous avons des tupacamaristes chiliens qui ont été malheureusement capturés, mais ce ne sont pas les seuls internationalistes militants dans nos rangs.

Pour le MRTA, «*La patria es América*», comme le disait Simon Bolivar.

Quel est le type de solidarité concrète qu'attend le MRTA des camarades ou des groupes européens ?

Une guerre comme celle que nous menons requiert en premier lieu une large popularisation. Il faut contre-carrer la propagande de l'ennemi qui, par ses instruments de guerre psychologique, diffuse une image déformée des organisations et des faits. Nous savons que nous ne pouvons pas entrer en compétition avec les grands moyens de communication, mais nous croyons qu'il est possible d'atteindre dans un premier temps un secteur, et le secteur conscient que nous entrevoyons se situe dans la gauche. Dans le cas

du Pérou, le problème devient complexe car la prétendue gauche parlementaire a serré les rangs derrière le gouvernement en ce qui concerne la guerre. Elle profère les mêmes insultes, et sa position se résume au refus et à la calomnie de la guerre révolutionnaire.

En conséquence, il faut rechercher la solidarité dans les groupes de gauche ou dans les organisations démocratiques, progressistes, un appui dans leurs publications, revues, radios, rencontres, c'est-à-dire un espace permettant au MRTA d'exprimer son point de vue à propos des divers événements qui se produisent non seulement au Pérou, mais aussi en Amérique latine. Et de la même manière, l'appui spécifique à la distribution de bulletins ou de matériels en provenance du Pérou, ou ceux rédigés ici et qui ont besoin d'être traduits, reproduits et diffusés le plus largement possible.

Toute guerre, surtout si elle est de l'envergure de celle qui se déroule au Pérou, attire aussi de faux prophètes prétendant tirer profit de l'effort et du sang des autres, mais plus encore, tant est rare l'information qui parvient de ces terres. Il faut les démasquer ou pour le moins dénoncer ces positions que nous considérons erronées et qui, ici, nient ce qu'ils font au Pérou. Pour cela, il faut compter sur l'appui de la solidarité européenne, pour des invitations à des tables rondes ou par des exposés sur la situation de guerre que vit le Pérou.

Nous pensons que des combattants du MRTA ou des camarades des fronts de masses devraient être invités afin qu'ils fournissent une version plus fraîche et directe des lieux où ils travaillent.

De même les organisations, les syndicats ou les fédérations de travailleurs devraient s'engager dans le cas des familles des prisonniers politiques. Il existe des familles non seulement traquées par la répression au nom du seul «*délit*» d'avoir un tupacamariste détenu, mais qui sont aussi économiquement quasi abandonnées. Dans les cas de camarades ayant été assassinés sous la torture et pour lesquels il n'y a aucune enquête. Dans ces circonstances, les organisations internationales des Droits de l'homme n'interviennent pas.

Nous aimerions aussi compter dans nos rangs des camarades européens qui seraient médecins, infirmiers ou journalistes pour qu'ils viennent filmer et vivre quelque temps avec la guérilla tupacamariste afin qu'ils aient une information de première main. Et nous aimerions encore une solidarité permettant aux combattants blessés d'être soignés et de suivre une convalescence dans les hôpitaux européens.

Et, enfin, nous aimerions que soit prise publiquement la défense de Victor Polay, dans des organisations ou des comités non seulement du fait de l'importance de ce révolutionnaire pour le développement de notre processus, mais aussi parce que c'est un acte de justice et de reconnaissance du fondateur

du MRTA et parce que la dictature tente de le dépeindre comme un terroriste. Assurer sa défense en tant que rébellion.

Comment construire la solidarité internationaliste : sur la base de la praxis réelle ou selon d'autres critères comme l'importance politique de tel ou tel groupe ou parti ?

Pour ce qui est de la solidarité, tout ce qui contribue au développement de la guerre révolutionnaire nous intéresse. Tout ce qui facilite notre approche du pouvoir. En Amérique latine, la solidarité, nous la comprenons et nous l'exerçons avec les autres organisations sœurs, tel un échange concret d'appuis et d'expériences.

Il est évident qu'en Europe notre référence reste dans le cadre de la gauche. Nous pensons qu'elle est la plus sensible à des propositions comme les nôtres. Nous savons que parmi cette gauche des différends existent, mais nous, nous partons du principe que nous n'avons aucun ennemi dans la gauche. Le MRTA n'est pas obligé de se définir pour un parti ou contre un autre. Nous poursuivrons ainsi à condition de ne pas rencontrer en face de nous une activité résolument hostile. En attendant, nous ferons tout notre possible pour rassembler la solidarité envers le processus de guerre mené par le MRTA, l'élargir si c'est possible aux secteurs démocratiques, progressistes, afin qu'ils interviennent en notre faveur dans ce conflit.

Victor Polay, commandant du MRTA, et Abimael Guzman, chef du PCP, connu sous le nom de Président Gonzalo, se trouvent tous les deux en prison. Quelles sont leurs situations respectives et quelles attitudes adoptent-ils en prison ?

Selon une disposition légale, ceux qui purgent de la prison dans ces cellules spéciales doivent être isolés une année entière durant, sans visite de la famille, sans lecture, sans nouvelles, interdits de toute information et même de parler avec les gardiens. Les conditions sont extrêmement dures, rigoureuses.

Cependant les Services Nationaux de Renseignements (SIN) ont entrevu une possibilité plus grande de profit politique dans la mesure où ils tiennent à leur merci les deux principaux chefs des deux organisations en rébellion armée.

Parallèlement à une plus grande sévérité et à la rigidité dans les règles de la prison, ils engagèrent un travail psychologique systématique dans le but de les briser politiquement et d'obtenir des dividendes en faveur du gouvernement surtout dans une conjoncture marquée par le référendum (Ndt : En 1993 a été organisé un référendum visant à permettre la réélection de Fujimori.)

L'idée du SIN était d'obtenir par écrit la reddition des deux chefs et que tous deux entament un dialogue avec le gouvernement pour initier un processus de

paix. Polay ne céda pas aux pressions ni au chantage, il ne se laissa pas séduire par les promesses d'amélioration de ses conditions de vie de prisonnier de la dictature. Il préféra de nouvelles restrictions à l'attitude indigne, impropre à un dirigeant, de s'accorder avec l'ennemi, dans les termes humiliants sur lesquels celui-ci propose l'échange.

Ce ne fut pas le cas de Guzman, miné par les pénuries, par la désespérante rigidité et monotonie des jours, il succomba à la pression. Il paraît, comme le signalent différents analystes, que Guzman est un homme habitué à la vie douce, confortable et, au fond, il n'est rien d'autre qu'une chiffre molle incapable des sacrifices qu'il exigeait de la militance sendériste.

Polay est un dirigeant surgi de la vie même, de sa pratique intégrale. Polay ne descend pas de la chaire universitaire pour jouer au révolutionnaire ou pour diriger la lutte armée depuis des appartements plus ou moins confortables et sûrs. Polay participa directement, en accomplissant toutes sortes de tâches de la plus petite à la plus importante, à la construction du MRTA. Non seulement il apporta avec décision ses connaissances idéologiques, son talent politique, mais il risquait sa peau chaque jour. De lui, nous avons appris que les dirigeants doivent être en première ligne. Ce sont deux formations différentes et deux pratiques tout aussi différentes.

Les lettres de Guzman surprisent parce qu'il semblait impensable qu'un leader ayant déformé ses militants en les cultivant dans le fanatisme le plus extrême, qui leur inculquait l'irrationnel comme mot d'ordre et qui les faisait se comporter comme une secte fondamentaliste, fût capable d'écrire ces lignes à l'intention de Fujimori. Parce que ces lettres sont une infamie qui discrédite n'importe quel dirigeant. Abimael Guzman, de la manière la plus méprisable, couvre d'éloges de satrape, et lui reconnaît des mérites...

Est-ce que ce ne serait pas une manœuvre des services de renseignements ou, comme disent les membres du Sentier Lumineux, une « manipulation du gouvernement génocidaire » ?

Dans un premier temps, ses fidèles restèrent stupéfaits. Il faut se souvenir que, dans le Sentier Lumineux, Guzman est ou était un personnage quasi semi-divin, il officiait tel un gourou moderne. Il ne faut pas oublier non plus qu'il se plaçait lui-même à la hauteur de Marx, Engels, Lénine et Mao ; avec un langage crypté plus proche de l'idiosyncrasie asiatique que péruvienne, il se fait appeler « la quatrième épée du marxisme », et, pompeusement, Gonzalo est la pensée-guide. En plus, dans de longues déclarations qu'il fit à la fin des années quatre-vingt, présentées par les sendéristes comme l'« interview du siècle », Abimael Guzman est catégorique dans son refus du dialogue, quelles que soient les circonstances et le

gouvernement de la réaction.

Avec ces antécédents, donc, ses militants se dirent qu'il s'agissait d'un montage du gouvernement. Mais la télévision diffusa la vidéo où on le voit accompagné de sa femme, qui est elle-même dirigeante du Sentier Lumineux, les cheveux teints, la barbe noire, en train d'écrire et, pour qu'il n'y ait pas de doute, lui-même se charge de lire la lettre.

La brouille s'est alors installée parmi les sendéristes. Certains, même, ont dit : «C'est bien sa lettre, mais pas ses idées.» Guzman, sur ses nuages, s'est auto-convaincu de la «nécessité de la paix», il demande au gouvernement de pouvoir se réunir avec les autres dirigeants emprisonnés ailleurs. Cette rencontre eut lieu et comme pour ne laisser subsister le moindre doute, pour qu'on ne puisse pas dire que cet effort a été un cirque monté par le gouvernement, une photo de Guzman en compagnie des autres dirigeants transférés de la prison de Puno à Lima afin d'être soumis à la proposition de Guzman a été distribuées.

Cela indiquerait que Guzman travaille avec le gouvernement de Fujimori?

Impossible de l'affirmer catégoriquement alors que les deux parties ne le reconnaissent pas officiellement, mais des faits sont plus significatifs et vont dans cette direction. Par exemple, le transfert définitif de certains cadres politiques qui étaient soumis au régime spécial à Punto vers Lima, où se trouve une des plus grandes concentrations de prisonniers sendéristes, afin de les gagner aux positions de Guzman.

Le travail a été intense et les porte-parole de cette thèse ont eu toutes les facilités de la part des autorités pénitentiaires. Ils ont obtenu l'adhésion de la plus grande partie des détenus.

On a pu voir des gestes inhabituels pour des sendéristes, telle la publication d'une photo dans les

journaux montrant une poignée de main entre un dirigeant connu et le dictateur Alberto Fujimori en personne à l'occasion de sa visite de la prison de Canto Grande.

Et, il y a peu, a été publié dans un journal du matin un document écrit récemment par Guzman, comportant de très nombreuses citations de classiques, dans lequel il théorise à propos de la fin de la vague révolutionnaire et sur le fait qu'il n'existerait plus de conditions pour la révolution avant l'an 2060. Ce qu'il faut noter, c'est que ce document n'a pu sortir subrepticement, mais bien avec l'accord de ses geôliers. D'un autre côté, le document révèle aussi que Guzman détient ou peut accéder à une bibliothèque, cela n'a été seulement possible qu'en tant qu'échange avec le gouvernement ou en récompense pour ses lettres.

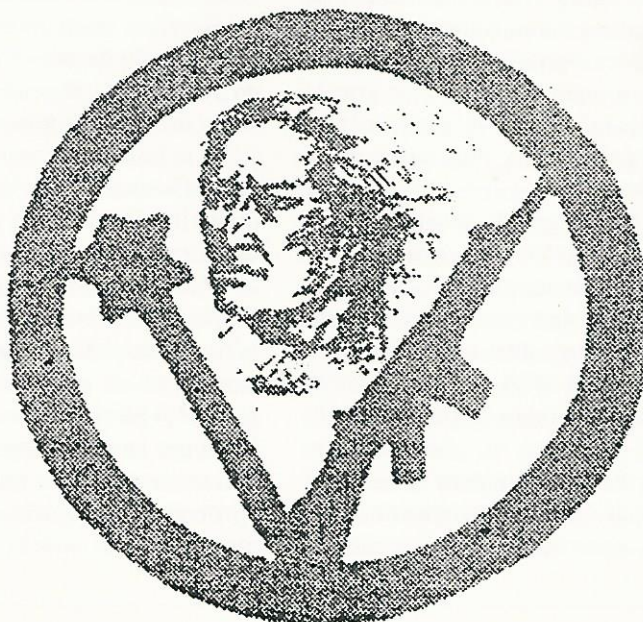
Cela signifierait que le PCP abandonnerait les armes et se soumettrait à un processus de dialogue avec ce gouvernement?

Après l'étonnement initial, le Sentier Lumineux répondit par des voitures piégées. Là, le gouvernement enregistra un triomphe, il obtint la division du Sentier Lumineux. Ceux qui sont dehors et armés ont dit non au dialogue et se prononcent pour la poursuite de la guerre. Ils ont à présent un nouveau président et traitent Guzman de capitulard et de traître. Le communiqué qu'ils distribuent signale qu'ils optent pour la continuité de la guerre populaire «et nous avons déchargé notre haine de classe contre ceux qui luttent pour l'accord de paix». Selon eux, les pacifistes sont «les mêmes qui, avant d'être capturés, prétendirent tirer profit de la révolution».

La division est un fait, les deux factions ont appelé séparément au second congrès.

Paris, le 15 mars 1994

Le MRTA publie une revue en français : *CHASQUI*, BP 631, 75160 Paris Cedex 04



Déclaration au procès

Moro Quater

Brigades Rouges (PCC)

BRIGATE  ROSSE

per la costruzione del

PARTITO COMUNISTA COMBATTENTE

EN tant que militant prisonnier des BR pour la construction du Parti Communiste Combattant, je revendique la valeur politique de l'attaque de l'Organisation contre la base militaire des États-Unis à Aviano.

Avec l'attaque contre cette base, qui est l'un des centres opérationnels et logistiques les plus importants de la structure militaire impérialiste en Europe méridionale, les BR-PCC ont apporté une réponse concrète à la nécessité de relancer l'initiative combattante, en réaffirmant les intérêts généraux du prolétariat métropolitain et des peuples bestialement soumis à l'oppression et à l'agression impérialistes.

Attaquer l'Otan signifie combattre contre le pilier politico-militaire du centre impérialiste dans son ensemble et notamment des États-Unis ; cela signifie se mesurer à la politique des puissances impérialistes, laquelle fait de cette politique États-Unis - Otan le pivot de la cohésion politique en Europe occidentale et matérialise les lignes bellicistes de l'intervention de l'Impérialisme partout dans le monde. Le caractère central de l'attaque contre l'Otan est un patrimoine de la praxis combattante des BR dans leur activité anti-impérialiste plus globale, une ligne d'attaque à laquelle on ne peut renoncer, une ligne constante de leur projet politique qui, en dehors de tout « solidarisme » générique, a toujours été dirigée vers le développement et le renforcement de l'internationalisme prolétarien. Les BR ont toujours contribué, dans une étroite dialectique avec les luttes anti-impérialistes des forces révolutionnaires de notre zone géopolitique, à une mise au point toujours meilleure des propositions politiques, d'organisation et sur le terrain de l'initiative dans le but de rendre incisives ces luttes et par là de favoriser les ruptures révolutionnaires.

Ce n'est pas par hasard si l'Otan, en redéfinissant son propre rôle politico-militaire par rapport au changement des rapports de force internationaux, est le fer de lance des projets de guerre de l'impérialisme dans le conflit yougoslave et des différentes stratégies occidentales vers tout l'Est européen. Un poids qu'il a progressivement assumé dans le conflit yougoslave afin de peser sur les développements du conflit même et qui concrétise la perspective d'opérer des interventions de déstabilisation et de guerre dans toutes les zones où les intérêts impérialistes sont en jeu.

L'initiative des BR se place dans une phase

internationale où les poussées de la crise économique, noyant le système impérialiste tout entier, font mûrir de façon de plus en plus pressante le réaménagement sur des bases nouvelles d'un nouveau partage international du travail et des marchés. C'est dans cette poussée fondamentale que s'est produite une accélération de la tendance à la guerre, du fait de politiques bellicistes accompagnant le bouleversement du système d'équilibre et des relations internationales.

La guerre ne peut être séparée de la nature même du capitalisme et de l'impérialisme : la bourgeoisie ne peut pas éviter la guerre, ce n'est pas du tout un problème de bonne ou mauvaise volonté ; c'est son propre système économique et social qui en produit les causes de fond, et elle n'est que l'issue à sa crise.

Le contrôle de la région balkano-danubienne, souhaité par les impérialistes afin de stabiliser un nouveau cadre de relations qui leur soit favorable, passe nécessairement par la soumission des peuples slaves, en se répercutant sur tout l'Est européen. De même que, par ailleurs, est évidente la volonté impérialiste de ramener sous son contrôle, *manu militari* aussi, les zones périphériques qui se sont libérées de sa domination au cours d'un long parcours, ponctué au niveau mondial par les processus de libération nationale, et de contrecarrer les processus de libération en marche : depuis l'intervention en Somalie, faite de massacres, jusqu'à l'accord entre Arafat et les sionistes sous l'égide des États-Unis, fruit direct de la guerre impérialiste contre l'Irak et de la modification des rapports de force généraux et des aménagements spécifiques dans cette région d'une importance stratégique extrême.

L'impérialisme veut imposer sa « paix », qui renforce ses positions dans la région tout entière sur le dos des masses arabes menant depuis des années des luttes pour l'autodétermination caractérisées par une forte empreinte anti-impérialiste.

Le redéploiement impérialiste dans le Corne de l'Afrique, l'ensemble de la politique au Moyen-Orient s'insèrent dans le réaménagement global des équilibres politico-militaires mondiaux ; pour cette raison, donc, ils n'épuisent pas leurs objectifs sur le seul échiquier régional. La « paix » impérialiste-sioniste au Moyen-Orient et la brutale opération colonialiste en Somalie sont des accélérations de l'inévitable tendance vers la guerre impérialiste.

Dans les processus réels de guerre et d'agression

impérialistes, l'intervention de l'État italien n'a sûrement pas des fins humanitaires. Le rôle de l'Italie est de plus en plus orienté vers un engagement et une responsabilisation croissants dans l'Alliance Atlantique, à partir de la guerre contre l'Irak, des opérations en Yougoslavie, jusqu'à l'expédition au Mozambique et l'occupation de la Somalie. Il s'agit de choix politiques bellicistes qui pèsent lourd sur le processus même de la redéfinition des pouvoirs de l'État, un processus à l'ordre du jour pour la bourgeoisie impérialiste de chez nous qui, par une concentration plus importante des pouvoirs exécutifs, tend à s'aligner aux niveaux de la « démocratie avancée » des autres pays européens, en approfondissant les caractères de la dictature bourgeoise ; ceci dans le but d'être en mesure de répondre en temps réel aux exigences mûrissant soit dans le contexte international, soit dans le contexte intérieur. Il s'agit d'un projet politique dont la substance antiprolétarienne et contre-révolutionnaire a déjà été repérée et attaquée par les BR avec l'initiative contre Ruffili. (NdT : le sénateur Ruffili, « concepteur du projet de réforme des pouvoirs et des fonctions de l'État », a été exécuté par les BR-PCC le 16 avril 1988.)

Les coûts politiques et matériels de ces choix bellicistes s'ajoutent à ceux que la bourgeoisie impérialiste veut faire payer au prolétariat, en premier lieu à la classe ouvrière, pour surmonter les manifestations les plus évidentes, mais certainement pas les causes de fond de sa propre crise économique, politique et institutionnelle ; tout cela contribue à créer le lourd climat d'affrontement politique et social dans le pays.

S'opposer concrètement à la guerre de la bourgeoisie impérialiste est un intérêt général du prolétariat, lequel peut vivre seulement de l'intérieur d'une stratégie adéquate pour faire progresser le processus révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique, une stratégie en mesure de transformer la guerre impérialiste en une guerre révolutionnaire : la lutte armée pour le communisme.

L'initiative des BR contre l'Otan non seulement assume cette conception, en qualifiant son rôle sur le terrain de l'internationalisme et de l'anti-impérialisme militant, mais elle prend aussi un poids politique particulier dans l'affrontement révolutionnaire. En effet, sa valeur politique qualifie cette initiative comme une étape politique nécessaire pour surmonter dans l'attaque pratique, sur la stratégie de la lutte armée, les conditions de faiblesse relative de l'activité révolutionnaire vis-à-vis des exigences réelles de l'affrontement, afin de consolider et d'étendre le terrain de la lutte armée, le seul terrain en mesure de se mettre en rapport de façon adéquate avec les perspectives et les potentialités qui mûrissent dans l'évolution de l'affrontement entre impérialisme et anti-impérialisme. En d'autres termes, dans les étapes de maturation du rapport crise/guerre, non seulement

ressort de plus en plus nettement la disposition des intérêts opposés entre le prolétariat et la bourgeoisie, la classe et l'État, les peuples opprimés et l'impérialisme, mais il ressort de plus en plus la possible et nécessaire alternative à la barbarie impérialiste, pouvant être seulement poursuivie sur le terrain de la guerre de classe révolutionnaire. En outre, il ressort le rôle de direction, historiquement déterminé, assumé par la subjectivité révolutionnaire, par la guérilla, sur le terrain concret de l'affrontement. C'est sur cette ligne d'affrontement internationaliste et anti-impérialiste et avec ces prémisses politiques que se place l'activité des BR, en rapport avec toutes les initiatives de la guérilla et avec les luttes qui ont synthétisé au niveau le plus haut l'opposition aux logiques de guerre et d'agression de l'impérialisme, ainsi que contre les tentatives de « pacification » impérialiste ayant déjà rencontré dans la région moyen-orientale le refus le plus obstiné tant au niveau de masse que dans l'action héroïque des avant-gardes et des forces révolutionnaires conséquentes des peuples arabes, notamment des Palestiniens.

Dans ce cadre, en relançant la proposition politique du Front combattant anti-impérialiste, pour transformer en une force politico-militaire la convergence objective des intérêts contre l'ennemi commun des peuples opprimés et du prolétariat métropolitain, les BR-PCC travaillent pour consolider les niveaux d'unité et de coopération politico-militaire entre les différentes forces révolutionnaires qui font de l'anti-impérialisme une praxis combattante afin de construire des offensives communes contre les stratégies impérialistes.

Les BR travaillent en même temps pour réaffirmer que la lutte anti-impérialiste est pleinement intégrée dans le cadre de la construction plus complexe de l'organisation de classe, où l'internationalisme et l'anti-impérialisme doivent être une partie inséparable des contenus de la dialectique entre la guérilla et l'autonomie de classe, dès le début et au cours de tout le processus révolutionnaire dans la métropole.

Ce que l'affrontement révolutionnaire implique en premier lieu, c'est l'action et le rôle de la guérilla dans notre pays, sa *valeur stratégique*, à partir de la force de rupture donnée par sa ligne directrice offensive contre le système de pouvoir de la bourgeoisie impérialiste ; la *valeur concrète* de sa pratique qui se qualifie comme seule lutte en mesure de faire peser effectivement dans les rapports politiques et de force entre les classes l'intérêt général du prolétariat ; sa *valeur en perspective* comme capacité d'affronter les futurs développements du processus révolutionnaire en une guerre de classe de longue durée. C'est-à-dire qu'il est nécessaire de mener l'attaque contre le cœur de l'État en liaison étroite avec les nœuds de l'affrontement de classe, c'est-à-dire avec la capacité de se référer aux politiques dominantes qui opposent la classe et l'État dans les différentes conjonctures.

Cette praxis a rythmé les étapes saillantes du développement de la guerre des classes dans notre pays et autour d'elle s'accomplissent les pas de la construction de l'organisation de classe sur le terrain

de la lutte armée, sur lequel avance le processus même de construction du Parti Communiste Combattant.

ATTAQUER ET DÉSARTICULER LES PROJETS ANTIPROLÉTARIENS ET CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES DE RÉFORME DE L'ÉTAT ÉVOLUANT VERS LA SECONDE RÉPUBLIQUE !

ORGANISER LES TERMES POLITICO-MILITAIRES POUR RECONSTRUIRE LES NIVEAUX NÉCESSAIRES AU DÉVELOPPEMENT DE LA GUERRE DE CLASSE DE LONGUE DURÉE !

ATTAQUER LES POLITIQUES CENTRALES DE L'IMPÉRIALISME !

GUERRE À LA GUERRE ! GUERRE À L'OTAN !

CONSTRUIRE ET RENFORCER LE FRONT COMBATTANT ANTI-IMPÉRIALISTE !

HONNEUR À TOUS LES CAMARADES ET AUX COMBATTANTS ANTI-IMPÉRIALISTES TOMBÉS !

Le militant des Brigades Rouges
pour la construction du Parti Communiste Combattant
Antonio Fosso
Rome, le 11 octobre 1993

BRIGATE  ROSSE

per la costruzione del

PARTITO COMUNISTA COMBATTENTE

Déclaration de la cellule Nadia Shéhadad

Nous espérons que le fil rouge reliant nos actions de ces douze derniers mois (de l'attaque contre la « Maison du droit » de Hambourg du 21 novembre 1992 jusqu'au récent mitraillage du 17 novembre 1993 contre Gesamtmetall à Cologne – voir respectivement *Front* n° 5 et n° 6 –, en passant par l'action du 18 août 1993 contre le domicile d'un membre du GSG 9) commence à être clair et précis.

En tant que contribution à la discussion, aujourd'hui, nous voulons ajouter une déclaration à celles du 22 avril et du 22 mai 1992 et à celle du 5 septembre 1993.

Il est essentiel que des textes « Projet de guérilla urbaine » (1971) et « Front » (1982) de la Fraction Armée Rouge soient assumés, et seulement ce qui a valeur d'usage pour les années 1990. En revanche, nous n'avons pas l'intention de nous accrocher à des représentations et des projets dépassés.

Notre politique vise à un processus développant une pratique anti-impérialiste portée par différentes connexions militantes-armées. L'autonomie des connexions particulières est impérativement nécessaire en ce qui concerne la conduite directe des actions. Le liant politique de ceux voulant vraiment quelque chose ici devrait être une stratégie de politique anti-impérialiste qui, pas à pas, se forme en un processus de lutte, formulé dans des discussions circonstanciées. Il n'y a pas de connexion isolée qui, dans le processus simultané de discussions-actions, puisse être au cœur. Au contraire : la naissance d'une force signifiante dépend de ce que la responsabilité propre et l'autodétermination des connexions particulières soient prises au sérieux.

Dans la lutte anti-impérialiste, les moyens sont multiformes ; l'usage des armes en fait naturellement partie. Il ne doit pas être fétichisé, mais il est un excellent moyen pour des actions ciblées ayant un effet symbolique ou mortel.

Les connexions combattantes ne peuvent pas renoncer à mener des actions ciblées contre certains décideurs de la politique et de l'économie si la lutte anti-impérialiste en Allemagne devenait plus significative.

Le 1^{er} avril 1991, la guérilla a exécuté Rohwedder. Faire remarquer que cette attaque fut de l'activisme est aussi juste qu'inutile : aucun groupe militant-armé n'avait alors de représentations stratégiques planifiées sur la manière dont tout cela doit pouvoir aller de

l'avant. En dépit de quoi, le commando Ulrich Wessel a dit : « Celui qui ne lutte pas meurt à petit feu. » Et, par là, il rencontrait le sentiment vital de nombreux hommes et femmes ici, également le nôtre.

Ce que la guérilla a réalisé par une politique offensive du 14 mai 1970 (Ndt 1) au 1^{er} avril 1991 restera naturellement un point de référence pour tous ceux qui se sont décidés – se décideront – à la lutte anti-impérialiste dans les années quatre-vingt-dix.

Les déclarations du 10 avril 1992 (voir *Front* n° 2) au 6 juillet 1993 ont la caractéristique d'avoir deux destinataires : la gauche et l'appareil étatique en Allemagne. Pour la discussion dans la gauche, le groupe observe sa propre histoire à partir de son point de vue actuel et développe la notion de « contre-pouvoir de ceux d'en bas » ; la destruction du social dans la société allemande devrait être contrée par un « processus d'appropriation sociale ». (À diverses reprises, ces douze derniers mois, nous nous sommes inspirés de ces deux notions, car elles peuvent avoir une valeur d'usage pour la redétermination d'une politique anti-impérialiste des connexions militantes armées en Allemagne). Les responsables des déclarations du 10 avril 1992 au 6 juillet 1993 n'ont pas jusqu'à présent concrétisé les notions qu'ils ont eux-mêmes amenées dans la discussion et n'ont pas développé de commencement stratégique aujourd'hui nécessaire au processus combattant offensif.

La communication avec le second destinataire des déclarations du 10 avril 1992 au 6 juillet 1993, à savoir l'appareil d'État d'Allemagne, fonctionne indirectement : relative au « retrait de l'escalade », la question posée est celle de savoir si s'imposera ou non ladite fraction Kinkel (ultérieurement, la théorie des fractions fut reconnue comme fausse et abandonnée) ; de même qu'est toujours renouvelée la question de savoir si l'État renoncera ou non au « rapport d'élimination » à l'égard de l'opposition fondamentale. Derrière cela, il y a ce que le groupe a qualifié pour la première fois publiquement le 2 novembre (Ndt 2) de « projet d'une solution globale ». Explicitement, ce « projet » n'émerge nulle part ailleurs dans les textes du 10 avril 1992 au 6 juillet 1993, mais certainement il fut rapidement clair aux spécialistes du service de la Verfassungschutz. Pour faire « pression », la menace avait été faite le 10 avril 1992 de reprendre les attaques contre les décideurs politiques et économiques si rien ne bougeait. Cette « menace » n'avait absolument pas besoin initialement d'être prise au sérieux parce qu'il était évident pour la KGT que le groupe ne pouvait envisager

sérieusement « une campagne de vengeance » contre les élites. L'explosion de la prison de Weiterstadt, avec laquelle le commando Katharina Hammer-schmidt a « parlé avec le cœur » – comme le formulait le groupe le 2 novembre – à nombre de femmes et d'hommes, à nous aussi, n'y a rien changé non plus.

Lorsque dans la déclaration du 6 juillet 1993 (quelques jours donc après Bad Kleinen) il est question du « rapport apparent (!) de destruction » de l'État vis-à-vis de l'opposition fondamentale, on voit bien à quelle perte de réalité avaient conduit les espérances sur la réalisation du « projet de solution globale ». Il faut aussi noter la tentative d'un certain Stroeble, mise en branle par les prisonniers de Celle, de mettre sur pied la plus grande coalition possible en politique et en économie pour réaliser le « projet de solution globale ». Nous ne voulons pas commenter le fait que le reste des prisonniers ne devait initialement rien en savoir. Les faits parlent d'eux-mêmes.

Le fait que les responsables de la déclaration du 2 novembre s'en prennent verbalement à Brigitte en particulier est également une attaque contre tous ceux qui depuis des années, pour certains des dizaines d'années, se sentent liés à la lutte des prisonniers révolutionnaires. À l'avenir, par principe, nous négligerons les invectives publiques à l'égard des prisonniers comme les sept longues pages du 2 novembre.

Le rapport spectateur de nombreuses personnes de la gauche, semblant confondre la politique avec la contemplation d'un film ou d'une pièce de théâtre, est illustré par trois exemples :

1) Il est bien connu qu'il y a des conceptions très différentes parmi les responsables d'une politique militante armée en Allemagne sur la manière dont tout doit pouvoir aller de l'avant. La plupart dans les scènes (Ndt 3) contemplent ces différences de « l'extérieur » et ne semblent absolument pas en venir à l'idée d'être à l'initiative d'un point de vue indépendant ayant une militance propre.

2) Lors de réunions d'habitué(e)s, la question s'est posée de savoir si les actions des Kurdes militant(e)s du 24 juin et du 4 novembre étaient bonnes ou non. Par contre, la question n'est pas posée quant à son propre rôle dans la guerre soutenue par l'Allemagne contre les Kurdes.

3) Les confrontations à l'intérieur de Devrimci Sol sont expertisées en arbitre et il est appelé au boycott du matériel publié par les deux fractions. Et de prime abord il ne fut absolument pas pris en compte le fait que le conflit a en réalité une haute teneur politique et que ceux luttant pour la « révolution interne » à l'organisation, potentiellement, pouvaient avoir besoin de notre soutien à tous.

Autant le besoin d'une intervention autodéterminée s'exprime peu clairement, autant le besoin de projections superficielles est fortement développé. La question de savoir « si la RAF va bientôt à nouveau

faire quelque chose » était très appréciée. Par contre, concernant sa propre pratique, cette question est très dépréciée. Dans la dépolitisation actuelle de nombreuses scènes, les groupes armés-militants ne doivent pas faire l'erreur d'alimenter le besoin de projections superficielles.

En Allemagne, une politique anti-impérialiste devrait être liée de la manière la plus étroite à la confrontation internationale entre les oppresseurs et les masses opprimées. Mondialement, cette confrontation a acquis une dimension ne pouvant plus être caractérisée que comme guerre des élites impérialistes dominantes contre les masses mondiales. De prime abord, une politique anti-impérialiste vire à la farce si les moyens d'une intervention révolutionnaire ne sont pas déterminés à partir des réalités de fer des Trois Continents (quotidiennement plus de trente-six mille enfants meurent de faim ; plus de deux cents millions d'enfants de moins de quinze ans doivent pourvoir eux-mêmes à leur subsistance ; plus d'un milliard d'hommes et de femmes vivent dans la pauvreté, etc.). Les actions armées-militantes doivent viser à dynamiter la conscience métropolitaine. Par sa détermination internationaliste, la politique anti-impérialiste est une provocation consciente pour la majorité de la société allemande.

Les points de contact immédiats pour une politique anti-impérialiste en Allemagne tiennent aux fractures d'une société de plus en plus polarisée : à l'élite capitaliste s'enrichissant de manière toujours plus agressive et à ceux qui sont encore en situation d'attendre quelque chose de la méritocratie capitaliste, fait face le nombre croissant des marginalisés ; et ce n'est que sur cette fracture qu'une politique anti-impérialiste dans la métropole allemande pourra prendre pied.

C'est en partant du fait qu'à la fin de la décennie quatorze millions de personnes vivront dans la pauvreté en Allemagne ; qu'aujourd'hui déjà un million d'enfants vivent de l'aide sociale ; des évaluations parlent de plus d'un million de sans-abri dont environ vingt-cinq mille vivent en permanence dans la rue ; le chômage officiel atteint son plus haut niveau depuis 1949 ; la part des chômeurs (y compris ceux « parqués » dans les « mesures de créations d'emplois », stages de formation) a crû au-dessus de 20 % du potentiel total de la force de travail. La cause en est selon les seigneurs du capital la « désintoxication » de l'industrie allemande : dans les seules industries métallurgiques et électroniques, trois cent soixante-dix mille postes de travail ont été supprimés au cours des douze derniers mois. Dans l'ex-RDA, le capitalisme a accompli un prodige exceptionnel : il est resté huit cent mille des précédents trois millions et demi emplois industriels, les premières concernées étant les femmes.

À l'ère du postfordisme, le capital vise à extorquer au maximum toutes les capacités physiques,

intellectuelles et sociales en réduisant le personnel stable (mot d'ordre : production flexible). Celui qui ne veut ou ne peut coopérer doit se barrer. Sous le mot d'ordre de la «flexibilité», les capitalistes veulent désormais imposer une grande avancée pour ce qui concerne la disponibilité des travailleur(euse)s envers le capital. Lors d'une conférence au forum de la Gesamtmetall, le 7 octobre à Cologne, Edmund Hug (président d'IBM-Allemagne) a clarifié la manière dont il conçoit le changement du système tarifaire (Ndt 4) : clauses ouvertes aux entreprises ; durée d'utilisation longue ; pas de temps de travail hebdomadaire fixé par écrit, mais fixation annuelle du temps de travail, réduction du coût du travail du dimanche ; salaire lié aux «résultats de l'entreprise», etc.

C'est parce qu'à l'avenir le chômage restera une caractéristique du meilleur système de tous les temps qu'une succession d'«experts» proposent d'établir un second marché du travail : une armée de réserve industrielle de millions de personnes devrait y être occupée de manière sous-tarifée afin qu'elles ne se «déshabituent» pas du travail. Le fait que la quote-part du salaire (la part des salaires entrant dans le produit fini) soit de nouveau tombé au niveau de 1970 est aussi une expression de la polarisation croissante. Alors que les 25 % des ménages ouest-allemands les plus riches disposent de 70 % des moyens financiers, les 50 % des ménages les plus pauvres en détiennent seulement 5 %.

Ainsi, un nombre croissant de personnes est obligé de violer «la loi» pour joindre les deux bouts. La CDU les définit comme un «risque pour la sécurité intérieure», le SPD parle de criminalité quotidienne croissante. Les prisons sont plus que surpeuplées, en matière de sécurité, les services privés connaissent un *boom* et les mesures courantes n'ont plus d'effet.

Les personnes mises au chômage savent que le syndicat ne défendra pas leurs intérêts : chaque mois IG Metal perd vingt mille affilié(e)s. Avec leur politique de «partenariat social», pour l'État et ses élites capitalistes, les syndicats sont des aides indispensables à la discipline et de bons exécutants. Mais cela ne marche pas toujours comme souhaité : en septembre, alors que les mineurs de charbon de la Ruhr et de la Sarre bloquaient les autoroutes et occupaient des mairies, le pont de l'IG de l'industrie minière et énergétique, Berger, ne pouvait plus que constater devant les journalistes : «Il est impossible de contrôler ce genre d'actions.»

Et enfin, la lutte de Bischofferode montre quelle force de rayonnement peut développer une résistance régionale et cela contre la grande coalition du gouvernement fédéral, de la Treuhand, de BAST, de l'IG minière et énergétique, de l'IG de la chimie et du SPD (Ndt 5).

Nous ne nous cachons pas la différence entre lutte sociale et lutte anti-impérialiste ; par exemple mettre

en avant des revendications économiques ne peut pas être le but de groupes armés militants. Les marginalisés développeront dans leurs luttes des formes d'appropriation sociale et n'ont pas besoin à ce propos d'un «soutien» s'imposant de l'extérieur.

Mais sur la base de la polarisation croissante de la société allemande, il existe la possibilité d'une orientation parallèle à la lutte sociale des marginalisés et de la lutte anti-impérialiste. C'est :

1) Possible parce que ceux qui veulent véritablement et fondamentalement changer les choses ici ont intérêt à ce que la détermination quant au cours des choses dans ce pays soit arrachée aux élites.

2) Et d'autant plus nécessaire que les fascistes ont déjà une influence évidente sur les marges de cette société et de manière croissante, ils tentent d'instrumentaliser les luttes sociales. Par leur radicalité subjective, les collectifs militants-armés qui sont exemplaires pour se rencontrer entre individus, en passant à l'attaque avec des actions anticapitalistes-antipatriarcales-antiracistes conséquentes, peuvent planter des repères efficaces contre l'isolement et l'impuissance perceptibles partout.

Pour un développement ultérieur, ici comme mondialement, la responsabilité des groupes armés-militants est plus grande que ceux-ci ne veulent l'admettre. C'est particulièrement valable en ce qui concerne ceux se revendiquant de la RAF.

Nous avons déterminé notre lutte durant ces douze derniers mois en tant que «cellule de résistance anti-impérialiste, Nadia Shéhada» comme étant une phase de transition. À l'avenir nous mènerons (c'est-à-dire contribuerons à mener) des actions militantes-armées, mais plus sous le nom utilisé jusqu'ici.

**Solidarité avec les prisonniers de la Fraction Armée Rouge détenus comme otages par l'État allemand à Lübeck, Cologne, Francfort, Schwalmstadt, Frankenthal, Bruchsal et Aichach !
Fin des conditions d'isolement renforcé devant servir à faire chanter Birgit Hogeferd à Bielefeld !
Solidarité avec les camarades du mouvement antifasciste qui affrontent la fascisation de la société allemande par la contre-violence organisée !**

La lutte anti-impérialiste existe par des actions militantes-armées.

Elle se développe dans le rapport dialectique entre théorie et praxis.

Elle est portée par les femmes et par les hommes conscients de ce que signifie être conséquent.

Il en est partout de même dans le monde et c'est donc aussi le cas ici en Allemagne.

Lutter ensemble !

Le 13 décembre 1993

Cellule de résistance anti-impérialiste

Nadia Shéhada

NOTES

1. Date de la libération d'Andreas Baader par un commando de la RAF.
2. Cette déclaration de la RAF répond à celle de Brigitte Mohnhaupt qui, au nom des prisonniers de la RAF, à l'exception des trois de Celle et de Birgit Hogefeld, a rendu publique leur séparation avec les illégaux. La rupture est la conséquence d'une tentative de négociation entre le gouvernement et les prisonniers de Celle à laquelle fut employé un ancien avocat de la RAF, Stroebele. Niant l'existence d'une telle tentative, les illégaux attaquent longuement l'ensemble des prisonniers et revendiquent leur solidarité avec les quatre restants. Depuis, les illégaux ont commis une nouvelle déclaration (6 mars 1994). Constatant que la redétermination d'une politique révolutionnaire n'est toujours pas à l'œuvre, ils s'expliquent longuement sur l'épisode Steinmetz, un infiltré de la Verfassungschutz, les RG locaux, qui rendit possible l'intervention sanglante de Bad Kleinen fin juin 1993 (voir *Front* n° 5). Et si force leur est de noter la simultanéité entre l'infiltration de Steinmetz et le lancement de l'initiative Kinkel par la Coordination antiterroriste, groupe de travail réunissant divers organes de sécurité, ils voient surtout la première comme un effet de la faiblesse politique consécutive à la période du Front. Dans cette représentation bouc émissaire du Front, ils sont fidèles à leur discours depuis le 10 avril 1992. C'est contre son manque de développement social qu'ils proposent les fameux « contre-pouvoirs d'en bas » censés refonder les perspectives révolutionnaires qui auraient été anéanties par les transformations de l'époque.
3. Scène est le nom générique qui désigne aussi bien les rassemblements militants géographiques, la scène de Wiesbaden, etc., que ceux à thèmes, la scène antifasciste, de solidarité avec les prisonniers, etc.
4. L'expression système tarifaire désigne les accords salariaux par branches. Rendues responsables de la délocalisation, les règles de ce partenariat capital-syndicats seraient à assouplir.
5. Rachetée par BASF, un grand groupe chimique issu du démantèlement du consortium IG qui avait hautement profité du nazisme, cette entreprise était vouée à la fermeture par son nouveau propriétaire. Pendant plus de huit mois, par des grèves, des occupations, des grèves de la faim, la lutte de ceux de Bischoffrode avait la caractéristique de dénoncer la politique de la Treuhand, organisme chargé de privatiser les entreprises de l'ex-RDA, contre tous les adeptes du réalisme économiste. Du gouvernement aux syndicats, tous les avaient déjà abandonnés à la rentabilité du capital qui voulait tout autant les voir rentabiliser jusqu'au bout la production jugée désuète qu'ensuite les vouer à la misère et au chômage.



Dans leur déclaration du 5 septembre 1993, les camarades s'expliquent un peu plus longuement sur le rapport entre appropriation sociale et lutte anti-impérialiste, nous pensons utile de citer ce passage ici : « C'est à partir de la compréhension des rapports d'exploitation que se construit toute analyse d'une situation concrète. En revanche, ce n'est pas d'un grand secours que les camarades de la RAF parlent des "êtres humains" et les opposent "à l'État". Dans la discussion à gauche, ces dernières années, s'est imposée la constatation qu'il faut parler d'une "triple oppression", c'est-à-dire que la réalité actuelle est caractérisée par des rapports d'exploitation et d'oppression patriarcaux, racistes et capitalistes. La société est parcourue par ces contradictions. La politique de l'État (saisi comme superstructure) vise au maintien du système dominant, elle est par conséquent une fonction de la domination du patriarcat, du racisme et du capitalisme. Quand nous parlons d'impérialisme au sens large, nous pensons à l'interférence-interpénétration de ces trois rapports de domination. Les illusions sur la "plus profonde crise du système capitaliste s'écroulant" (RAF, 6 juillet 1993) n'amènent rien. À regarder de manière plus réaliste la situation en Allemagne, il doit plutôt être établi que "les possibilités politiques de l'impérialisme ne sont épuisées ni dans leur variante réformiste, ni dans celle fasciste, sa capacité à intégrer ou opprimer les contradictions n'est pas au bout du rouleau" (projet de la guérilla urbaine, RAF, 1971). Nous sommes d'accord avec les camarades de la RAF quand ils critiquent les "discussions fictives autour de révolutionnaire/réformiste". Il nous importe que les contradictions sociales éclatant ne soient sous-estimées ni dans leur force explosive, ni dans leur caractère socialement limité. À travers l'exemple de la lutte ouvrière de Bischofferode, il devient évident que d'un côté il s'agit d'un conflit économique, de l'autre une

force explosive considérable existe dans la défense de l'emploi contre la logique capitaliste. Une politique révolutionnaire doit viser à faire progresser le processus d'auto-organisation ; au regard des difficultés économiques et de la corruption des bonzes syndicaux, la politique anticapitaliste nous semble être un terrain qui fut beaucoup trop peu pris en compte par la gauche révolutionnaire, ces dernières années. Cela nous faisait mal de voir la manière dont, lors des préparations du 1^{er} mai, de bons débuts se faisaient écraser dans cette discussion tandis que le conflit avec le(s) champion(s) du front folklorique (*T-shirt* de Gonzalo + ballons gonflables à l'effigie de Mao) commençait à tout noyer.

Michael Dietiker, Ali Jansen et Bernhard Rosenkötter (prisonniers de la résistance anti-impérialiste), dans leur texte essentiel de juillet 1992, parlent de la "nécessité de développer, dans la lutte la transcendant, un sens social". Quand nous disons que le processus d'appropriation sociale devient réel dans la lutte anti-impérialiste, nous ne négligeons pas pour autant la diversité des êtres humains qui résistent, en partant de leur oppression subjective. Mais nous sommes convaincus qu'un contre-pouvoir social de ceux d'en bas ne pourra s'imposer que si la lutte est menée **ensemble**. »



OUI À L'EUROPE SOCIALE ET DÉPOURVUE DE CLASSES !

**NON AU RÉGIME CAPITALO-IMPÉRIALISTE ET À L'INGÉRENCE
AMÉRICAINE !!**

SANS CESSER LUTTER, COMBATTRE ET ATTAQUER L'ENNEMI DE CLASSE !!!

**SOLIDARITÉ AVEC NOS CAMARADES EMPRISONNÉS DANS LES GEÔLES
CAPITALISTES !!!!**

Groupe ANCORE Group
Janvier 1994



FRONT

Cahiers **FRONT**

Jargon Libre

BP 417

84071 Avignon

Cedex 4

CCP 560 47 K Marseille